



Femmes africaines, Panafricanisme et Renaissance africaine



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Éditions
UNESCO



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Département Afrique

Femmes africaines, Panafricanisme et Renaissance africaine

Publié en 2015 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2015

ISBN 978-92-3-200078-1



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Ce document a été réalisé par le Département Afrique de l'UNESCO avec le soutien de Sylvia Serbin et Ravaomalala Rasoanaivo-Randriamamonjy.

Nous remercions Prof. Augustin F. C. Holl pour sa relecture attentive du manuscrit et ses précieux conseils d'expert.

Sous la direction de :
Ana Elisa Afonso Santana, Hyeon Ju Kim, Jacques Plouin
Couverture : © UNESCO 2015

Composé et imprimé dans les ateliers de l'UNESCO

L'imprimeur de cette publication a obtenu la certification « Imprim'Vert »,
le label écologique de l'industrie graphique française

Imprimé en France

Sommaire

4 Préface

6 Présentation

9 Partie I. Des femmes dans la mouvance du Panafricanisme

10 Introduction **12** Un retour à l'histoire **19** Des résistances féminines antérieures au Panafricanisme **30** L'influence du Panafricanisme sur les résistances en Afrique **42** Les luttes pour l'indépendance **62** L'après indépendance: revendications sociétales et lutte armée **75** Les défis pour la nouvelle génération des femmes africaines

83 Partie II. Cinquante ans de lutte pour l'égalité (1962-2012)

84 L'Organisation panafricaine des femmes, emblème de la lutte des femmes pour l'égalité **85** « Le rôle des femmes africaines : hier, aujourd'hui et demain »

105 Annexes

106 Annexe 1 : Programme du Cinquantenaire de l'OPF **102** Annexe 2 : Discours de Mme Irina Bokova **113** Annexe 3 : Discours de Mme Nkosazana Dlamini-Zuma **121** Annexe 4 : Document final du Cinquantenaire de l'OPF **128** Annexe 5 : Les mères fondatrices de l'OPF

131 Pour en savoir plus

136 Liste des illustrations



Préface

Depuis plus de 50 ans, des progrès considérables ont été accomplis en faveur de l'émancipation des femmes en Afrique. Pourtant, les résultats restent inégaux, en termes de pleine reconnaissance des droits des femmes et en particulier dans le domaine de la participation politique et sociale. Sur le plan économique, une grande majorité des femmes restent encore marginalisées. La féminisation de la pauvreté persiste. Il nous faut faire davantage d'efforts pour pleinement exploiter le potentiel que les femmes représentent pour l'avenir de l'Afrique, en termes de croissance économique, d'inclusion et de justice sociale.

L'UNESCO plaide sans relâche en faveur de l'éducation, des sciences, de la culture, de ces ressources qui sont les clés du plein épanouissement de la personne, et des leviers du développement durable. Le travail de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF) qui vient de célébrer son cinquantième anniversaire fait pleinement écho aux deux priorités globales de notre Organisation : l'Afrique et l'égalité des genres. Ces deux priorités sont indissociables. Le Continent renaît en effet, et les femmes sont au premier plan de cette dynamique. Elles jouent un rôle pionnier dans le mouvement panafricain. Elles mettent leur créativité et leur dévouement au service de la paix, de la justice et du bien-être de leur famille, de leur communauté, de leur pays. C'est en Afrique que le taux de l'entrepreneuriat féminin est le plus élevé au monde, c'est aussi en Afrique que la parité en politique progresse le plus vite, et la représentation féminine au parlement figure parmi les plus élevées au monde, au Sénégal, au Rwanda, et ailleurs. Toutes ces femmes demandent les moyens d'agir et nous devons les soutenir, pour le bien-être de tous.

Ce travail commence par la garantie d'une éducation de qualité pour les filles et les femmes qui doit être la priorité de toute stratégie durable de développement. L'UNESCO travaille en ce sens, au niveau politique, pour intégrer l'éducation de qualité au cœur de l'agenda mondial du développement et sur le terrain, en soutenant notamment les programmes d'alphabétisation, l'enseignement technique et professionnel, la formation des enseignants et l'utilisation des

nouvelles technologies. L'Afrique est une cible prioritaire du partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, lancé par l'UNESCO en 2011. L'Afrique a besoin de davantage de femmes scientifiques, enseignantes, des artistes, et l'UNESCO s'engage auprès d'elles avec la conviction qu'elles portent l'avenir du continent.

La connaissance de l'histoire est un autre levier fondamental de dignité et d'identité pour se projeter vers l'avenir. L'UNESCO a ainsi mis en place une plateforme interactive de formation entièrement consacrée aux Femmes dans l'histoire de l'Afrique, qui vise à mieux faire connaître les grandes figures historiques féminines qui ont forgé l'histoire du continent et de sa diaspora. L'UNESCO travaille en outre à l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique, qu'il faut largement diffuser dans les écoles et dans les manuels.

La célébration en 2012 au siège de l'UNESCO du cinquantième anniversaire de l'Organisation Panafricaine des femmes (OPF) organisée conjointement par l'UNESCO et la Commission de l'Union africaine, rappelle la profondeur des valeurs qui nous unissent. Cette publication est une belle occasion d'approfondir, et de réaffirmer notre engagement commun pour les femmes et pour l'Afrique.

Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO

Présentation

Le présent ouvrage fait suite à la célébration du 50^e anniversaire de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF), organisé en novembre 2012 au Siège de l'UNESCO à Paris, à l'initiative de la Délégation permanente de la Tanzanie, pays de naissance de l'OPF et de la Délégation permanente d'Afrique du Sud, pays hôte de l'organisation depuis 2008.

Créée en 1962, soit un an avant la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'OPF occupe une place particulièrement importante dans l'histoire du continent. Son action a contribué à l'avancement des droits de la femme et à la reconnaissance du rôle des femmes dans la société africaine.

En reconnaissance du rôle que l'OPF continue d'assumer pour l'émancipation de la femme en Afrique, l'Afrique du Sud et la Tanzanie ont estimé qu'il convenait de rendre hommage aux accomplissements de l'organisation en s'associant avec l'UNESCO et l'Union Africaine pour fêter l'anniversaire de sa création. Cet anniversaire a été l'occasion de débats constructifs sur la participation effective et responsable de la femme africaine au développement socio-économique et culturel de l'Afrique et à son avenir.

Fort du succès de cette célébration et des recommandations des participants, l'UNESCO a donc entrepris la publication d'un ouvrage mettant en lumière la lutte des femmes africaines pour libérer le continent du joug colonial et pour affirmer les valeurs du Panafricanisme. L'action de ces femmes, nombreuses et souvent peu connues, témoigne de l'engagement des femmes à assumer leurs rôles et responsabilités dans l'avenir du continent.

Conçu sous la coordination générale du Département Afrique de l'UNESCO, il comporte en première partie une étude sur l'évolution du Panafricanisme à travers des parcours de figures emblématiques de femmes africaines. Femmes qui ont marqué leur époque à travers des luttes et mouvements influencés par le Panafricanisme, au plan politique, social et culturel.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux débats tenus durant la célébration du cinquantenaire sur le thème : « Le rôle des femmes hier, aujourd'hui et demain ». Elle retrace l'action des femmes africaines au service de la paix, de la justice et du bien-être de leur famille, de leur communauté, de leur nation durant ces cinq décennies.

Enfin, la présente publication a pour vocation de contribuer à l'information du plus grand nombre, notamment des jeunes, sur le rôle des femmes africaines dans la libération et le développement du continent. Elle se propose aussi, dans une démarche pédagogique, de livrer quelques repères sur les composantes et l'imprégnation du Panafricanisme et son enrichissement par l'apport des femmes du continent à la liberté – la leur et celle de tous les africains.

Edouard Firmin Matoko
Directeur
Département Afrique





Partie I

Des femmes dans la mouvance du Panafricanisme¹

1 Le texte a été réalisé avec la contribution de Sylvia Serbin, historienne et journaliste, auteur du livre *Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire* (2004, éd.Sepia)



Introduction

Nombre d'Africaines d'origines et de conditions diverses se sont investies dans des actes de résistance et des luttes émancipatrices, mais leurs noms figurent trop rarement dans les livres d'histoire. D'autres ont grandement contribué au développement du Continent par leur travail de productrices agricoles ou leurs activités dans le commerce. Cette dimension n'est malheureusement pas suffisamment valorisée. Trop souvent négligées par les chercheurs, absentes, à de rares exceptions près, de l'historiographie sur l'Afrique, leurs efforts et leurs sacrifices n'ont pas été suffisamment transmis à la postérité, au risque de les murer dans l'oubli.

Or, l'histoire de l'Afrique est traversée de luttes des femmes, individuelles ou collectives, illustrant une longue tradition d'engagement dans les combats de leur société dont l'écho lointain est encore perceptible au travers de certaines traditions orales. Même si cet engagement féminin est souvent éclipsé pour laisser aux seuls hommes la paternité d'actions produites collectivement, les femmes africaines savent ce que lutter signifie. Nul ne peut croire en effet que dans l'Afrique traditionnelle, seuls les hommes auraient occupé le devant de la scène historique, tandis que leurs épouses, mères et filles se seraient cantonnées à des tâches domestiques ou n'auraient eu d'autre choix que de fuir en cas de danger.

Du Nord au Sud du continent, sous différentes aires culturelles de l'Afrique ancienne et parfois même dans des sociétés non matriarcales, des personnalités féminines ont su émerger sur le devant de la scène en tant que dirigeantes de royaume, guerrières, résistantes ou femmes d'influence. D'autres ont fait de leurs fils des bâtisseurs d'empires.

Elles pouvaient prendre des initiatives au nom de leur communauté sans voir leur influence contestée en raison de leur sexe, car ce n'était pas la notion de genre qui importait alors, mais la réponse citoyenne qu'elles étaient en mesure d'apporter à leur société, en particulier dans des situations de crise.

Pourtant, leur participation à l'histoire n'est jamais vraiment évoquée. Les manuels scolaires sont souvent silencieux sur leurs actes de bravoure, alors même que leur vocation est de faire découvrir aux jeunes générations les acteurs qui ont marqué le passé du continent. Se remémorer de telles figures contribuerait pourtant à faire évoluer l'image d'effacement généralement privilégiée par les médias internationaux pour dépeindre la femme africaine alors que sa contribution dans l'histoire est assez ancienne.

Ces femmes - ancêtres, grands-mères, mères -, si elles étaient suffisamment mises en lumière, pourraient même servir de modèles inspirant, par-delà les Afro-descendants, l'ensemble de la jeunesse, où qu'elle se trouve dans le monde.

Ce document se propose d'abord, dans une démarche pédagogique, de livrer quelques repères sur les composantes et l'imprégnation du Panafricanisme. Même s'il a été exclusivement diffusé par l'entremise des hommes qui s'en sont fait les porte-parole, le Panafricanisme a aussi inspiré bien des mouvements féminins qui se sont développés en Afrique sur la base d'une mutualisation des combats et des revendications, pour leur émancipation et une meilleure prise en compte de la contribution féminine dans les gouvernances nationales. Pour autant, il ne faut pas oublier que des résistances féminines ont précédé le Panafricanisme. Nous illustrerons donc cette montée en puissance des femmes africaines par quelques portraits de personnages emblématiques des combats menés pour la liberté et la dignité de leurs peuples, en accordant une large place à des figures marquantes d'un passé plus lointain, car moins connues du public contemporain.

Un retour à l'histoire

L'idée du Panafricanisme

Le mot Panafricanisme a irrigué tant de discours et de contextes différents, qu'il peut sembler complexe à un non-initié. Ce courant, promu par des éveilleurs de conscience noirs américains et caribéens dans la deuxième moitié du 19e siècle, a connu un retentissement considérable en prônant l'union et la solidarité entre Africains du continent et Noirs de la diaspora dispersés à travers le monde par la traite négrière et l'esclavage. Leur objectif commun était de revendiquer le droit des peuples noirs à disposer de leur liberté à l'image de tout autre être humain.

C'étaient des mots nouveaux, à une époque où le continent africain subissait les effets de la conquête européenne. Mais ils allaient faire école auprès des premiers intellectuels noirs formés aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. Ces derniers avaient en effet entendu parler de ces doctrines fédératrices qui émergeaient depuis la fin du 19^e siècle : le panaméricanisme - Etats-Unis, Amérique du Sud, jusqu'en Haïti - qui visait à organiser un cadre d'entraide et d'intérêts entre les Etats du continent américain en vue de s'affranchir de l'influence des anciennes puissances coloniales européennes. Le pangermanisme, mouvement intellectuel et politique aspirant à susciter un sentiment patriotique entre les peuples d'origine et de culture germaniques répartis en Europe, dans le but de constituer une grande Allemagne. Et le panarabisme qui appelait au rapprochement, autour d'une identité partagée, entre nations arabo-musulmanes au nom de leur héritage religieux et culturel commun, afin de faire front aux impérialismes occidentaux.

Eveiller la prise de conscience des Noirs du monde entier sur leur sort de victimes d'une même tyrannie constituait dès lors une entreprise des plus mobilisatrices face à l'oppression subie par les Noirs d'Afrique, d'Amérique et des Caraïbes. Des Noirs marqués par une expérience historique commune d'esclavage, de colonisation et de racisme. Cette unité permettrait aussi de se mobiliser pour un développement de l'Afrique basé sur ses propres forces,

c'est-à-dire ses populations locales, et en rejetant l'imitation des modèles européens afin de « démontrer les aptitudes du Noir à se gouverner ou à s'élever dans les hautes sphères de la civilisation », selon les mots d'Anténor Firmin (1850-1910), avocat, journaliste, anthropologue et diplomate haïtien, auteur de l'ouvrage *De l'égalité des races humaines*, publié en 1885 à Paris.

L'idée du Panafricanisme a donc été portée au départ par des Afro-américains et des Caribéens repartis au contact de l'Afrique après l'abolition de l'esclavage dans leurs contrées respectives. Abolition survenue entre 1833 et 1838 dans les Caraïbes anglaises, 1848 dans les Antilles françaises, 1865 aux Etats-Unis, et 1885 au Brésil. Ce Panafricanisme en gestation allait émerger en dehors du sol africain, tout d'abord, comme expression de résistance à la ségrégation raciale des sociétés post-esclavagistes qui marginalisaient les Noirs, et revendications des droits civiques. Il s'est déployé ensuite comme dénonciation des théories racistes sur l'infériorité des Noirs, propagées à travers le monde par des écrits européens. Enfin, ce qui n'était au début qu'un cri de révolte isolé, allait évoluer et se fortifier dans la première moitié du 20^e siècle pour devenir un puissant mouvement fédérateur, porteur d'une dynamique de Renaissance noire visant à incarner la volonté d'affirmation intellectuelle, culturelle et politique des peuples noirs. Ce n'est cependant qu'après la Deuxième Guerre mondiale que le Panafricanisme se diffusera véritablement sur le continent africain en lutte contre le colonialisme, avant de représenter une vision politique pour les Etats qui accèderont à l'indépendance dans les années 60.

Au plan culturel et à travers des écrits, des recherches et des témoignages publiés surtout en Grande Bretagne et aux Etats-Unis dès la fin du 19^e siècle, le Panafricanisme a développé une critique du discours colonialiste qui prétendait que l'homme africain n'avait ni histoire ni civilisation. Pour la première fois, des auteurs noirs vont aborder, diffuser et vulgariser des

thématiques valorisant l'histoire de l'Afrique comme berceau de l'humanité. Leur curiosité se portera aussi sur les royaumes de l'Afrique ancienne et les civilisations africaines. L'image de l'Ethiopie sera popularisée dans la diaspora noire en tant que seule terre africaine à n'avoir jamais pu être colonisée, et sera exaltée en symbole de fierté. Des travaux furent publiés sur les ravages de la traite négrière, en mettant en avant les résistances à l'esclavage et à la colonisation, thématiques généralement occultées par l'historiographie traditionnelle. Enfin, des intellectuels travailleront à réfuter l'idéologie pseudo-scientifique affirmant la supériorité biologique de l'homme blanc sur une race noire prétendument inférieure, et érigée en chaînon manquant entre le singe et l'homme.

L'impact dévastateur de cette construction coloniale et raciste se manifeste encore à travers certains modes de pensée qui rayonnent dans certaines franges de sociétés européennes, mais aussi en Amérique et en Asie. Bien plus tard, le Paris des années 30 verra l'éclosion du mouvement littéraire de la négritude, initié dans la communauté étudiante et intellectuelle noire par deux futurs poètes et hommes politiques, le Martiniquais Aimé Césaire et le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, en réaction à une littérature coloniale dépeignant une Afrique de sauvages et de cannibales. S'affirmant comme engagement culturel, la négritude deviendra un important vecteur de valorisation du monde noir. Retenons enfin que cette intense mobilisation du Panafricanisme aura réussi à faire évoluer les mentalités sur la question du racisme, la faisant appréhender comme un problème éthique, et imposant à la face du monde le bien fondé des revendications des Noirs contre ce racisme.

Le rêve du retour vers l'Afrique

C'est donc sur la volonté d'organiser la solidarité entre Africains et Noirs de la diaspora, en vue de libérer l'Afrique du joug colonial, que se construiront les valeurs fondatrices du Panafricanisme. Mais pourquoi un tel mouvement à une telle époque ? C'est en effet après les abolitions de l'esclavage, en particulier aux Etats-Unis et dans les colonies anglaises des Caraïbes, que germe l'idée de Panafricanisme. L'environnement post-esclavagiste restait caractérisé par

une société pyramidale, dominée par sa population blanche qui plaçait les Noirs au bas de l'échelle. En réclamant une égalité des droits et en visant une intégration économique et sociale, ces millions de Noirs libres risquaient d'ébranler les fondements de cette société profondément inégalitaire qui voyait en eux un danger. Au nom de la suprématie en vigueur, il fallait les neutraliser en en réexpédiant le plus grand nombre possible vers l'Afrique.

En 1787 déjà, les Anglais avaient fait de la Sierra Leone une terre d'accueil pour les Noirs de la diaspora tentés par le retour en Afrique. C'est ainsi que la ville de Freetown fut bâtie par d'anciens esclaves émancipés venus de Grande-Bretagne, du Canada et des Etats-Unis, auxquels on avait ajouté des Africains arrachés aux navires négriers que pourchassait la marine britannique pour leur participation à la traite clandestine. En effet, l'Angleterre ayant interdit en 1807 le commerce des esclaves sur les côtes africaines, une flotte de surveillance sillonnait les mers pour traquer les bateaux impliqués dans la traite illégale et libérer les Africains trouvés à bord.

Les États-Unis appliqueront un dispositif équivalent au Liberia, par l'entremise de l'American Colonization Society, une structure de l'église presbytérienne blanche qui se proposait, arguant de motifs philanthropiques, de transporter des Noirs vers l'Afrique, avec le soutien financier de certains Etats sudistes, puis, plus tard, de l'Etat fédéral. Toutefois, ce projet de transplantation souleva l'hostilité d'une partie de la population noire américaine et de ses élites, qui estimaient qu'on voulait les empêcher d'acquérir des droits sur cette terre d'Amérique où ils étaient établis, et à la prospérité de laquelle ils avaient contribué. En 1820, un premier voyage fut organisé au départ du port de New York avec une trentaine de familles libres, soit 84 personnes, émues à la perspective d'un retour à la Terre promise. Après trois mois de navigation, ils arrivèrent au Cap Mesurado (rebaptisé par la suite Liberia) où des terres avaient été achetées par l'American Colonization Society à des chefs locaux, pour leur installation.

Le petit noyau s'élargit progressivement de nouvelles arrivées. Monrovia, la capitale, créée en 1822, se développa grâce aux compétences techniques d'artisans, de charpentiers, de maçons, d'architectes, de tailleurs, de

commerçants et d'agriculteurs, métiers que les nouveaux venus exerçaient en Amérique, et qui allaient les transformer en une bourgeoisie dominante. Des filiales de l'American Colonization Society essaierent ensuite dans toute l'Amérique pour tenter de convaincre les Noirs, notamment par le biais des églises, des bienfaits du retour en Afrique. Certains Noirs créèrent même leurs propres compagnies de navigation indépendantes pour participer au projet. D'autres pays pratiquant l'esclavage comme le Brésil, alors sous domination portugaise, et Cuba, sous domination espagnole, autoriseront aussi, mais de façon plus restrictive, des esclaves émancipés à émigrer vers leurs anciennes terres d'origine, notamment dans des villes côtières au Nigeria, en Guinée équatoriale, au Dahomey (actuel Bénin), au Togo, en Gold Coast (actuel Ghana), en Angola, etc.

Le Liberia aura un rôle particulier dans l'éclosion du Panafricanisme, ses principaux précurseurs ayant résidé ou transité dans ce pays qui s'affichera de plus en plus comme un pôle d'immigration pour les anciens esclaves africains issus du Nouveau monde. Ce fut par exemple le cas de Martin Robinson Delany (1812-1885). Médecin, il fut un des premiers Noirs admis à l'école de médecine de l'université de Harvard, et le premier aussi à accéder au grade de major dans l'armée des Etats-Unis. Militant abolitionniste, il partit au Liberia en 1859 et se rendit à Lagos et Abeokuta au Nigeria, avant de revenir participer à la Guerre de Sécession pour l'abolition de l'esclavage. Sa phrase emblématique « L'Afrique a la race africaine et des Noirs pour la diriger », influencera d'autres figures du Panafricanisme émergent, tel Edward Wilmot Blyden (1832-1912), originaire de l'île de Saint Thomas, dans les Caraïbes, alors colonie du Danemark avant d'être intégrée aux Iles Vierges américaines. Après une scolarité dans son île, Blyden, voulant devenir missionnaire, partit aux Etats-Unis effectuer des études de théologie. Mais aucun établissement ne voulut l'accueillir en raison de sa couleur de peau.

A New York, il fréquenta des membres de l'église presbytérienne proches des réseaux d'émigration noire, et la New York Colonization Society lui proposa d'aller continuer ses études au Liberia et d'y « civiliser et évangéliser » des Africains. Certaines de ces églises, le plus souvent dirigées par des Blancs, formaient en effet des Noirs pour les envoyer comme missionnaires et enseignants dans diverses régions d'Afrique. Leur enseignement contribuera largement à éveiller et à influencer nombre de leurs jeunes élèves, dont les plus méritants se verront financer des études supérieures aux Etats-Unis grâce à des bourses de missions évangélistes.

Arrivé à Monrovia en janvier 1852, Edward Blyden, doté d'une bourse de l'église presbytérienne, continua ses études à l'Alexander High School où il enseigna par la suite le latin, le grec et les mathématiques, avant d'en devenir plus tard le directeur. Se partageant entre le Liberia et la Sierra Leone (où il mourra en 1912), il alla aussi à la découverte d'autres régions du continent comme l'Egypte où il s'intéressa à l'Islam et au monde culturel arabo-musulman. Ce voyage allait lui inspirer un ouvrage retentissant pour l'époque, *Christianity, Islam and the Negro Race*, publié en 1887 à Londres.

Impliqué dans la vie politique locale, Blyden, qui avait épousé une jeune femme de l'élite américano-libérienne, accéda ensuite à une fonction de diplomate, comme Commissaire du gouvernement du Liberia. A ce titre, il sillonna les Etats-Unis et l'Europe pour promouvoir le Liberia auprès d'investisseurs potentiels, et y faire venir des capitaux. Aux Etats-Unis où les Noirs vivaient dans la terreur des lynchages et des persécutions d'organisations racistes comme le Ku-Klux-Klan, Blyden donna de nombreuses conférences dans des églises et universités noires pour attirer la diaspora vers l'Afrique. Il fit aussi connaître ses écrits sur la valeur de l'homme noir et le rôle de l'Afrique comme berceau de la civilisation.

Le symbole éthiopien



Fig.1. Portrait de Taitu Betul
(source : *Le Petit Journal*,
29 mars 1896).

L'Éthiopie (à l'époque, Abyssinie), une autre terre symbolique pour les panafricanistes, menacée par les visées expansionnistes de l'Italie, subjuguera les intellectuels noirs du monde entier. L'empereur **Menelik II** (1889-1913) réunifie et modernise le royaume en y introduisant le télégraphe, le chemin de fer et l'automobile. Il a à ses côtés son épouse l'impératrice, **Taitu Betul** (1851-1918), conseillère avisée et plutôt conservatrice. Elle impressionna la plupart des visiteurs étrangers par sa vigoureuse personnalité. En 1890, cette vibrante nationaliste écrit à l'ambassadeur d'Italie : « *Vous voudriez faire passer l'Éthiopie pour votre protectorat, mais il n'en sera jamais ainsi.* »

Femme de caractère, lettrée, elle composait des poèmes en amharique. Elle savait se montrer d'une cinglante fermeté quand l'Empereur lui semblait traiter de façon trop timorée des interlocuteurs étrangers dont elle pressentait la convoitise sur son pays. Dans les dernières années du règne de Ménélik II, affaibli par la maladie, c'est l'impératrice Taitu Betul, dont le titre officiel signifiait *Lumière de l'Éthiopie*, qui dirigera d'une main de fer ce royaume millénaire, jusqu'à son éviction en 1910.

Avant-dernière impératrice d'Éthiopie, c'est elle qui choisit le site de la future capitale Addis-Abeba en 1886. Femme d'influence impliquée dans la vie politique et la gestion du pays, elle poussa l'empereur Ménélik II, son époux, à combattre l'Italie, qui préparait l'invasion de l'Éthiopie. En 1896, pour apporter sa contribution à la bataille d'Adoua, elle leva un contingent de trois mille hommes dans sa région natale du Gondar afin de grossir l'armée impériale. Elle organisa également le ravitaillement des troupes sur le terrain.

En mars 1896, les troupes de Ménélik II mettront en déroute les forces italiennes lors de la bataille d'Adoua. Le 1^{er} mars 1896, après l'humiliante défaite italienne face aux Ethiopiens, Taitu Betul apparut à cheval sur le champ de bataille, aux côtés de l'empereur venu proclamer la victoire, attirant ainsi l'attention du monde entier sur l'extraordinaire exploit de ce pays africain, le seul à avoir mis en déroute une armée européenne. Un pays africain écrasant une armée occidentale! Du jamais vu ! Cette victoire, abondamment couverte par la presse internationale, souleva l'enthousiasme des élites les mieux informées de la diaspora noire qui, dès lors, allaient faire de l'Ethiopie un modèle de résistance africaine à l'impérialisme européen, et de l'empereur Ménélik II le héros de nombreux récits.

Des activistes venus des Antilles, de Haïti, des Etats-Unis ou de Cuba, traverseront les mers et entreprendront un long périple pour se rendre jusqu'à Addis-Abeba afin de témoigner leur admiration à l'Empereur et au peuple éthiopien. Parmi eux, le Haïtien **Bénito Sylvain**, avocat, journaliste et diplomate qui rencontra le Négus Ménélik en avril 1897. Devenu un conseiller de l'empereur, il délivrera ses messages de soutien panafricaniste dans diverses rencontres internationales, dont le Premier Congrès panafricain (19-22 février 1919).

Des résistances féminines antérieures au Panafricanisme

A cette étape du récit, il importe de rappeler que, bien avant la formulation de l'idée de Panafricanisme en réaction à la domination européenne, l'histoire de l'Afrique a été ponctuée de multiples actes de résistance. Parmi ces épisodes, on trouve des résistances organisées et conduites par des femmes. Mais ces événements ont bien souvent été négligés ou minimisés, les récits d'époque sur les faits concernés ayant été rédigés par des observateurs européens, militaires, explorateurs, missionnaires, fonctionnaires coloniaux ou anthropologues, influencés par des préjugés qui faisaient considérer les résistants africains comme de simples rebelles ou des sauvages.

Quant aux femmes, les images que l'on véhiculait d'elles les réduisaient à des êtres subalternes, soumis, effacés, passifs, et assujettis. Il n'était donc pas question de les valoriser en leur accordant une représentation de premier plan dans l'écriture de l'histoire africaine. Il existe malgré tout des témoignages attestant de résistances de grande ampleur menées par des Africaines, femmes de l'élite ou femmes du peuple. Résistances qui ont témoigné d'un courageux sens des responsabilités en cherchant à protéger leur pays. Parfois, rien ne prédisposait ces personnages à une telle destinée. Du jour au lendemain, des mères de familles ou des jeunes filles tout à fait ordinaires pouvaient se révéler héroïques, poussant le peuple à réagir face à une menace étrangère, et devenant, de ce fait, les figures de proue d'un nationalisme africain naissant.

La reine Njinga d'Angola (17^e siècle)



Fig.2. Portrait imaginaire de la reine Njinga réalisé en 1830 par le peintre français Achille Devéria.

La reine **Njinga Mbandi**, dite aussi **Anne Njinga** (vers 1581/83-1663), est ainsi entrée dans l'histoire pour avoir résisté pendant une quarantaine d'années aux menées colonisatrices du Portugal en Angola au 17^e siècle. Le Ndongo, rebaptisé Angola par les Portugais, a été l'un des premiers pays africains colonisés, et le plus décimé aussi par la traite négrière. C'est également celui qui mena la plus longue résistance contre l'envahisseur européen.

Ce territoire prospère vivait de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et du commerce, jusqu'à l'arrivée des Portugais, qui feront de l'île de Luanda un comptoir négrier dès 1557. Persuadés ensuite que le pays possédait des mines d'argent, ils décideront de s'en emparer et d'en déporter les populations vers leur nouvelle colonie du Brésil, à Cuba et aux Amériques. Pendant près d'un siècle, les rois de Ndongo, dont le père de Njinga, lutteront farouchement pour défendre

leur territoire. Mais face à la supériorité des armes européennes, le royaume s'effrita progressivement jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Njinga Mbandi, dont l'héroïque résistance contraria les différentes stratégies d'invasion portugaises, retardant l'annexion totale du pays.

En 1622, déjà, envoyée à Luanda par son frère, successeur de leur père, pour négocier un traité sur les nouvelles frontières du Ndongo, la princesse mena les tractations avec fermeté devant une assistance européenne médusée par son aplomb. Refusant de soumettre son pays à la tutelle de Lisbonne, et de livrer des esclaves au commerce négrier comme le lui demandait le gouverneur et vice-roi du Portugal, Dom João Correia de Sousa, elle répondit : « *Sachez, Monsieur, que si les Portugais ont l'avantage de posséder une civilisation et des savoirs inconnus des Africains, les hommes du Ndongo, eux, ont le privilège d'être dans leur patrie, au milieu de richesses que malgré tout son pouvoir, le roi du Portugal ne pourra jamais donner à ses sujets.* »

Son frère étant décédé dans une opération militaire, la princesse, devenue reine en 1624, reprit le flambeau de la lutte armée. De 1624 à 1663, elle combattit, les armes à la main, la conquête portugaise du royaume de Ndongo, dirigé depuis des générations par sa famille.

Reine guerrière, elle défendit sa souveraineté jusqu'à sa mort à 82 ans. Elle s'intéressa aux modes de vie de cette Europe qui tentait de l'assujettir, afin de mieux connaître ses ennemis et de les tenir à distance.

Tout en négociant des traités de paix avec les Portugais, elle envoyait des espions à Luanda pour surveiller l'entraînement des troupes étrangères afin d'adapter les pratiques de ses propres guerriers à leur façon de combattre. Attaquant de nuit pour surprendre l'ennemi ou pendant la saison des pluies, quand le paludisme exténuait les Européens, elle déjoua, en près de quarante ans de conflit, tous les pièges destinés à la capturer.

Mais lorsque Lisbonne reprit son expansion sur le Ndongo, Anne Njinga rejeta le catholicisme pour n'y revenir que bien plus tard, en 1657, une fois assurée que ses ennemis respecteraient enfin sa souveraineté.

Les Portugais ayant conquis une grande portion du pays, Njinga se replia vers l'est, sur le territoire du Matamba, frontalier du Ndongo, où elle reconstitua son pouvoir en 1629. Elle ouvrit les frontières de son nouveau royaume aux réfugiés et organisa l'exode des populations du Ndongo pour les soustraire aux négriers portugais. Elle s'assura aussi le soutien de chefferies voisines pour former un front de résistance. De guerre lasse les Portugais renoncèrent à la traquer et Anne Njinga put diriger le Matamba jusqu'à sa mort en 1663, mais ne put empêcher la partition du royaume.

Dénonçant le commerce négrier qui saignait son pays, elle organisa un front de résistance avec les territoires voisins contre les envahisseurs. Femme cultivée, Anne Njinga a suscité la curiosité des cours européennes dès le 17^e siècle, et continue d'inspirer de nombreux écrits jusqu'à nos jours.

Pour avoir défié une puissance européenne à une époque où les Européens considéraient les Africains comme des êtres inférieurs, la reine est devenue un symbole de résistance célébré dans son pays mais aussi dans des communautés noires du Brésil et des Etats-Unis. Depuis le 17^e siècle, son souvenir est perpétué par des œuvres documentaires et de fiction, des sites Internet, de la musique, du théâtre et différentes productions culturelles.

Kimpa Vita du Kongo (18^e siècle)



Fig.3. Croquis sur Kimpa Vita réalisé par un prêtre capucin en 1706.

Kimpa Vita (1684?-1706), aussi appelée Dona Béatrice, est une autre héroïne vénérée de son pays. Au tout début du 18^e siècle, dans l'ancien royaume du Kongo, elle souleva les siens contre l'influence des missionnaires portugais soupçonnés de fragiliser la royauté locale au profit des puissances européennes. Le Kongo était secoué par une guerre civile due à des rivalités entre princes provinciaux revendiquant chacun le trône détenu par Pedro IV, un roi faible manipulé par les missionnaires. Le peuple était exténué par le chaos et les famines causés par ces conflits interminables.

En 1704, s'affirmant inspirée par un rêve où Saint Antoine lui demandait de réunifier le royaume, cette jeune fille d'une vingtaine d'années, issue d'une famille de notables Bakongo christianisés et originaires d'une province située dans le nord de l'Angola d'aujourd'hui, provoquera un sursaut populaire en déclenchant un vaste mouvement de contestation politico-religieuse. La croisade qu'elle lancera à travers le pays sera suivie par des milliers de fidèles. Prêchant dans les villages, elle en appela au roi pour qu'il mette fin à la guerre et revienne à San Salvador, la capitale détruite et abandonnée. Le message de Kimpa Vita était simple : les Blancs armaient les princes rivaux pour précipiter l'effondrement du royaume et s'emparer des richesses du Kongo.

Dans un discours mobilisateur, elle dénonça même la hiérarchisation raciale enseignée par l'Eglise, et demanda au peuple de ne pas se laisser intimider par les Européens arguant que, au ciel, les saints n'étaient pas tous blancs comme le prétendaient les prêtres, mais noirs aussi. Elle parla du Christ comme d'une figure universelle qui pouvait aussi bien être né au Kongo, la véritable terre sainte des Congolais. Il fallait donc que le peuple s'unisse pour le retour d'une royauté forte capable de protéger le pays.

En moins de deux ans, le culte créé par Dona Béatrice, baptisé *l'église des Antonins*, attira des milliers de fidèles issus des couches populaires comme des élites, qui commencèrent à se détourner de l'Eglise catholique. L'essor de cette messagère, qui détournait la religion chrétienne au profit d'une nouvelle Eglise africanisée, irrita grandement les missionnaires, d'autant qu'elle menaçait leur position dans ce pays dont ils tiraient d'énormes privilèges. Ils devaient la discréditer pour fragiliser son pouvoir. L'occasion leur en sera donnée lorsque Kimpa Vita accouchera d'un enfant affirmant qu'elle-même étant vierge, il était issu du Saint Esprit. Les missionnaires feront pression sur Pedro VI pour déclarer Dona Béatrice hérétique. La jeune femme, rattrapée dans le maquis où elle s'était réfugiée, fut brûlée vive le 2 juillet 1706.

Ndete Yalla du Sénégal (19^e siècle)



Fig.4. Ndete Yalla, lithographie réalisée Jacques François Llanta au 19^e siècle. Illustrations de *Esquisses sénégalaises, Physionomie du pays, Peuplades, Commerce, Religions, Passé et avenir, Récits et légendes* par l'Abbé Boilat.

Parmi ces résistantes du passé, il y a également la reine **Ndete Yalla** (1810-1860) qui, dans les années 1850, s'opposa aux troupes françaises engagées dans la colonisation du Sénégal. Contrôlant depuis le milieu du 17^e siècle des comptoirs commerciaux à Saint-Louis, les Français, dans leur désir d'expansion, allaient se heurter au Walo, petit royaume du nord du pays au bord du fleuve Sénégal. Ce royaume vivait du commerce de ses productions agricoles et de pêche avec la ville de Saint-Louis, où se trouvaient la garnison française et une importante communauté blanche. Dans la société traditionnelle du Walo, les femmes pouvaient non seulement bénéficier d'une autonomie économique, mais

aussi exercer un leadership politique lorsqu'elles appartenaient à des familles régnantes. Ndete Yalla prit donc l'ascendant sur l'occupant en titre du trône, le Brack² Mamboj Malick, jugé trop peu énergique pour défendre le pays contre une puissance européenne.

Ndete Yalla, la nouvelle reine montra dès lors toute sa détermination dans une lettre adressée au gouverneur de Saint-Louis du Sénégal, en 1847 : « *Nous n'avons fait de tort à personne. Ce pays nous appartient et c'est à nous de le diriger. Saint-Louis appartient au gouverneur, le royaume du Cayor appartient au Dame³ et le Walo appartient au Brack. Que chacun de ces chefs gouverne son pays comme bon lui semble.* »

2 Terme signifiant « roi ».

3 Terme signifiant « roi ».

Pendant une dizaine d'années, elle parvint à tenir les Français à distance. Mais leurs incursions progressives dans la région finirent par aggraver la situation. Le gouverneur du Sénégal, Louis Faidherbe, décida finalement d'annexer ce territoire récalcitrant. Un matin de février 1855, il quitta Saint-Louis avec une colonne de quatre cent soldats du corps militaire africain des *tirailleurs sénégalais* qu'il venait de créer, et dévasta tout sur son passage. Le 25 février, une violente bataille s'engagea contre l'armée du Walo, commandée par le mari de la reine, mais celle-ci fut mise en déroute le 18 mars par les canonnières ennemies. La force française incendia ensuite vingt-cinq villages, pilla les récoltes, emporta des troupeaux de moutons, d'ânes et de chevaux et ramena deux mille vaches aux européens de Saint-Louis, qui craignaient de manquer de lait et de beurre à cause de la guerre.

La reine Ndete Yalla trouva refuge dans le royaume voisin du Cayor, d'où elle voulut réorganiser la résistance. Mais en vain. C'est dans cet exil qu'elle mourut en 1860, rongée par le chagrin de n'avoir pu sauver son territoire après vingt-deux ans de règne.

La Sarraounia Mangou du Niger (19^e siècle)

La résistance se manifesta aussi dans le Niger de la fin du 19^e siècle où une femme, la **Sarraounia Mangou**, tenta de sauver son village des exactions meurtrières d'une expédition française lancée à la conquête du Tchad, commandée par le capitaine Paul Voulet et son second, le lieutenant Julien Chanoine.

Les populations subirent d'effroyables atrocités sur toutes les zones qu'ils traversèrent entre l'ancienne Haute Volta (Burkina Faso) et le Niger. La colonne française composée de sept officiers et de cinq cents tirailleurs africains avait pour objectif de terroriser les autochtones afin d'empêcher toute tentative de résistance. La mission *Voulet et Chanoine*, de son nom officiel *Mission Afrique centrale-Tchad*, laissera des milliers de morts dans son sillage. Habitations incendiées, décapitation des prisonniers, viols de jeunes filles, femmes enceintes éventrées, enfants pendus aux arbres à l'entrée des

villages, pillages des vivres et des troupeaux. Les deux officiers poussèrent leurs hommes à toujours plus de cruauté, comme ce fut le cas en 1896, lors de l'incendie de la ville de Ouagadougou, accompagnée d'exécutions sommaires dans les populations Mossis.

Avertie par les récits terrifiants qui précédaient l'arrivée de la colonne infernale, la Sarrounia Mangou, reine des communautés Aznas en pays haoussa, parvint à convaincre les chasseurs et guerriers de Lougou, son village, de tenter de stopper cette équipée sauvage qui décimait le pays. A l'approche des Français, elle leur envoya un messenger avec ces mots : « *Contournez mon territoire où vous trouverez mes guerriers sur votre route.* »

Les deux officiers perçurent cet avertissement comme une provocation, et décidèrent de donner une leçon à ces villageois téméraires. L'affrontement eut lieu le 16 avril 1889. Postant leurs canonniers sur des collines surplombant le village, les assaillants procédèrent à un véritable massacre des combattants équipés de lances et de flèches empoisonnées. A l'appel de leur reine, ces derniers se replièrent dans la brousse où s'étaient cachés, la veille, les femmes, les enfants et les vieillards. En se réfugiant sous d'épais fourrés, ils pensaient pouvoir tenir tête à leurs adversaires. Et lorsque les tirs reprirent, les Aznas, galvanisés par les incantations de la Sarrouina, résistèrent tant qu'ils purent.

Face à cette opposition inattendue, le capitaine Voulet, irrité, décida d'en finir avant la tombée du jour affirmant qu'il était hors de question pour lui « *d'installer son bivouac dans une zone sous la menace d'indigènes* ». Ordre fut donné aux tirailleurs de mettre le feu à la brousse où jaillit un énorme brasier résonnant des hurlements des femmes et des enfants. Les assaillants assistèrent, impassibles, au calvaire de leurs victimes carbonisées, sans tenter de secourir les blessés. Le nombre de morts fut si important qu'ils renoncèrent à les compter comme ils le faisaient habituellement, considérant leurs victimes comme des trophées de guerre. Sauvée des flammes par ses guerriers, la Sarrounia Mangou fut la seule à avoir essayé d'arrêter cette équipée dévastatrice avant que la France n'intervienne contre ces officiers

criminels, pour ensuite tenter d'étouffer l'affaire qui fit scandale à Paris. Quant à la Sarrounia, elle est devenue une icône au Niger.

Yaa Asantewaa du Ghana (19^e siècle)



Fig.5. Yaa Asantewaa en tenue d'apparat de guerre batakarike (dans une photo non datée).

Une dizaine d'années plus tard dans une autre région, c'est encore une femme qui prendra l'initiative de l'insoumission face à une autorité étrangère : la reine mère **Yaa Asantewaa** (1840-1921) à qui son statut de sœur et mère de chef conférait une place éminente dans la société ashanti. Lorsqu'en 1896 les Britanniques annexèrent cette puissante confédération qu'ils rebaptisèrent Gold Coast (aujourd'hui Ghana⁴), ils en exilèrent les rois et chefs jugés trop nationalistes, dont le roi Nana Prempeh 1^{er}, pour empêcher toute déstabilisation du pouvoir colonial. Mais en mars 1900 à Koumassi, capitale de l'ancien royaume, le gouverneur britannique Frederick Hodgson exigea qu'on lui remette le fameux tabouret d'or de l'empereur Ossei Tutu, fondateur de la confédération ashanti au 17^e siècle. Il prétendait s'asseoir sur cette précieuse relique qui symbolisait la royauté traditionnelle pour montrer que le pouvoir était désormais aux mains des Européens. Il pensait

envoyer ensuite le tabouret à Londres en cadeau à la reine Victoria. Une telle demande était sacrilège pour Yaa Asantewaa, alors gardienne du trésor royal et dirigeante du district d'Ejisu (Edweso), en territoire ashanti.

Considérant cette prétention comme une insulte à leur histoire et culture, la reine mère s'en prit vivement aux notables et chefs de clans qui tergiversaient lors du Conseil des sages chargé de statuer sur cette question. Certains

4 Nom du premier empire ouest africain choisi par Kwame Nkumah pour désigner la nouvelle république indépendante en 1957.

préconisaient le recours au dialogue pour faire renoncer le gouverneur. Il faut rappeler que l'Ashanti avait connu de dures répressions après les divers soulèvements populaires en 1824, 1826, 1874 et 1896. Or, pour Yaa Asantewaa, la seule réponse à apporter à l'insolent gouverneur était la guerre contre ces Anglais qui avaient placé leur terre sous protectorat, s'étaient emparés des mines d'or de l'Ashanti, et surchargeaient les populations d'impôts. Dans un discours resté célèbre, elle apostropha l'assemblée des notables : « *Aucun homme blanc n'aurait osé parler à un chef de l'Ashanti de la manière dont le gouverneur nous a parlé ce matin. La fierté et la bravoure de l'Ashanti n'existeraient-elles donc plus pour vous ? C'est incroyable! Alors je vous le dis, si vous, les hommes de l'Ashanti, vous n'avez pas le courage de les affronter, alors nous allons le faire! Oui, nous, les femmes, allons le faire ! J'appellerai mes semblables et nous combattons les Blancs. Nous nous battons jusqu'à ce que la dernière d'entre nous tombe sur le champ de bataille !* » Honteux, les chefs s'inclinèrent.

Décidée à chasser les Anglais pour faire revenir d'exil le roi Prempeh 1^{er}, la reine mère lança un appel à la suite duquel des milliers de volontaires vinrent s'enrôler sous son commandement. Elle leur fit préparer en secret un entraînement physique et spirituel et organisa ses combattants en escadrons qui se dissimulèrent dans les faubourgs de Koumassi. Elle envoyait ses ordres aux chefs de bataillons par un réseau de messagers indétectables dans la population, et le 28 mars 1900, la vigoureuse quinquagénaire, fusil en bandoulière, donna le signal de l'insurrection. Ils lancèrent une attaque sur le fortin qui abritait les représentants britanniques, dont le gouverneur, des fonctionnaires et une protection armée de cinq cents supplétifs originaires du Nigeria.

Le siège dura huit mois durant lesquels les assaillants harcelèrent leurs cibles par des attaques sporadiques, sans fléchir devant les nombreuses pertes infligées par les canons et fusils anglais. Yaa Asantewaa fit ensuite bloquer les approvisionnements en eau et en nourriture du fort, d'où des gens tentèrent de s'échapper sous le feu des balles ashantis, plutôt que de mourir de faim. Comme on ne pouvait soigner les blessés ni enterrer les morts à l'intérieur du fort, les cadavres furent balancés par-dessus les palissades.

Des assiégés moururent de la variole et de la fièvre jaune. Yaa Asantewaa décida alors d'autoriser les femmes - épouses de colons et employées africaines- à quitter cet enfer. Mobilisant ses troupes indigènes stationnées au Nigeria et en Sierra Leone, Londres dépêcha de gros renforts pour contrecarrer les Ashantis soutenus par de nouveaux combattants de provinces alliées. Le 11 juillet 1900, les forces anglaises investirent Koumassi et après une violente bataille, libérèrent le gouverneur et quelques blessés qui furent transportés par bateau et évacués par voie fluviale jusqu'à Accra.

Commença ensuite la chasse aux résistants. Les principaux meneurs furent progressivement arrêtés, sauf Yaa Asantewaa, restée introuvable. En janvier 1901, apprenant l'arrestation de sa fille, la reine mère alla se rendre aux Anglais. Déportée aux Seychelles, elle y mourut en octobre 1921 après vingt ans d'exil. Cet épisode est resté dans les mémoires sous le nom de « *Guerre du Tabouret d'or* ».

Ces quelques exemples ne prétendent pas résumer toutes les initiatives de résistances anticoloniales conduites par des femmes. Nombre de pays africains recèlent d'expériences similaires dans leur patrimoine historique, mais ne les font pas suffisamment connaître. Il est temps que des chercheurs s'attellent à les valoriser car à l'heure où des leaderships féminins sont promus partout dans le monde, il ne faudrait pas s'accommoder de voir occulter des pans entiers de l'histoire de l'Afrique parce qu'ils sont le fait d'acteurs féminins. Ces résistances féminines du passé devraient même être reconnues comme les prémises de ce refus de l'oppression européenne qui caractérisera par la suite le Panafricanisme. Elles mériteraient aussi d'être systématiquement enseignées aux jeunes générations, lors des célébrations nationales de la *Journée panafricaine des femmes* organisées chaque année à travers le continent.

L'influence du Panafricanisme sur les résistances en Afrique

S'agissant de la genèse du Panafricanisme, nous avons vu le rôle moteur de la victoire éthiopienne sur l'Italie, dans le déclenchement d'une dynamique de rassemblement autour de la dénonciation de l'oppression contre les Noirs. Restait maintenant à donner forme au combat pour la revalorisation du Noir, « *La race calomniée* », selon la formule de Bénito Sylvain, afin de remettre les peuples d'origine et d'ascendance africaine dans la marche du monde et infléchir le cours de l'Histoire.

À l'aube du 20^e siècle, l'ensemble du monde noir était partout assujéti aux Européens. Depuis la Conférence de Berlin (1884-1885) qui avait entériné le partage de l'Afrique, le continent était sous contrôle des Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Français, Italiens, Portugais.

La conquête tirait à sa fin et, à l'exception de l'Ethiopie et du Liberia, qui avait proclamé son indépendance le 26 juillet 1847, l'Afrique était maintenant morcelé en colonies soumises à des administrations européennes décidées à tirer le maximum de profit des ressources naturelles et des forces vives locales, sous couvert de mission civilisatrice. Sitôt opérés le démembrement des anciens espaces territoriaux – royaumes, Etats-cités, groupes ethniques-, et la désorganisation des sociétés traditionnelles, des populations d'origines ethniques et culturelles différentes furent rassemblées à l'intérieur des nouvelles frontières coloniales, dépossédées de leur économie, de leur culture et de leur souveraineté. Leur nouveau point commun : la dépendance absolue à un maître étranger. De l'autre côté de l'Atlantique, aux Etats-Unis, une trentaine d'années après l'abolition de l'esclavage, les Noirs demeuraient prisonniers d'un carcan ségrégationniste leur interdisant toute intégration économique, civique et sociale. Dans les Caraïbes enfin, les colons excluaient toute participation des « populations de couleur ⁵» à la conduite de leur

5 Terme usité dans les colonies des Caraïbes et en Amérique pour désigner les non-blancs dans toutes leurs ailettes de métissages.

territoire et de leur société. Ce sentiment collectif de révolte fera passer le Panafricanisme du statut d'idée à celui de mouvement.

La facilitation de rencontres entre Africains et Noirs de la diaspora a été l'une des étapes de cette construction. Il convient de rappeler à ce propos le rôle de certaines églises évangélistes américaines – blanches et noires – dans l'amorce des contacts entre jeunes Africains envoyés se former en Amérique depuis la dernière décennie du 19^e siècle, et activistes afro-américains et antillais. Des congrégations religieuses – dont certaines avaient soutenu en son temps le mouvement abolitionniste avant de participer au combat pour les droits civiques –, furent ainsi les premières à financer des colloques sur le thème de l'Afrique sur le sol américain. Et ces colloques permirent à des Africains et des Noirs d'Amérique, des Antilles et d'Europe de se rencontrer. En 1884 par exemple, *L'African Methodist Episcopal Church*, branche noire sécessionniste de la *Methodist Episcopal Church* de Philadelphie désertée par ses fidèles noirs pour cause de discrimination, organisa un colloque pour susciter l'intérêt des Noirs envers l'Afrique.

Quelques années plus tard, en août 1893, se tint à Chicago un congrès mondial sur l'Afrique à l'initiative de *l'American Missionary Association*, dont une des figures emblématiques, l'évêque **Henry Mc Neal Turner** (1834-1915) était partisan d'une collaboration des Noirs Américains « civilisés » au développement de l'Afrique. Profitant de ce congrès, l'évêque ne cessa de vanter l'idée d'évangélisation et de formation des Africains par des afro-américains instruits, non seulement au Liberia, en Sierra Leone ou en Afrique du Sud, mais partout ailleurs sur le continent. Il est vrai qu'il ne fut pas toujours aisé de convaincre la majorité noire de revenir vers un continent qui n'avait pas su la défendre contre la traite négrière. De plus, un bon nombre de ceux qui avaient fait le voyage au Liberia, étaient revenus très déçus en Amérique, avec des récits de contrées hostiles et sauvages où sévissaient maladies et malnutrition. Ce qui contribua sans doute à refroidir, chez certains, les velléités d'idéalisation de la terre ancestrale.

Les étudiants africains, confrontés à la même ségrégation que celle vécue par les Noirs américains, furent néanmoins témoins des stratégies de mobilisation pour les droits des Noirs. Ils en tirèrent non seulement une conscience plus aiguë de la domination coloniale qui s'exerçait dans leurs pays respectifs, mais ils furent également plus réceptifs aux idéaux panafricanistes. Leurs convictions nationalistes s'en trouvèrent ainsi renforcées une fois rentrés au pays, même si leur niveau d'instruction les destinait le plus souvent à devenir des auxiliaires de l'administration.

C'est donc sur ce terreau informel composé d'intellectuels, d'étudiants mais aussi de personnes ordinaires, que les premiers congrès et conférences portés par des précurseurs du Panafricanisme planteront les racines du mouvement. Des rencontres se multiplièrent dans la première moitié du 20^e siècle, dont certaines dans des métropoles européennes. C'est là qu'étaient formées et que se côtoyaient les premières élites issues des colonies. Mais aussi, sur un plan tactique, c'était là, au sein du système impérialiste européen, qu'il fallait, selon les organisateurs, faire résonner « *La voix de l'Afrique ensanglantée* », comme le soulignera Edward Wilmot Blyden. Et puis, selon le Trinidadien **Sylvester Williams** (1868-1911), avocat au barreau de Londres, fondateur de la *Pan African Association* et promoteur de la première Conférence panafricaine, il était temps que les Noirs commencent à lutter pour leurs propres intérêts au lieu d'en laisser le loisir à des « *paternalistes blancs* ».

Ces conférences serviront aussi de tremplin à certains militants charismatiques qui se distingueront à différentes phases de la structuration du mouvement ; à tel point que des écrits postérieurs attribueront indistinctement la paternité du Panafricanisme à l'une ou à l'autre de ces figures éminentes.

Première Conférence panafricaine à Londres (20^e siècle)

Présentée comme une « rencontre mondiale de Noirs », la première Conférence panafricaine eut lieu du 13 au 25 juillet 1900 à la Mairie de Westminster, un quartier de Londres. Comme l'indiqua, à son ouverture, le président de la Conférence, l'évêque afro-américain Alexander Walters de l'*African Methodist Episcopal Zion Church*, « C'était la première fois que les Noirs du monde entier pouvaient se réunir pour améliorer leur condition et revendiquer leurs droits à se faire une place parmi les autres nations. »

Dans une communication dite *Address to the Nations of the World*, la conférence lança un appel à la fin des préjugés de couleur et des discriminations raciales – « *Le problème du 20^e siècle est le problème de la couleur* », dira William Edward Burghardt Du Bois (1868-1963)-, et à l'autonomie des colonies. Rappelons que quatre ans plus tôt à Londres, le *Congrès de la seconde internationale socialiste* avait affirmé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Relayée par de nombreux journaux britanniques, cette conférence avait attiré quelques Africains en provenance du Liberia, de Sierra Leone, du Nigeria, du Gold Coast (aujourd'hui Ghana), d'Afrique du Sud, ainsi que le représentant personnel de l'empereur Ménélik II d'Ethiopie, le fameux Benito Sylvain qui, l'année suivante, en 1901, publia sa thèse de Doctorat en Droit soutenue en 1899 à la faculté de Droit de Paris, sous le titre : « *Du sort des indigènes dans les colonies d'exploitation* ». Les Caribéens étaient les plus nombreux, originaires de Haïti, Trinidad, Jamaïque, Barbade, Cuba, Sainte Lucie, Dominique, Saint Kitts, Antigua, etc. Un petit groupe de leaders et activistes noirs américains et du Canada était bien sûr présent, ainsi que des humanistes blancs. Et parmi les participants noirs, en majorité anglophones, des professeurs, des avocats, des représentants d'églises anglicanes et épiscopales, des journalistes, et de nombreux étudiants scolarisés en Grande-Bretagne.

Deux femmes noires firent des communications remarquées dans ce Congrès. Mais elles sont rarement mentionnées face aux figures charismatiques que sont Henri Sylvester Williams, organisateur de la conférence, W.E.B. Du Bois, premier noir diplômé d'un Doctorat de l'université de Harvard en 1895, sociologue, historien, professeur, écrivain et éditorialiste, ou encore Booker Washington (1856-1915), professeur et fondateur en 1881 du premier établissement d'enseignement pour Noirs, le renommé Tuskegee Institute en Alabama, qui accueillait aussi des étudiants africains. Ces femmes avaient pour noms Anna Julia Cooper, célèbre conférencière et militante, professeur de mathématiques, latin et français à Washington, et première femme noire à avoir obtenu un Doctorat à la Sorbonne à Paris, et Anna H. Jones, linguiste, diplômée de l'université du Michigan, et professeur dans un lycée de Kansas City. Les autres participantes noires furent l'américaine Fannie Barrier Williams, professeur et journaliste, Jane Rose Roberts, 82 ans, veuve du premier Président du Liberia, Joseph Jenkins Roberts, et enfin l'activiste A. Pulchérie Pierre de Trinidad.

L'extraordinaire parcours d'**Anna Julia Cooper**, née Haywood (1858-1964) mérite qu'on s'y arrête. Née sous l'esclavage en Caroline du Nord, d'un père blanc – sans doute le maître de la plantation-, elle a vécu la guerre civile, la ségrégation, la naissance du féminisme, la mobilisation pour le vote des femmes, la lutte pour les droits civiques et le Panafricanisme. Après l'abolition de l'esclavage, elle eut la chance d'être scolarisée, puis d'entrer dans une Ecole Normale ouverte par l'église épiscopale protestante pour former des enseignants noirs. Tout en travaillant comme répétitrice de mathématiques pour vivre, elle poursuit ses études supérieures en mathématiques, sciences, latin et grec, disciplines à l'époque inaccessibles aux femmes noires.

Après son Master de mathématiques, obtenu en 1887 à Oberlin College dans l'Ohio, un établissement fondé par des abolitionnistes, et le premier à accepter des Noirs et des femmes, elle enseigna dans un lycée noir de Washington, dont elle sera aussi la principale pendant quatre ans. Très vite, elle commença à militer, via des associations, contre la ségrégation raciale et pour le droit à l'éducation des femmes, au point de devenir une conférencière recherchée.



Fig.6. Anna Julia Cooper
(source : *A Voice from the South*, 1892).

Ses communications et écrits feront l'objet d'un ouvrage : *A Voice of the South by a Woman of the South*, publié en 1892, année où elle fonda la *Ligue des femmes de couleur de Washington*. Anna Julia Cooper enseignera quelques années à l'université de Lincoln dans le Missouri, mais en butte au racisme institutionnel qui interdisait toute visibilité aux Noirs de haut niveau, elle retourna à l'enseignement secondaire. Son parcours et son combat pour pousser les Noirs à viser des études supérieures malgré les barrières de la ségrégation, encourageront de nombreux jeunes Afro-américains à oser des formations d'excellence.

Entre 1910 et 1914, Anna Julia Cooper passa trois ans à Paris pour préparer une thèse de Doctorat pour laquelle elle s'inscrit en 1914 à l'université de Columbia. Mais elle ne put s'y consacrer pleinement car, devenue veuve à l'âge de vingt-et-un ans, après seulement deux ans d'un mariage sans enfant, elle avait décidé d'élever les cinq enfants de son dernier frère qui venaient de perdre leur mère. Persévérante, elle fera transférer son dossier et sa bourse de Columbia à la Sorbonne, et dix ans plus tard, en 1925, elle put enfin soutenir sa thèse, en français, à l'âge de 66 ans. Le thème : *L'attitude de la France sur la question de l'esclavage entre la Révolution de 1789 et 1848*. Anna Julia Cooper devint ainsi la quatrième Afro-américaine titulaire d'un doctorat.

C'est W.E.B. Du Bois qui lui avait fait découvrir l'idéal panafricaniste. Il avait fait sa connaissance à Washington, dans le cercle de l'*Académie Afro-américaine* fondée en 1897, et il fut impressionné par sa grande culture et sa combativité. Elle fut la seule femme noire acceptée au comité exécutif de la Conférence panafricaine de Londres, et sa communication intitulée « *The Negro Problem in America* » toucha l'assistance. Anna Julia Cooper participa également à la rédaction du Mémoire adressé à la reine Victoria d'Angleterre, un document qui dénonçait la ségrégation en Rhodésie et en Afrique du Sud ainsi

que les traitements discriminatoires infligés aux Africains dans les colonies britanniques.

L'influence du Panafricanisme sur l'organisation des résistances en Afrique

Cette première conférence allait insuffler une direction nouvelle aux actions qui se manifestaient de façon éparpillée sur le sol africain en œuvrant à l'unification des mouvements protestataires contre la domination européenne. L'objectif était de proposer un cadre politique susceptible de fédérer l'ensemble des aspirations nationalistes et d'apporter une résonance plus efficace aux revendications de liberté des Africains. Cela se traduit par l'émergence progressive d'associations et organisations plus structurées, et par le développement de modes d'actions plus collectifs. A l'exemple du *South African Native National Congress*, créé en janvier 1912 et qui allait devenir le principal mouvement d'opposition au pouvoir blanc d'Afrique du Sud, avant de se rebaptiser en 1923 *African National Congress* (ANC). Mais ses dirigeants ne cherchèrent pas à y associer les femmes, qui décideront alors de prendre en main leur lutte contre l'apartheid.

Dès cette même année 1912, à l'avènement du *South African Native National Congress*, les femmes créèrent à leur tour la *Native and Coloured Women's Association* pour coordonner leurs luttes afin de montrer qu'elles n'entendaient pas rester en marge. Elles démontrèrent une remarquable efficacité, notamment dans l'Etat libre d'Orange où, de 1912 à 1920, elles s'opposèrent avec succès au *Pass*, sorte de laissez-passer imposé par la minorité blanche pour contrôler les déplacements des Noirs et restreindre leur liberté de mouvement.

Recourant à des moyens d'expression jusque là inhabituels - pétitions aux autorités et au parlement, rassemblements de masse, campagnes de résistance passive -, rien ne semblait briser leur détermination, pas même la prison où elles étaient jetées par grappes. L'intensité des mobilisations féminines et leur politisation croissante conduisit finalement le *South African*

Native National Congress à mettre en place en 1918 la *Bantu Women's League*, avec à sa tête **Charlotte Maxeke** (1874-1939), première sud-africaine diplômée d'une université américaine, remarquée par sa croisade pour l'éducation des jeunes Noirs.

Scolarisée dans une église missionnaire, elle devint institutrice dans les années 1885 à Kimberley. Douée pour le chant et la musique, elle fut aussi membre d'une chorale religieuse reproduisant un chœur zoulou, et avec laquelle elle effectua une tournée artistique en Angleterre entre 1891 et 1893. Elle fera même un solo devant la reine Victoria lors d'un concert dans une prestigieuse salle londonienne.



Fig.7. Portrait de Charlotte Manye Maxeke.

Après ce succès, Charlotte Maxeke rejoignit une autre tournée qui la mena au Canada et aux États-Unis en 1894. Elle fit ensuite partie de ces étudiants africains financés par des églises évangéliques pour poursuivre leurs études en Amérique. Grâce à une bourse de l'*African Methodist Episcopal Church* (AME), Charlotte fréquenta à partir de 1895 l'université noire de Wilberforce dans l'Ohio, où enseignait le célèbre professeur et activiste W.E.B. Du Bois. Elle obtiendra une Licence en Sciences et y rencontrera son futur époux, Marshall Maxeke, qui deviendra pasteur.

A son retour au pays en 1901, Charlotte Maxeke devint enseignante. Elle collectera des fonds pour bâtir un établissement scolaire allant du primaire au lycée dans la région du Cap en 1908. Missionnaire et éducatrice respectée, membre de l'AME d'Afrique du Sud, militante des droits des femmes, elle sera la première présidente de la *Bantu Women's League* en 1918, la plus grande association politique féminine du pays.

Lorsque le *National Council of African Women* succéda en 1933 à la *Bantu Women's League*, elle en gardera la présidence. Investie dans les luttes féminines anti-apartheid, Charlotte Maxeke s'imposera par son activisme

contre le *Pass*. Mais les femmes seront obligées de mener leur combat en parallèle, car elles ne sont admises dans le parti nationaliste qu'en qualité d'observatrices et n'y ont pas le droit de vote. Déçues, elles ne cesseront de réclamer que leur représentativité soit reconnue, d'autant qu'elles étaient confrontées à la même répression du pouvoir blanc que les hommes et que, elles aussi, risquaient leur vie dans la lutte armée.

En 1952, à force de pressions, elles obtinrent la création de l'*ANC Women's League*, puis en 1954 celle de la *Federation of South African Women*, qui fera de l'émancipation des femmes sa priorité. Les Sud-africaines inscriront également une date capitale dans l'histoire du pays, en organisant le 9 août 1956, malgré la menace policière, une marche de 20 000 femmes devant le siège du gouvernement à Pretoria pour exiger la fin des contrôles sur les *Pass*. Parmi les leaders porteuses de pétitions, une grande militante : **Lillian Masediba Ngoyi** (1911-1980). Ancienne syndicaliste de l'industrie textile, secrétaire générale de l'*ANC Women's League*, puis présidente de la *Federation of South African Women* qu'elle avait contribué à créer. Elle fut la première femme admise au conseil exécutif de l'ANC en 1957. Arrêtée plusieurs fois, emprisonnée, assignée à résidence, elle paya un lourd tribut pour son combat.

Cinq autres congrès suivront la Conférence panafricaine de Londres dans la période de l'entre-deux-guerres. Ce sera une phase de maturation pour le mouvement anticolonialiste dont les militants peaufineront les programmes et les pratiques. Cherchant à internationaliser leur combat, ils médiatiseront leurs revendications pour alerter les opinions publiques, interpellèrent la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) par de multiples pétitions - notamment lors de l'invasion italienne de l'Éthiopie en 1935-, et feront circuler dans le monde des informations sur les atteintes à la dignité et répressions contre les Noirs d'Afrique et des Amériques.

Si la question des libertés restait à l'ordre du jour, les nouvelles espérances portaient désormais sur l'émancipation des colonies. Le contexte avait en effet évolué après la Première Guerre mondiale, pendant laquelle des Africains – près d'un million -, des Antillais et des Noirs américains enrôlés dans une

guerre qui ne les concernait pas, avaient contribué à libérer l'Europe des menaces d'invasion allemande.

Or, en dépit de leurs sacrifices, leur statut n'évoluera guère malgré les promesses qui leur avaient été faites. Ces Noirs - majoritairement de condition modeste, contrairement aux ténors du Panafricanisme, qui s'étaient croisés sur le sol européen, ne comprenaient pas que les colonisateurs persistent à les maintenir en état de sujétion alors même qu'ils les avaient défendus contre une agression extérieure. En revenant dans leurs villages, les anciens combattants africains, et, plus encore ceux de la Seconde Guerre mondiale, dont un grand nombre avait appris à lire ou acquis des compétences techniques dans l'armée, joueront un rôle essentiel dans la prise de conscience et la diffusion des idées anticolonialistes dans les masses populaires.

Pour ce qui est des soldats noirs américains, la même ségrégation brutale les attendait à leur retour au pays. Pourtant, de grandes déclarations sur les *droits des peuples à disposer d'eux-mêmes* fusaient aux Etats-Unis et en Union soviétique. Cette ingratitude blanche, ajoutée à la frustration des élites noires cultivées, souvent formées en Occident mais relégués à des postes subalternes par des régimes coloniaux et racistes, souda les opprimés et les conforta encore plus dans l'idée d'une cause commune à défendre.

2^e rencontre panafricaniste à Paris

Ce sera donc le mot d'ordre de la deuxième rencontre, baptisée *Premier Congrès panafricain*, qui se tiendra du 19 au 21 février 1919 à Paris, sous la houlette de W.E.B. Du Bois. Celui-ci s'imposera comme figure de proue du mouvement jusqu'à sa mort, en 1963, au Ghana, où il s'était installé à l'invitation du président Kwame Nkrumah. Pour ce Congrès, Du Bois bénéficiera du soutien de Blaise Diagne, premier député noir représentant le Sénégal au parlement français et Commissaire général du gouvernement chargé du recrutement de soldats africains pour la Première guerre mondiale. Ce dernier sollicitera en effet une autorisation officielle pour que le Congrès se tienne sur le sol français. Cinquante-sept délégués se déplaceront depuis

des colonies françaises, anglaises et lusophones d'Afrique (y compris l'Algérie) et des Antilles, ainsi que du Congo Belge, d'Égypte, d'Éthiopie, du Liberia, d'Haïti et des États-Unis.

L'unité affichée par le Panafricanisme ne doit toutefois pas faire illusion. En effet, des rivalités ne manquèrent pas de surgir entre certains leaders qui estimaient mériter plus légitimement que d'autres le titre de *Père du Panafricanisme* d'une part et d'autre part entre grandes figures jalousement attentives à la notoriété qui pouvait s'attacher à leur nom. Ainsi, cette Conférence panafricaine de Paris, qui rassembla une élite intellectuelle, est à mettre en contraste avec la première *Convention internationale des peuples noirs du monde* organisée le 1er août 1920 à New York par l'UNIA (*Universal Negro Improvement Association*) de Marcus Garvey, et qui attira 25 000 personnes. Parmi celles-ci, des délégations en provenance de 25 pays, dont le Nigeria, le Liberia, la Gold Coast (Ghana), la Sierra Leone, d'autres colonies Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud, des Antilles, mais aussi d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie.

Il fallait également compter les milliers de militants accourus des quatre coins des États-Unis. Après les travaux du matin, une foule considérable assista l'après-midi à une extraordinaire parade dans les rues de Harlem où défilèrent, au son de dix-huit orchestres, la légion paramilitaire de l'UNIA qui comportait des hommes et des femmes en uniformes, les infirmières de la Black Cross créée par l'UNIA pour soigner les Noirs en Amérique et en Afrique, les groupements de jeunes, etc. Un spectacle inédit à New York ! Et le contenu des travaux n'en fut pas de moins grande qualité puisque le congrès appela notamment à l'arrêt des lynchages et des discriminations, à l'enseignement de l'histoire des Noirs dans les écoles, à la solidarité avec l'Afrique, etc.

Ancien employé d'imprimerie, passionné de lecture et profondément influencé par les écrits d'Edward Blyden, **Marcus Mosiah Garvey** (1887-1940), s'imposa lui aussi comme un chantre du Panafricanisme. Promoteur de la *Renaissance de l'homme noir* et de la *Fierté noire*, ce natif de la Jamaïque qui rêvait de recréer une nation noire en Afrique, devint dans les années 20, un grand activiste sur le sol américain à travers l'UNIA (*Universal Negro*

Improvement Association and African Communities League). Il avait fondé cette association en 1914 en Jamaïque et entendait en faire un creuset pour tous les Noirs du monde. En 1916, Garvey émigra en Amérique et ouvrit l'année suivante à Harlem une section new yorkaise de l'UNIA, laquelle recueillit, en deux mois, plus de deux mille adhésions. Grâce à la section féminine du mouvement créée par Amy Aswood Garvey, son épouse d'alors, les femmes devinrent le fer de lance de l'UNIA, qui leur ouvrit des postes de responsabilités dans ses instances, contrairement aux Conférences panafricaines où les femmes furent marginalisées alors même que c'est grâce aux cotisations et aux levées de fonds d'associations féminines afroaméricaines que la plupart des congrès panafricains purent se tenir.

Marcus Garvey fonda son propre journal, le *Negro World*, un hebdomadaire d'informations panafricaines tiré à 200 000 exemplaires et qui, traduit en français et en espagnol, devint le journal noir le plus lu dans le monde. Ses éditoriaux appelant à chasser les Blancs d'Afrique lui prodiguèrent une notoriété internationale. En 1920, l'UNIA revendiquait un million de membres et disposait d'un réseau de 1200 sections locales représentant quarante pays répartis dans les grandes régions du monde abritant des Noirs (Amérique du Nord et du Sud, Antilles, Afrique, Europe).

Partisan du retour vers le Liberia, Garvey développa de multiples activités humanitaires et commerciales pour attirer des Afro-américains qualifiés vers le développement de l'Afrique. Il fonda également la *Black Star line*, une compagnie maritime de quatre navires transatlantiques destinés à des déplacements civils et commerciaux. Par ailleurs, proclamant une *défense économique* noire, Garvey réussit à convaincre des milliers de petits épargnants de la classe moyenne noire d'investir dans ses affaires. Ce qui lui permit de développer une myriade d'entreprises et de services où ne travaillaient que des Noirs : hôtels, restaurants, fabriques, usines, écoles, universités, service de santé, dispensaires, maisons d'éditions, agences d'emplois, etc. Il appelait les Noirs à produire des biens pour leur communauté et à consommer Noir en priorité.

Malgré ses excentricités - il aimait parader en bicorne à plume et tenue d'apparat de style napoléonien - l'implication économique qui accompagnait son combat idéologique pour l'amélioration du sort des Noirs apporta à cet orateur charismatique une audience bien plus large et plus populaire que celle recueillie par les analyses intellectuelles des autres panafricanistes tels Du Bois. Son action en vint à inquiéter les pouvoirs blancs d'Amérique et des colonies. L'impact de ses éditoriaux exaltant la fierté raciale ou exhortant les peuples à se libérer du colonialisme, de même que son insolent succès en affaires, lui valut d'être mis sous surveillance par le FBI. Son journal fut interdit dans toutes les colonies britanniques, et des militants du « garveyisme » furent persécutés ou emprisonnés. La faillite de sa compagnie maritime lui sera fatale. Accusé d'escroquerie envers ses actionnaires, Marcus Garvey fut condamné à la prison en 1925 puis expulsé des Etats-Unis en 1927. Exilé en Jamaïque, il reprit ses grands meetings qui exaltaient les foules. Finalement, en 1935, il alla s'établir à Londres où il mourut le 10 juin 1940, sans avoir jamais mis les pieds en Afrique.

Les luttes pour l'indépendance

Après Paris, le mouvement panafricain continua d'entretenir la flamme à travers trois autres rencontres avant que la Seconde Guerre mondiale ne vienne ralentir le processus : Londres les 28 et 29 août 1921, puis deux sessions en 1923 - à nouveau Londres les 7 et 8 novembre, puis Lisbonne les 1er et 2 décembre-, et enfin la rencontre de New York du 21 au 24 août 1927. Outre des organisations américaines, le flambeau anticolonialiste fut également soutenu par certaines formations politiques européennes comme le Parti communiste de l'Union soviétique ou les Internationales communiste et socialiste qui ne manquaient pas de faire venir des nationalistes africains à leurs congrès ou manifestations ; ce qui permettait à ces derniers de rencontrer d'autres militants anti-impérialistes d'Europe occidentale, d'Amérique centrale et du Sud, des Caraïbes et d'Asie. Ainsi, en février 1927 à Bruxelles, lors de

la création de la *Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance*, figuraient parmi les invités du Komintern, des leaders et intellectuels comme le Kenyan Jomo Kenyatta, le Sénégalais Lamine Senghor qui dirigeait une organisation baptisée *Comité de défense de la race nègre*, ou encore des militants sud-africains et d'Afrique du Nord.

Pendant que l'élite intellectuelle du monde noir s'agitait en Europe et aux Etats-Unis, les populations africaines broyées par le système colonial étaient bien loin de ces prises de position. Cela n'empêcha pas malgré tout, sur le terrain, des flambées de révolte, lorsque la pression coloniale devenait insupportable ou menaçait les intérêts de certaines catégories d'acteurs sociaux ou économiques.

Parmi les actions féminines les plus marquantes, celles mettant aux prises les commerçantes et la tutelle coloniale sont restées dans les mémoires. Les vendeuses de marché furent en effet souvent en première ligne des *révoltes fiscales* provoquées par la multiplication d'impôts introduits par les métropoles européennes pour financer leurs administrations coloniales, développer les infrastructures locales et contraindre les autochtones à entrer dans l'économie monétaire. L'impôt étant payable en argent, les Africains devaient soit abandonner leurs champs dédiés à l'alimentation locale pour produire, contre des salaires de misère, des cultures d'exportation (arachide, café, cacao, etc.) destinées aux marchés européens, ou alors chercher des emplois de manœuvres pour percevoir un salaire. Pour les paysans, l'impôt en argent se doublait d'un impôt en travail, pour lequel ils étaient assujettis au travail forcé. Si la Grande Bretagne n'en fit guère usage, la France, la Belgique et le Portugal institutionnalisèrent cette pratique qui causa des hécatombes et traumatisa des millions d'Africains. Et c'est ainsi que, non contents d'accaparer les terres des autochtones, les colons obtenaient de l'administration des réquisitions massives de main-d'œuvre corvéable à merci pour leurs exploitations ou pour les activités de construction et d'entretien des infrastructures.

L'activisme politique de certaines organisations de femmes

Au Nigeria par exemple où existaient depuis des générations des groupes de pression et des associations féminines antérieures à la colonisation, des femmes du monde rural et des commerçantes ont été à la pointe de nombreux mouvements de protestation rassemblant des milliers de femmes de différentes régions pour s'opposer aux interventions coloniales dans leur pays. Par leurs déterminations et modes d'action comme par leur détermination, elles n'avaient rien à envier aux suffragettes anglaises et américaines du début du 20e siècle qui se battaient pour le droit de vote des femmes. Alertées par le bouche-à-oreille, elles faisaient des marches populaires ponctuées de sit-in, de chansons de dérision contre les administrateurs blancs, et de bruyantes palabres, mais aussi d'actions plus résolues. Rien n'arrêta cet activisme féminin dans sa détermination à utiliser même la provocation pour obtenir gain de cause. Des manifestations d'ampleur, initiées par des associations de commerçantes ont ainsi enflammé la région côtière de Calabar, dans le sud-est du pays, en octobre 1925, suite à la décision des Anglais d'imposer une patente aux femmes du marché. Or ces taxes successives minaient leur marge dans une société où les femmes étaient habituées à une certaine autonomie financière par rapport au mari, et où la survie de leur famille dépendait de leurs activités d'agricultrices ou de commerçantes. Des groupes de femmes bloquèrent les routes, incendièrent des marchés, et enlevèrent même leurs enfants des écoles en signe de protestation.

Le bras de fer continua par intermittence pour se relancer en novembre 1929, lorsque les commerçantes eurent vent d'un nouveau projet d'impôt concernant le *Native Revenue Ordinance*, prévu pour s'appliquer aux adultes. Jusqu'alors seuls les hommes étaient imposés comme chefs de famille. Cette mesure entraînerait donc une double imposition des foyers alors que les familles ne disposaient que de faibles revenus. Le bruit courut même que les Anglais allaient instituer un impôt sur les chèvres que les femmes élevaient pour leur consommation familiale!

La révolte partit de la cité d'Oloko en novembre 1929, à l'appel d'une énergique veuve du nom de **Nwanyeruwa**, qui poussa ses congénères à s'opposer à cette décision. Dix mille femmes déferlèrent de Aba, Oloko, Owerri, Calabar, Port Harcourt et autres villages environnants pour manifester, des jours durant, devant les bureaux de l'administration coloniale anglaise. Excédées, certaines attaquèrent même des fabriques et boutiques tenues par des blancs et incendièrent des tribunaux indigènes. Des chefs locaux qui servaient d'auxiliaires aux colons pour la collecte des impôts furent physiquement pris à partie. En voulant disperser la manifestation, la troupe armée tua cinquante-cinq femmes et en blessa une cinquantaine d'autres, ce qui aggrava les tensions. L'affaire fit grand bruit en Angleterre et donna lieu à une commission d'enquête. Les autorités revinrent sur leur décision en décembre 1929. Cet événement est resté dans l'histoire du Nigeria sous le nom de *Aba women's Riot* ou *The Women's War*.



Fig.8. Femmes Aba au Nigéria en lutte contre les colonialistes britanniques.

Tout aussi efficaces furent les multiples mobilisations des marchandes de Lagos, regroupées dès 1920 au sein de la très réactive *Lagos Market Women Association* qui contrôlait quatre-vingt-quatre associations de vendeuses représentant seize marchés de la région de Lagos. Réparties par corporations - association des marchandes de riz, des vendeuses de gari (farine de manioc), de haricots, de légumes, de viande, de poissons, etc., ces

femmes suivaient avec discipline les mots d'ordre de leurs responsables. Leur plus célèbre dirigeante fut une Yoruba de Lagos, **Alimotou Pelewura**, qui avait commencé comme petite vendeuse de poisson aux côtés de sa mère, avant d'hériter vers l'an 1900 de l'activité de cette dernière qu'elle transforma en commerce de gros. Ingénieuse femme d'affaires, elle se développa en achetant petit à petit des pirogues pour constituer sa propre flotte de pêcheurs, et bâtit un hangar à poissons. En 1920, elle devint également responsable du plus gros marché de viande de Lagos, ce qui lui valut d'être choisie par les

femmes pour diriger le *Lagos Market Women Association* où elle resta jusque dans les années 50.

Non-scolarisée comme ses compagnes, celle qu'on appelait désormais Madam Pelewura commença par mettre en place un système de cotisation de 3 pence hebdomadaires par marchande afin de financer les services ponctuels de deux secrétaires chargés de rédiger leurs pétitions à l'administration coloniale et de traduire leurs échanges avec les Britanniques. L'argent collecté permettait aussi de rétribuer des avocats pour défendre leurs camarades emprisonnées ou condamnées à des amendes après des échauffourées. En négociatrice avertie, Alimotou Pelewura dénoua de nombreuses crises sans jamais plier dans la défense de ces travailleuses nigérianes. Ce fut le cas en 1932, période où les Européens alourdissaient la pression fiscale dans toutes les colonies pour tenter de réduire l'impact de la crise économique de 1929 sur les finances coloniales, au risque d'aggraver la misère des populations. Des contestations éclatèrent dans différents territoires, mais à Lagos, les Britanniques eurent du mal à contenir la pugnacité des commerçantes menées par Pelewura. En effet, les marchandes sur qui reposaient l'essentiel du ravitaillement dans les zones urbanisées, créèrent en janvier 1932 un comité chargé d'exprimer leurs doléances à l'administrateur colonial. Finalement, la taxation prévue fut abandonnée et, à la suite de cette victoire, Pelewura obtint le siège de représentante des femmes au Conseil local qui incarnait le pouvoir coutumier à Lagos.

Huit ans plus tard, alors que l'Europe était prise dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, l'administration provoqua de nouvelles tensions en cherchant à imposer les marchandes supposées gagner un revenu annuel égal ou supérieur à 50 livres. Or la période était très difficile pour les populations africaines soumises à des restrictions alimentaires, et confrontées à des pénuries du fait de *l'effort de guerre* qui se traduisait par des prélèvements sur les céréales et les denrées alimentaires produites dans les colonies pour les affecter au ravitaillement des armées européennes. De plus, l'administration décida d'intervenir sur les prix en sous-payant les petits producteurs agricoles et en contrôlant l'activité des marchandes. Grande fut la fureur des femmes

face à ce qui leur apparut comme une injustice. Les tarifs officiels ne tenaient en effet compte ni du transport ni du stockage des produits et étaient artificiellement réduits à un taux inférieur au prix de revient des vendeuses, dans le but inavoué de favoriser les sociétés d'import-export et spéculateurs britanniques intervenant dans la collecte des produits alimentaires. Outre que cette décision désorganisait les circuits traditionnels contrôlés par les commerçantes africaines, elle risquait aussi d'entraîner leur ruine alors que ces dernières se contentaient déjà de marges très faibles. S'estimant lésées par les hausses d'impôts, le contrôle des prix et les réquisitions à vil prix des produits qu'elles écoulaient, le 16 décembre 1940 plus d'une centaine de femmes se rassemblèrent devant le siège du commissaire de la colonie à Lagos pour rappeler la promesse antérieure du gouvernement de ne pas taxer les femmes. Puis elles revinrent déposer une pétition signée de plus de deux cents empreintes de pouces, où elles dénonçaient l'acharnement de Londres à taxer les femmes du Nigeria qui consentaient déjà tant de sacrifices à l'effort de guerre.

Comme rien ne changeait, elles lancèrent une grève des produits et fermèrent les marchés pour ne plus approvisionner la clientèle européenne. Elles activèrent le marché noir pour alimenter leurs compatriotes et poursuivirent leurs marches de protestation devant les bureaux de l'administrateur. Le 18 décembre 1940, les manifestantes étaient près de 7000 selon le *Daily Mail* local. Le commissaire du gouvernement s'adressa à elles en leur disant que les Anglaises aussi payaient des impôts. Ce à quoi Alimotou Pelewura répliqua que c'est en Angleterre que l'argent était fabriqué, alors que les Africains, eux, étaient pauvres pour des raisons qui n'étaient pas de leur responsabilité. Elle ajouta que c'était les femmes de Lagos qui supportaient le poids des privations dues à la guerre en Europe, qu'elles devaient nourrir et vêtir aussi leurs époux et leurs proches sans emplois, et qu'elles étaient obligées d'aider les hommes à payer leurs impôts, faute de quoi ils étaient emprisonnés par l'administration pour défaillance. La pression ne faiblissant pas, le gouverneur décida d'atténuer la loi en relevant le niveau du revenu taxable à 200 livres au lieu des 50 annoncés au départ, ce qui au final ne concernait plus qu'un très petit nombre de riches commerçantes.

Après cette demie victoire, la hache de guerre fut à nouveau déterrée en 1941 lorsque l'administration entendit renforcer le contrôle des prix sur les biens alimentaires et encadrer la distribution tenue par les femmes qui s'appuyaient sur leurs propres réseaux de cultivateurs, de transporteurs, de stockage, de grossistes et de revendeuses. L'enrôlement des hommes dans l'armée coloniale avait réduit la main d'œuvre agricole et nombre de paysans avaient également quitté les champs pour migrer vers les villes à la recherche d'emplois de manœuvres. Il s'en était suivi une réduction de la production agricole accompagnée de pénuries alimentaires et d'une inflation aggravée par les réquisitions alimentaires destinées à l'Europe. Le gouverneur organisa un rationnement des vivres et ouvrit des magasins d'alimentation - souvent en rupture de stock-, où des Nigériens, confrontés à une pénurie, faisaient de longues queues pour acheter de la nourriture, alors qu'avant la colonisation le pays connaissait une autosuffisance alimentaire. Le colonisateur fixa en outre les prix d'achat des produits et lança des brigades de contrôleurs de prix sur les marchés, à la grande fureur des commerçantes.

Pelewura et ses compagnes tentèrent d'abord, pacifiquement, de faire entendre raison à l'intransigent Capitaine Pullen, commissaire de la colonie, en participant à plusieurs rencontres de concertation. Puis elles menacèrent de fermer à nouveau les marchés et relancèrent le marché noir. Tandis que continuaient les meetings de protestations et l'envoi de pétitions, des petits groupes de vendeuses de riz, de farine, et d'huile de palme, installèrent des blocs de pierre sur la route menant à Lagos pour stopper les camions affectés par l'administration au transport des vivres destinés à l'exportation. Elles en jetèrent le contenu par terre. En septembre 1942, des marchandes furent arrêtées, traînées en justice et condamnées à un mois de prison pour n'avoir pas respecté les prix de vente officiels, alors que les négociants blancs et les entreprises européennes qui agissaient de la même façon n'étaient pas inquiétés. Le *Lagos Market Women Association* d'Alimotou Pewelura se lança dans une campagne de dénonciation de ces discriminations à l'encontre des femmes africaines, multipliant lettres de protestation et pétitions au gouverneur, à la Chambre de commerce de Lagos et au commissaire du gouvernement. Certains leaders nationalistes rejoignirent aussi cette dénonciation qui fit la une de la presse locale avant d'être relayée par des journaux londoniens.

La résistance des marchandes de Lagos dura au total quatre années, jusqu'à ce que l'administration britannique abandonne le contrôle des prix en 1945.

Autre exemple de révolte contre l'*effort de guerre*, celle initiée par la jeune sénégalaise **Aline Sitoé Diatta** (1920-1944). Domestique dans une famille française de Dakar, elle décida un jour, à la suite de rêves mystiques, de regagner sa région natale de Casamance, dans le sud-ouest du Sénégal, et y suscita un soulèvement populaire qui agita la région entre 1940 et 1943.



Fig.9. Aline Sitoé Diatta.

Dénonçant les pillages de l'administration coloniale qui écrasait les villageois d'impôts, confisquait les récoltes et le bétail et interdisait aux paysans de pratiquer leurs cultures vivrières pour les contraindre à travailler dans la riziculture d'exportation, la jeune femme d'une vingtaine d'années, qui boitait des suites d'une poliomyélite, apparut comme une véritable prophétesse aux yeux des populations indignées par la brutalité du système colonial. Une partie de la Casamance se rebella et refusa la

conscription forcée de ses hommes appelés à servir de chair à canon sur des fronts européens. De crainte que la sédition ne s'étende, la réaction française se mit en branle. Dans la nuit du 28 janvier 1943, un détachement militaire assiégea la maison d'Aline Sitoé Diatta et ouvrit le feu, tuant une femme qui avait eu le malheur d'être du même teint clair que la jeune résistante. Pour mettre fin à la répression qui s'abattit sur les villageois, celle-ci se rendit aux forces françaises le lendemain de la tuerie, le 8 mai 1943. Torturée, elle fut expédiée au Mali et emprisonnée à Tombouctou où elle mourut l'année suivante des suites de mauvais traitements.

Les panafricanistes tenteront de dénoncer ces injustices infligées aux Africains auprès des opinions publiques européennes : spoliation des terres, monopolisation des ressources naturelles, exploitation des populations, incorporation de jeunes Africains pour les guerres européennes, travail forcé pour la construction de routes, de villes, de chemins de fer, ou bien

encore au profit d'activités privées des colons, transformation des zones rurales et destruction de l'agriculture traditionnelle au profit des monocultures d'exportation, restrictions alimentaires imposées par l'effort de guerre, discrimination raciale, injustices et exactions dues au *Code de l'indigénat*, refus des libertés et de toute promotion politique et sociale des autochtones, frustration des élites noires rabaissées par les Blancs...

Mais la décennie qui suivit la Deuxième Guerre mondiale allait être riche d'enseignements pour les colonisés du monde entier. Les Africains observèrent en effet avec intérêt les luttes de libération qui se déroulaient sur le continent asiatique, comme par exemple en Indochine où le leader communiste Hô Chi Min (1890-1969) proclama l'indépendance du Vietnam en 1945 avant de lancer une longue guérilla contre la France, qui comptait d'ailleurs des soldats africains dans ses troupes. La France, puissance coloniale, connaîtra la défaite en 1954 et perdra son empire indochinois, avant d'être confrontée, la même année, au début de la guerre d'Algérie menée par des indépendantistes du Front de Libération Nationale qui allaient conquérir leur indépendance en 1962. Ce sera aussi l'Inde, dont le leader charismatique Jawaharlal Nehru (1889-1964), emprisonné une dizaine d'années pour militantisme anticolonial, arrachera à la Grande-Bretagne l'indépendance de son pays en août 1947. Par ailleurs, en mai 1945, l'Organisation des Nations Unies, créée à San Francisco, proclamera à la face du monde « *le principe de l'égalité de droits des peuples, et leur droit à disposer d'eux-mêmes* ». Donnant la parole aux représentants de nombreux mouvements nationalistes, l'ONU devint une tribune où les puissances coloniales furent mises en accusation, et une caisse de résonance qui sensibilisa les opinions occidentales sur les abus perpétrés à l'encontre de peuples opprimés, notamment en Afrique.

Le 5^e congrès panafricain

Ces coups de boutoir contre l'impérialisme allaient encourager nombre de colonisés à intensifier la pression pour aboutir à un desserrement du carcan colonial. La situation était donc devenue suffisamment mûre pour que les aspirations nationalistes et la revendication d'indépendance s'imposent de

façon déterminante à une Europe affaiblie par quatre ans de guerre. Et ce n'est pas un hasard si le cinquième congrès panafricain se tint dès la fin de la guerre, du 15 au 19 octobre 1945 à Manchester en Grande Bretagne.

Ce cinquième congrès allait en effet imprimer une nouvelle orientation au Panafricanisme en le tournant résolument vers l'Afrique qui n'entendait plus continuer à subir l'oppression coloniale après avoir contribué à libérer les Européens du joug de l'Allemagne nazie. La priorité était désormais la décolonisation, prélude à la libération totale du continent et à l'édification de son unité. C'est ainsi que de nombreux leaders nationalistes de l'Afrique anglophone firent le déplacement jusqu'à Manchester où se révélèrent deux grandes voix : celle du Ghanéen Kwame Nkrumah (1909-1972), et celle de Georges Padmore (1902- 1959). Le premier ayant fait partie des étudiants africains formés aux Etats-Unis, venait de terminer ses études d'histoire et de philosophie et vivait à Londres, qu'il quitta en 1947 pour se lancer en politique dans sa Gold Coast natale (actuel Ghana), dont il fera le premier pays d'Afrique occidentale (en dehors du Liberia) à accéder à l'indépendance en 1957. Un an plus tôt en Afrique du Nord, le Maroc et la Tunisie, anciens protectorats français, avaient obtenu leurs indépendances en mars 1956.

Quant à Georges Padmore, de son vrai nom Malcom Nurse, il était journaliste et écrivain militant, originaire de Trinidad, dans les Caraïbes, installé à Londres après avoir vécu aux Etats-Unis. Il fréquentait un grand nombre d'Africains et écrivait pour des journaux noirs du monde entier. Il est aussi connu pour avoir alerté l'opinion sur des exactions coloniales dans différentes parties du continent, et en particulier en Afrique du Sud. Padmore sera la cheville ouvrière de ce cinquième congrès marqué par l'activisme de Nkrumah, qui voulait faire du mouvement panafricain une plateforme des revendications de l'Afrique colonisée. S'agissant des Noirs Américains, ne pouvant être sur plusieurs fronts, ils privilégieront la lutte pour leurs droits civiques et leur reconnaissance sur le sol américain.

A ce congrès de Manchester, quarante-cinq ans après la première rencontre panafricaine qui n'avait donné la parole qu'à deux femmes, une seule intervention féminine fut cette fois autorisée. Pointant l'occultation des

femmes au sein de l'institution panafricaniste, **Amy Aswood Garvey** (1897-1969) n'hésita pas à bousculer les leaders du mouvement en leur enjoignant de ne pas oublier les femmes qui, elles aussi, participaient aux luttes contre le racisme et le colonialisme, et ne devraient pas être seulement assignées aux tâches domestiques.

Divorcée de Marcus Garvey qui, après seulement trois mois de mariage, l'avait quittée pour l'une de ses meilleures amies, Amy Aswood s'était forgé une notoriété de féministe et de panafricaniste. C'est avec elle que Garvey avait fondé l'UNIA en Jamaïque, avant leur mariage aux Etats-Unis en 1919.



Fig. 10. Amy Aswood Garvey.

C'est elle encore qui fut la cheville ouvrière de l'UNIA lorsqu'ils en transfèrent le siège en Amérique. C'est elle enfin qui eut l'idée d'ouvrir ce mouvement aux femmes, lesquelles se révélèrent d'importantes donatrices et bénévoles pour les levées de fonds de l'organisation. Amy Aswood Garvey participa également à la création du journal *The Negro World* et conçut un projet d'école professionnelle pour l'UNIA. Elle était aussi directrice de la compagnie maritime *The Negro star Line*.

Blessée par une rupture qu'elle n'accepta jamais, d'autant que pour justifier sa demande de divorce, son mari l'avait accusée d'infidélité et de détournement d'argent, Amy Aswood Garvey continua à voyager à travers les Etats-Unis, les Caraïbes, l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Afrique pour faire connaître la philosophie du garveyisme et appeler à l'unité de l'Afrique et de la diaspora. Se partageant entre New York et Londres, elle s'installa finalement dans la capitale britannique où elle s'impliqua dans diverses associations dédiées aux étudiants africains. Elle fréquenta assidûment aussi le milieu des intellectuels et leaders nationalistes comme Jomo Kenyatta, Kwame Nkrumah et Gorges Padmore qu'elle épaula dans l'organisation du congrès de Manchester. L'année suivante, en 1946, elle partit à la découverte de l'Afrique et effectua un émouvant voyage au Ghana, à la recherche des racines de son arrière-

grand-mère esclave, dont elle avait appris qu'elle était originaire de l'Ashanti. Proche du président Tolbert, elle séjourna également trois ans au Liberia, jusqu'en 1949. Favorisant ensuite l'émergence d'organisations féminines en Afrique et dans les Caraïbes, elle poursuivit son activisme jusqu'à sa mort en 1969, en Jamaïque.

Grâce à la prise de conscience et aux résistances à l'intérieur comme à l'extérieur du continent, des victoires seront donc arrachées au colonialisme dans l'immédiat après-guerre: reconnaissance des partis politiques africains, développement du syndicalisme, meilleure organisation de la lutte anticoloniale, implication de journaux, d'associations, de clubs et de mouvements étudiants dans la formation de la conscience politique, plus large diffusion des idées panafricanistes, rayonnement de mouvements culturels transnationaux. Avec l'émergence des partis politiques, les revendications sur la suppression du travail forcé, l'arrêt des pratiques discriminatoires et le droit de vote allaient attirer les masses populaires dans la bataille pour l'indépendance. Bien que la littérature historique ne le mentionne pas souvent, bien des femmes ont, dans différents pays, soutenu avec force les formations politiques investies dans la résistance anticoloniale. Il convient d'ajouter qu'il existait d'autres partis soutenus par l'administration coloniale animés par des modérés africains qui escomptaient une amélioration de leur sort en échange de leur fidélité aux colonisateurs.

Sachant la marche vers l'autonomie inéluctable, et craignant de voir leurs possessions aspirées par le bloc communiste après le transfert du pouvoir aux Africains, les métropoles coloniales s'attacheront à contrôler la transition vers l'indépendance. Elles prendront soin également d'organiser leurs relations avec les futurs Etats en créant des dispositifs de «coopération» (ou «d'association» s'agissant des colonies britanniques), et en formant les leaders politiques africains de manière à ce qu'ils adoptent des modèles de gouvernements à l'image de ceux existant en Europe - à commencer par l'institution de pratiques démocratiques sanctionnées par des élections. Les élections devenant dès lors un enjeu crucial, il apparut désormais urgent pour les leaders nationalistes, pressés de succéder au pouvoir colonial, de créer des partis de masse sur lesquels appuyer leur légitimité. Les militants de

tous bords s'activèrent à convaincre les populations de l'importance du vote pour l'avenir de leur pays. Lorsque le droit de vote fut élargi aux femmes, certains responsables politiques commencèrent à laisser une petite visibilité à leurs militantes en vue de rallier l'électorat féminin. Ils ne seront toutefois pas nombreux, la majorité des politiciens africains estimant que la priorité revenait aux questions économiques et sociales et non aux problèmes des femmes.

Quoi qu'il en soit, dans leurs compétitions idéologico-politiques, partis et syndicats chercheront tout de même à s'assurer le soutien des femmes ou d'associations féminines, favorisant parfois dans leurs stratégies électoralistes, la création de branches féminines de leurs mouvements, sous forme de comités de soutien ou d'unions de femmes affiliées au parti. Ce fut, dans les colonies françaises, la démarche du *Rassemblement démocratique africain*, RDA, premier parti nationaliste panafricain, né en octobre 1946 à Bamako et présidé par le médecin et planteur Félix Houphouët Boigny. Développant une plate-forme d'actions communes par l'entremise de ses sections locales représentant différents territoires, le RDA put parler d'une seule voix face au pouvoir colonial. De plus, en ciblant les femmes et les masses populaires, cette formation politique fut la grande gagnante des élections qui, en 1956, portèrent au pouvoir les futurs dirigeants des anciennes colonies françaises.

Au départ, à quelques exceptions près, et contrairement aux territoires anglophones, les colonies françaises connurent peu de femmes de l'élite qui s'inscrivirent spontanément dans la lutte. Considérées comme des *indigènes évoluées* – c'est-à-dire influencées par la culture occidentale, cette minorité de femmes qualifiées d'*intellectuelles* dans le langage populaire, rêvait, à l'époque, davantage de modernisme que de meetings. D'autant que militer pouvait s'avérer extrêmement dangereux, la contestation de l'ordre colonial étant sévèrement réprimée.

Ayant été scolarisées et bénéficiant de conditions de vie privilégiées par rapport au reste de la population, elles exerçaient des métiers modernes et socialement reconnus – sages-femmes, infirmières, institutrices, employées de bureau -, et qui leur conféraient une relative indépendance intellectuelle et financière. Plus sensibles aux modes de pensées européens, elles cherchaient

surtout à s'affranchir en douceur du poids de traditions jugées coercitives pour les femmes. Aussi, soucieuses de préserver un statut de fonctionnaire ou un emploi dépendant des colons, et qui leur faisait échapper aux brimades s'exerçant à l'encontre de leurs compatriotes, elles préféreront se tenir à l'écart des manifestations et ne pas prendre de risques.

Des femmes dans la bataille de l'indépendance

Tout au contraire, bravant le refus des maris de les voir se mêler de politique, nombre de femmes non scolarisées et de milieu populaire se jetteront avec élan et conviction dans la résistance anticoloniale. Au Mali par exemple, elles joueront un rôle important dans l'élection de leaders indépendantistes, relayant leurs mots d'ordre dans les milieux traditionnels, poussant les femmes rurales et urbaines à aller voter ou à cotiser pour contribuer au financement des campagnes électorales et participant aux marches de soutien à l'*Union soudanaise* affiliée au Rassemblement démocratique africain (US/RDA). En Côte d'Ivoire, la célèbre *Marche des femmes sur Grand-Bassam* vit déferler en décembre 1949 vers l'ancienne capitale coloniale ivoirienne, distante d'une quarantaine de kilomètres d'Abidjan, des femmes de tous âges venues réclamer la libération de leurs époux, frères et fils, des militants nationalistes emprisonnés depuis plus d'une année par les autorités françaises, au prétexte de subversion. Battues par les miliciens, repoussées à coups de pompes à eau, elles demeurent au regard de l'histoire les actrices du premier grand mouvement anticolonial féminin ouest-africain.

En Guinée, aussi, les femmes furent le plus ardent soutien du jeune *Parti démocratique de Guinée* et de son leader Ahmed Sékou Touré, l'homme du « Non » au général de Gaulle en 1958, alors que ce dernier espérait regrouper ses colonies africaines dans une *Communauté française* que la France pourrait contrôler. L'une des promesses phares de Sékou Touré concernait d'ailleurs l'émancipation des femmes. Pour lui : « *La situation d'infériorité de la femme était une séquelle du colonialisme* » et, de ce fait, *la construction de la nation s'effectuerait avec la participation des femmes, ferment de la Révolution guinéenne*. On disait même à l'époque, jusque dans les villages

les plus reculés, que c'étaient les Guinéennes qui entraînaient leurs maris dans l'arène politique, et qu'elles ne manquaient aucune réunion des ténors du parti de leur choix.

Elles n'étaient pas en reste non plus pour participer aux meetings, soutenir les grèves lancées par les syndicats ouvriers, et braver la milice coloniale en cas de répression, quitte à se retrouver en prison. Des anecdotes subsistent encore sur cet engouement des Guinéennes pour l'engagement politique, par exemple celle sur Sékou Touré disant dans un discours : « *Les femmes doivent inciter leur mari à adhérer au RDA (Rassemblement démocratique africain). S'ils ne veulent pas, elles n'ont qu'à se refuser à eux : le lendemain ils seront obligés d'adhérer au RDA.* »

Le pays célèbre aujourd'hui encore le souvenir de **M'balia Camara** (1929-1955), tragique héroïne enceinte et presque à terme, agressée à coups de sabre le 9 février 1955 par un chef de canton auxiliaire de l'administration coloniale. Responsable du premier comité des femmes du PDG/RDA du village de Tondon dans le nord-est du pays, elle était en tête d'une manifestation de protestation contre la répression de militants du Parti Démocratique de Guinée après une bagarre avec un parti adverse soutenu par l'administration.

Evacuée dans un hôpital de Conakry, la jeune femme, éventrée, accoucha d'un enfant mort-né le 11 février et succomba à ses blessures le 18. Ce drame provoqua une intense émotion dans le pays. 10 000 personnes assistèrent à son enterrement. Son assassin qui avait pourtant blessé une quinzaine de personnes avec son arme, fut relaxé par la justice coloniale.

Par son ampleur et sa brutalité, la chasse aux nationalistes allait parfois prendre un tour bien plus dramatique. Au Kenya, la Révolte des Mau Mau fut lancée au début des années 50 par des paysans Kikuyu excédés de voir leurs meilleures terres accaparées par les Anglais. Précédé d'un intense climat de violences et d'insécurité, cette insurrection contre les fermiers blancs, à laquelle prirent part de nombreuses femmes qui informaient et soutenaient les insurgés, fit environ 15000 morts et entraîna l'incarcération du leader nationaliste Jomo Kenyatta pendant dix ans.

À Madagascar en mars 1947, un soulèvement indépendantiste fut réprimé par le corps expéditionnaire français renforcé de tirailleurs sénégalais et de supplétifs malgaches. Il allait se solder, au bout de vingt-et-un mois de conflit, par un terrible bilan de 89 000 morts dont des femmes et des enfants, victimes des combats ou de la famine. Exécutions, tortures, incendies de villages: le dispositif habituel de répression fut implacable, laissant une population malgache exsangue et traumatisée par ce climat de terreur, avec en réaction, des exactions contre des colons blancs de l'île parmi lesquels on dénombrera 550 victimes.



Fig. 11. Portrait de Gisèle Rabesahala photographiée dans les années 1970.
© Fonds photographique Rabesahala

L'un des grands témoins féminins de ce tragique évènement fut la militante **Gisèle Rabesahala** (1929–2011) qui, à l'âge de 17 ans, avait rejoint la lutte pour l'indépendance de son pays. Issue d'une famille de notables de Tananarive, la jeune fille venait d'obtenir son Brevet élémentaire et avait, parmi ses camarades, des jeunes étudiants communistes qui inspirèrent son apprentissage idéologique. Lors de la sanglante répression qui endeuilla l'île, elle s'impliqua dans la création d'un *Comité de solidarité de Madagascar*, en faveur des victimes de la répression politique et, malgré les risques encourus, elle assura le secrétariat des deux avocats parisiens venus défendre les

militants malgaches poursuivis par l'Etat français. Quelques-uns des accusés, dont deux députés malgaches, seront même condamnés à mort, puis graciés en 1957, lorsque l'Assemblée nationale française, face à un environnement international désormais anticolonialiste, prononça l'amnistie des prisonniers politiques. Mais d'autres n'eurent pas cette chance, ayant été exécutés juste après leur condamnation à l'époque des évènements.

L'infatigable mobilisation de Gisèle Rabesahala, devenue Secrétaire générale du Comité de solidarité, pour obtenir l'amnistie des milliers de prisonniers, sera souvent citée en exemple. Multipliant les articles à destination des journaux, elle alerta les médias internationaux sur l'iniquité des procès coloniaux et

la situation des condamnés. Elle fit signer des pétitions de protestation à l'adresse du Président de la République française Vincent Auriol, qu'elle fit acheminer par l'intermédiaire de parlementaires français de gauche. Faisant jouer la solidarité nationale, elle mit en place des sections de son comité de solidarité partout dans le pays, pour venir en aide aux familles d'accusés en détresse.

En 1956 Gisèle Rabesahala créa son propre parti, *l'Union du peuple malgache*, et lors des premières élections au suffrage universel organisées la même année dans les territoires d'outre-mer, elle fut élue membre du conseil municipal de Tananarive, avec d'autres de ses partisans. Deux ans plus tard, elle accéda au rang de secrétaire générale d'un front regroupant cinq mouvements indépendantistes, le *Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar* (AKFM). Voyageant dans de nombreux pays pour témoigner sur la mémoire des insurgés nationalistes, elle continua son action jusqu'à l'indépendance en 1960, avant de devenir, entre 1977 et 1989, la première femme ministre à Madagascar, avec le portefeuille des Arts et de la Culture révolutionnaires. Elle ne cessera de se battre pour l'amélioration des conditions de vie des déshérités de son pays et l'image de la jeune Malgache qui osa défier le pouvoir colonial en 1947 en a fait une véritable héroïne.



Fig. 12. Aoua Keita.
© Sylvia Serbin

Cette politique répressive à l'égard des nationalistes n'effraya pas non plus la Malienne **Aoua Keita** (1912-1980), sage-femme de son état, que son infatigable militantisme, malgré les mesures disciplinaires et les mutations-sanctions, mènera en 1958 au rang de première femme élue députée en Afrique. Fille d'un ancien combattant de la Première Guerre Mondiale en France, Aoua Keita fit partie de la première génération de jeunes filles scolarisées au Soudan français (aujourd'hui Mali). Diplômée en 1931 de l'école de médecine de Dakar, elle est issue, d'une des premières promotions de sages-femmes formées sous la colonisation.

Dès ses premières affectations dans des dispensaires de brousse, Aoua Keita se batta pour un mieux-être des femmes et des enfants qu'elle faisait naître. Elle sauva des centaines de vies grâce à une prise en charge médicale et un développement de la prévention dans les différents villages où elle fut affectée.

Révoltée par les injustices que les colons faisaient subir aux Africains, elle adhéra à la section soudanaise du RDA en 1946, et parcourut les campagnes pour convaincre les femmes de participer au vote et de soutenir la lutte du RDA pour l'indépendance, malgré l'hostilité des maris qui n'acceptaient pas de voir leurs femmes distraites des tâches domestiques par la politique. Ce long travail d'éducation des consciences lui vaudra de devenir un symbole de militantisme féminin. En 1951, en poste à Gao, elle prit une part active dans l'organisation des élections qui devaient se dérouler dans les colonies françaises.

Or la veille du scrutin, les fonctionnaires de la région, militant identifiés du RDA, furent mutés par l'administration. Aoua Kéita, oubliée dans le mouvement d'affectation, se démena entre les bureaux de vote pour que la consultation se passe au mieux, assurant le succès du RDA aux urnes. Cette fois elle n'échappera pas à la mutation disciplinaire. Eloignée d'abord au Sénégal, puis dans différentes petites villes du Mali, elle réussit malgré tout à fonder un mouvement intersyndical féminin qu'elle représenta en 1957 au Congrès constitutif de l'*Union générale des travailleurs de l'Afrique noire* (UGTAN). En 1958, elle fut la seule femme élue au Bureau politique de l'Union soudanaise du RDA. La même année, à l'issue du référendum du 28 septembre, elle devint membre du Comité constitutionnel de la future République du Mali, avant d'être élue député aux élections législatives et de jouer un rôle politique de premier plan dans les premières années de l'indépendance de son pays. Ce parcours remarquable n'empêcha pas Aoua Keita de connaître la souffrance d'être répudiée par son mari parce qu'elle ne pouvait pas avoir d'enfant.

La nigériane **Funmilayo Frances Beere Anikulapo Kuti** (1900-1978) est une autre figure phare du militantisme féminin. Née dans une famille de notables christianisés d'Abeokuta, Funmilayo fréquenta l'école puis le lycée anglican de sa ville, avant de prendre le bateau en 1929 pour poursuivre ses

études en Angleterre où elle côtoya des milieux socialistes et anticolonialistes. A son retour, elle rejeta son prénom européen de « Frances » pour ne garder que ses prénoms yoruba. Nommée à l'école de filles d'Abeokuta, elle devint la première Nigériane directrice d'école.

Après s'être consacrée quelques années à son foyer - elle était mariée avec le révérend Ransome Kuti dont elle eut trois garçons, Funmilayo Kuti décida, en 1942, que les *femmes en robes* de la bourgeoisie locale, devaient mettre leurs savoirs au service des *femmes en pagnes* des couches populaires. Pour ce faire, elle regroupa au sein d'une petite association, *The Abeokuta Ladies' Club*, des femmes lettrées de la classe moyenne pour organiser des activités sociales. Par l'entremise de petites vendeuses de son entourage, elle s'intéressa au monde des marchandes et fut choquée de la violence économique que celles-ci subissaient en matière d'imposition de leurs marchandises et de réquisitions de vivres prélevées sur leurs stocks au nom de l'effort de guerre. Dès lors, son ambition porta sur l'équité des droits et l'alphabétisation des commerçantes pour leur permettre de défendre leurs intérêts.



Fig.13. Funmilayo Ransome-Kuti lors de son 70^{ème} anniversaire (le 24 octobre 1970). © Fonds photographique Ransome-Kuti

Funmilayo Kuti organisa des cours du soir pour les travailleuses du marché et mobilisa le *Ladies' Club* pour soutenir des vendeuses de riz spoliées par les réquisitions coloniales. Puis elle transforma son association en une *Union des femmes d'Abeokuta*, rejointe par plus de 20 000 adhérentes. Dès lors, elle ne cessera de se battre pour attirer l'attention sur les injustices subies par ces travailleuses nigérianes. Ce fut le cas en 1946 où elle mena une campagne restée dans les annales, pour dénoncer la corruption d'un chef coutumier chargé de prélever l'impôt et les produits alimentaires pour le compte de l'administration britannique. Profitant de son statut, celui-ci augmentait les réquisitions de riz,

de poulets, d'ignames et de gari pour en détourner le surplus à son profit. Sur le mot d'ordre «*Pas d'impôts sans représentation*», des milliers de femmes manifestèrent plusieurs jours durant devant la demeure du chef, exigeant d'être représentées, comme avant la colonisation, au Conseil des chefs coutumiers, afin d'être mieux entendues.

Sit-in et pétitions se multiplièrent. La presse fut convoquée et les femmes finirent par refuser de payer l'impôt. Funmilayo fut jetée en prison. A sa libération, elle reprit le bateau pour Londres afin d'éclairer l'opinion anglaise sur les conditions faites aux femmes du Nigeria sous tutelle britannique. Elle interpella les milieux syndicaux, le gouvernement et vit ses revendications reprises dans les journaux. Elle fut même reçue par le maire de Manchester pour parler de la condition des femmes dans son pays. Le bras de fer dura trois ans jusqu'à ce que la fronde porte enfin ses fruits. Les femmes obtinrent l'abdication du chef et l'abolition de la taxe qui leur avait été imposée. Elles arrachèrent même quatre sièges au sein du nouveau *Conseil intérimaire* mis en place dans la ville, dont un pour Funmilayo Kuti qui transformera son association en une *Union nigériane des femmes* (NWU), avec une capacité de mobilisation accrue.

En 1953, Funmilayo Kuti sera le seul membre féminin de la délégation nigériane à la Conférence constitutionnelle de Londres chargée de négocier l'accession du pays à l'indépendance, qui allait intervenir en 1960. Elle fondera également la *Fédération des femmes nigérianes*, établira des liens avec d'autres organisations féminines internationales et voyagera en Union soviétique et en Chine, ce qui la fera suspecter de communisme par le pouvoir colonial et les partis conservateurs.

Militante du droit de vote des femmes, Funmilayo Kuti s'essaiera un temps à la politique au sein du *National Council of Nigeria and the Cameroons party* (NCNC), espérant faire évoluer les mentalités des politiciens en faveur des femmes. Mais elle sera mise à l'écart, et, déçue, ne poursuivra pas l'expérience. Le 18 février 1977, celle qu'on surnommait *la Mère des droits des femmes* sera défenestrée à l'âge de 77 ans par des soldats, lors d'une

attaque perpétrée contre sa résidence familiale, où vivait également son fils Fela, chanteur de notoriété internationale, considéré comme un provocateur par le régime militaire d'alors. Elle ne se remit jamais de ses blessures et s'éteignit le 13 avril 1978.

L'après-indépendance : revendications sociétales et lutte armée

L'offensive anticoloniale se renforça dans les années 50. Les Africains n'étaient plus isolés dans la défense de leurs aspirations. Les Nations Unies étaient devenues une caisse de résonance de la dénonciation des violences du colonialisme. S'y ajouta également le poids de la solidarité des pays arabes et asiatiques qui venaient de recouvrer leur souveraineté, et dont la Conférence de Bandung, en Indonésie, indépendante depuis 1949 à l'issue de quatre ans de conflit armé contre l'ancienne tutelle néerlandaise, constitua un événement phare. Du 18 au 24 avril 1955, vingt-neuf États du Tiers-monde et de nombreux mouvements de libération se retrouvèrent à la première *Conférence des Non Alignés* qui dénonça avec vigueur le colonialisme et le racisme occidentaux.

L'intelligentsia africaine émigrée en Europe ne voulut pas être en reste et affirma aussi l'engagement du monde de la culture à travers deux *Congrès internationaux des écrivains et artistes noirs* organisés par le Sénégalais Alioune Diop (1910-1980), homme de culture et fondateur, avec son épouse Christiane Yandé-Diop, de la maison d'édition parisienne et la prestigieuse revue *Présence Africaine*, lancée en 1947. Le premier congrès eut lieu à la Sorbonne à Paris du 19 au 22 septembre 1956 et le second à Rome du 26 mars au 1er avril 1959. Mais l'évènement le plus retentissant sera l'accession à l'indépendance le 6 mars 1957 du Ghana, premier pays d'Afrique subsaharienne à remporter une telle victoire. Profitant de l'aura recueillie, le Président Kwame Nkrumah organisera le 15 avril 1958 à Accra, la *Conférence des États africains indépendants*, première rencontre panafricaine tenue sur le Continent.

L'organisation panafricaine des femmes

En 1960 enfin, tandis que des drapeaux flambant neuf commençaient à flotter fièrement sur certaines parties du continent africain, 18 nouveaux Etats, dont 14 issus de ce qui fut l'empire colonial français, firent leur entrée à l'Organisation des Nations unies. Le rêve panafricaniste d'une libération de l'Afrique était en marche. Restait à réaliser une autre de ses ambitions: l'UNITÉ. Les jeunes Etats, attelés à leur construction nationale et à la mise en place des promesses de développement faites aux masses, se lancèrent avec enthousiasme dans la mise en place de structures et organisations destinées à coordonner leurs synergies politiques, économiques et culturelles. Cette volonté d'unité s'illustra dans la création, en mai 1963 à Addis Abeba, de **l'Organisation de l'Unité africaine (OUA)** dont la charte s'inspirait de la philosophie du Panafricanisme.

Mais un an avant la naissance de l'OUA, les femmes africaines qui avaient participé à la lutte anticoloniale, contribué à la libération de leurs pays, et soutenu l'élection des dirigeants de l'Afrique indépendante, créaient le 31 juillet 1962, à Dar Es-Salam en Tanzanie, **l'Union des femmes africaines (OFA)**. Elles ne comptaient pas, en effet, rester en marge de la construction nationale. Le militantisme politique les avait mises en contact les unes avec les autres par-delà leurs frontières respectives ; elles avaient créé des liens, échangé sur leurs problèmes, partagé leurs expériences, acquis de nouvelles idées et des savoir-faire.

En se regroupant via leurs organisations, les femmes africaines entendaient bâtir un espace de solidarité et de mobilisation permettant d'avoir plus de poids dans leurs pays, et sur la scène internationale. Leur objectif : faire prendre en compte les attentes des femmes par les nouvelles politiques gouvernementales en matière de scolarisation des filles et d'alphabétisation, de réglementation des mariages précoces et d'obligation de consentement de la femme, dans la mise en place d'infrastructures de santé, de droit de vote, d'élaboration d'un code de la famille garantissant un meilleur respect des droits des femmes, dans le domaine de la protection juridique des femmes, de l'amélioration de

la condition des femmes rurales, de l'accès à la terre, de l'évolution des droits coutumiers, et enfin en matière de participation des femmes à la gestion des affaires publiques.

Au cœur de cette initiative, trois battantes reconnues : la Malienne Aoua Keita, la Guinéenne Jeanne Martin Cissé, et la Ghanéenne Pauline Clark qui ne ménagèrent pas leurs efforts pour associer à ce projet d'union un maximum d'associations du continent. Grâce au soutien de chefs d'Etats sensibles au statut des femmes, comme Sékou Touré de Guinée, Kwame Nkrumah du Ghana, Modibo Keita du Mali ou Julius Nyerere de Tanzanie, elles se déplacèrent à partir de juillet 1961 en éclaireuses à la rencontre d'associations féminines du Sénégal, du Togo, du Dahomey (Bénin) et du Niger, avec un projet de fédération.

Une première concertation eut lieu à Conakry avec, outre les premières mentionnées, des représentantes du Niger, du Liberia, de Sierra Leone, d'Egypte, du Maroc et de Tunisie. Lors de cette réunion, il fut décidé de convier aussi des organisations féminines d'Afrique centrale et de l'Est, et surtout d'associer les militantes des mouvements de libération nationale dont les pays se battent encore pour l'indépendance. A l'invitation de *l'Union des femmes tunisiennes*, le comité préparatoire de la future *Organisation panafricaine des femmes* fut reçu quelque temps par le Président Bourguiba et son épouse, qui encouragèrent leur démarche.

Cette même année, lors d'un déplacement au Tanganyika (Tanzanie actuelle), Jeanne Martin Cissé rencontra le futur président Julius Nyerere, cette colonie britannique étant sur le point d'accéder à l'indépendance. Il lui assura que dès que ce serait chose faite, il serait heureux d'accueillir la conférence constitutive de leur organisation, et qu'il convaincrait ses pairs de la sous-région d'y envoyer leurs associations féminines. Galvanisées par ce soutien, Jeanne Martin Cissé et ses camarades continuèrent leur mobilisation en Côte d'Ivoire, Gabon, Centrafrique et Tchad où les chefs d'Etat et les associations locales leur firent bon accueil. Un comité constitutif visant à formaliser le projet se tint du 8 au 10 juin 1962 à Bamako. Il attira les représentantes d'une dizaine de pays : Angola, Cameroun, Dahomey, Ghana, Guinée, Guinée Portugaise,

Kenya, Mali, Nigeria et Tunisie. Presque une victoire ! Et c'est ainsi que du 27 au 31 juillet 1962, Dar-Es-Salam accueillit avec éclat cette première rencontre de femmes venues de presque tout le continent. 14 Etats y avaient envoyé des délégations : Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Mali, Niger, Sénégal, Tanganyika, Togo, Tunisie.

Une dizaine d'organisations de lutte était également représentée pour rappeler que dans leurs pays les femmes aussi faisaient la guerre : *African National Congress* (ANC) et *Pan Africanist Congress* (PAC) d'Afrique du Sud, *Front de Libération du Mozambique* (FRELIMO) du Mozambique, *Front de Libération Nationale* (FNL) d'Algérie, *Mouvement Populaire de Libération de l'Angola* (MPLA) et *Front National de Libération de l'Angola* (FNLA), *Parti de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert* (PAIGC) de Guinée Bissau et du Cap-Vert, *South West Africa People's Organization* (SWAPO) de Namibie, *Zimbabwe African National Union* (ZANU) et *Zimbabwe African People's Union* (ZAPU) de Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe), *The United National Independence Party* (UNIP) de Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et, venues de Zanzibar, la *Zanzibar National Party* (ZNP) et l'*Afro Shirazi Party*. Trois délégations européennes avaient fait le déplacement : l'Organisation des femmes Belges et les Comités des femmes d'Union des Républiques Socialistes Soviétique (URSS) d'Allemagne.

Il est important de rappeler que des femmes africaines étaient souvent invitées à venir évoquer les combats menés dans leurs pays en faveur des femmes par des organisations féminines occidentales, liées la plupart du temps à des pays de l'Est ou au Parti communiste. Ces plates-formes internationales leur permettaient de rencontrer d'autres militantes de pays colonisés et de pays développés et de prendre connaissance de stratégies développées dans différentes parties du monde en faveur de l'émancipation des femmes.

Baptisée *Union des femmes africaines*, la nouvelle organisation institua, lors de sa conférence de Dar-Es-Salam, une *Journée de la Femme africaine* à commémorer le 31 juillet de chaque année dans tous ses pays membres. Jeanne Martin Cissé en devint la première Secrétaire générale et resta douze ans à ce poste. Quatre pays ont jusqu'ici accueilli le siège de l'Organisation :

le Mali de 1962 à 1968, l'Algérie de 1968 à 1986, l'Angola jusqu'en 2008 puis, depuis cette date, la ville de Pretoria en Afrique du Sud, où elle est actuellement dirigée par Mme Assetou Koité son actuelle Secrétaire générale.

A son congrès de Dakar en 1974, l'*Union des femmes africaines* prit le nom d'**Organisation pan-africaine des femmes (OPF)**. Dès lors, les Africaines seront de tous les grands rendez-vous de la planète dédiés aux femmes. De la première *Conférence mondiale sur les femmes* organisée par l'ONU à Mexico en 1975, où furent réaffirmés l'égalité entre hommes et femmes et l'élimination des discriminations fondées sur le sexe; à celle de Nairobi en 1985, clôturant la *Décennie mondiale de la Femme* dont le mot d'ordre fut : « *Une meilleure prise en considération des femmes dans les stratégies de développement* ». Il y eut aussi la rencontre de Beijing en Chine en 1995, appelant à une plus large représentation des femmes dans les gouvernements, ou encore le *Sommet du Millénaire pour le Développement*, préconisant, en septembre 2000, une meilleure autonomie des femmes pour la lutte contre la pauvreté.

Des Africaines sur la scène internationale

Cependant, en ces temps où les jeunes Etats entraient sur la scène internationale, ils furent peu nombreux à confier à des femmes la fonction éminemment diplomatique de les représenter dans le concert des nations. Le rôle de pionniers revint au Liberia et à la Guinée qui propulsèrent deux femmes à des postes de responsabilité aux Nations Unies : Angie Elisabeth Brooks et Jeanne Martin Cissé.

S'agissant de **Jeanne Martin Cissé**, (née en 1926), cette institutrice sortie en 1944 de l'Ecole Normale de Rufisque au Sénégal, et militante nationaliste proche du Président Sékou Touré, eut un parcours de pionnière. Nommée en 1972 ambassadeur et Représentante permanente de la Guinée aux Nations Unies, elle y présida la Commission spéciale des Nations Unies sur l'apartheid. Lorsque son pays devint membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies de 1972 à 1973, elle fut la première femme à le présider.

Nommée ensuite ministre des Affaires sociales dans son pays de 1976 à 1984, elle fut également la seule femme admise au Bureau politique du Parti démocratique guinéen. Emprisonnée lors du coup d'Etat militaire consécutif à la mort de Sékou Touré, elle revint à sa libération, aux Etats Unis d'où elle poursuivit son combat pour l'émancipation des femmes africaines.

En 1969, la Libérienne **Angie Elisabeth Brooks** (1928-2007), fut élue Présidente de la vingt-quatrième Assemblée générale des Nations Unies, devenant la première femme à incarner l'image du continent africain dans la communauté internationale. Cette élection représenta également une prouesse dans cette institution qui, depuis sa création en 1945, n'a porté que trois femmes à cette prestigieuse fonction. En 1954 déjà, Angie Elisabeth Brooks était la première femme représentante permanente d'un pays africain à l'ONU. C'est son parcours remarqué au sein de l'institution qui lui valut, quinze ans plus tard, d'être désignée à la présidence de cette prestigieuse assemblée.

Née dans une modeste famille de neuf enfants, Angie Elisabeth Brooks, dont le père était prédicateur méthodiste, fut placée chez un tuteur en vue poursuivre une scolarité qui se révéla excellente. Ses brillants résultats lui ouvrirent la possibilité de faire des études supérieures dans une université américaine, mais elle n'avait pas les moyens de payer son voyage. Elle entreprit d'écrire au président libérien William Tubman afin de solliciter une bourse, mais ses lettres restèrent sans réponse. Ayant appris qu'il faisait régulièrement des promenades matinales, elle décida de l'intercepter et parvint à plaider sa cause – avec succès. En 1949, elle devient titulaire d'une Licence en Sciences sociales de la Shaw University de Caroline du Nord, puis en 1952, d'un Masters en Sciences politiques de l'Université du Wisconsin. Pour compléter sa maigre bourse, elle cumula des petits *jobs* de plongeuse dans la restauration, blanchisseuse et garde d'enfants. En 1953, elle passa un diplôme en droit international au prestigieux University College de Londres, puis regagna son pays où elle devint conseillère à la Cour suprême et procureur général adjoint, tout en enseignant le droit à temps partiel à l'université du Liberia.

Remarquée, elle fut nommée en 1954 à la délégation du Liberia aux Nations Unies. Deux ans plus tard, elle devenait vice-présidente de la quatrième Commission de l'Assemblée en charge des territoires coloniaux et non autonomes. Ces responsabilités ne l'empêchèrent pas de poursuivre ses études et d'enrichir son profil d'un Doctorat en droit de la Shaw University en 1962 et d'un diplôme complémentaire de Howard University en 1967. Après sa remarquable carrière onusienne où elle présida des commissions importantes, cette mère de deux garçons, divorcée, et qui avait adopté près d'une vingtaine d'enfants, servit un temps à Monrovia comme Secrétaire d'Etat adjoint puis juge à la Cour suprême. Elle est décédée en 2007 à Houston aux Etats-Unis.

Les femmes dans la lutte armée

Tandis que certains pays s'abandonnaient à l'allégresse de l'indépendance, même si les rêves d'unité nationale étaient de plus en plus assombrés par les menaces de sédition et de coups d'Etat, d'autres Africains souffraient et mouraient sous les bombes de colonialistes arc-boutés sur leur refus de rendre leur liberté aux Noirs. Sur ces territoires considérés comme terres de peuplement par certains pays européens, des mouvements nationalistes se lanceront dès 1961 dans la lutte clandestine pour la libération nationale. Ces conflits prirent essentiellement deux formes : les guerres d'indépendance comme dans les colonies sous domination portugaise telles que l'Angola où la lutte armée débuta en 1961, la Guinée Bissau (1962), le Mozambique (1963), ainsi que dans d'anciennes colonies britanniques à l'image de la Namibie aux prises avec l'Afrique du Sud (1965) -, et des guerres civiles comme dans des zones d'apartheid telles que l'Afrique du Sud (1962) et la Rhodésie (Zimbabwe).

Dans ces luttes armées, des femmes firent aussi le sacrifice de leur vie pour libérer leur pays. Mais force est de constater que ces actes de bravoure féminine ont été souvent écartés de la mémoire collective pour laisser aux seuls hommes la paternité d'actions pourtant produites collectivement. Ainsi, des livres divers, des travaux de chercheurs, des documentaires, des programmes

scolaires, des poèmes et même des chansons ont immortalisé au-delà de l'espace national, les noms de charismatiques leaders anticolonialistes tels que Amilcar Cabral (1924- 1973), Agostinho Neto (1922-1979), ou Samora Machel (1933-1986), qui furent les meneurs des guerres de libération de Guinée Bissau, d'Angola et du Mozambique.

Cependant, il convient de s'interroger sur l'empreinte laissée à la postérité par toutes ces femmes qui se sont enrôlées dans la lutte armée et la reconquête du territoire national aux côtés de leurs compagnons d'armes. Les médias internationaux qui égrenaient jour après jour le décompte macabre de ces guerres tragiques, ne précisait jamais que parmi les commandos des armées de libération, se trouvaient aussi des combattantes. La guerre leur avait imposé une brutale émancipation en les alignant dans la défense de la liberté, mais, anonymes ou connues, elles ont autant sacrifié à celle-ci que leurs pères, frères, époux et fils sans pour autant bénéficier, en retour, d'une reconnaissance un tant soit peu équivalente. Les éphémères hommages rendus aux plus « chanceuses » – une statue ici pour l'une, un nom d'école ou de rue là-bas pour l'autre, une commémoration sans réelle solennité lors de « Journées des femmes » -, ne peuvent suffire à assurer leur postérité et transmettre aux jeunes générations le souvenir de leur héroïque sacrifice.

Les manuels d'histoire mentionnent peu voire pas du tout l'action de ces militantes qui empruntèrent, aux côtés des hommes, le chemin de la lutte armée, à l'image d'**Ernestina Silà** surnommée Titina (1943-1973), héroïque figure Bissau guinéenne entrée dans la guérilla à l'âge de dix-huit ans et qui fut commissaire politique du *Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert* (PAIGC) créé en 1956 par Amilcar Cabral. Elle avait à peine trente ans lorsqu'elle tomba dans une embuscade portugaise le 30 janvier 1973, une semaine après l'assassinat de Cabral à Conakry.

Malgré les difficultés de l'entreprise, à l'heure des indépendances, une époque où la promotion des femmes n'était pas vraiment à l'ordre du jour, certaines de ces femmes au caractère si combatif réussirent malgré tout à se frayer un chemin vers la scène politique.

Ce fut le cas de **Carmen Pereira** (1937-), résistante du PAIGC, qu'elle avait rejoint en 1962. Cet engagement politique ne l'empêcha pas d'effectuer une formation médicale en Union soviétique avant de revenir au combat et de devenir le seul membre féminin du *Comité exécutif pour la lutte*, organe regroupant les stratèges du parti. Après l'organisation d'élections dans les zones sous contrôle de la guérilla en 1973, Carmen Pereira fut désignée Présidente de l'Assemblée nationale populaire, poste qu'elle conserva jusqu'à une dizaine d'années après la proclamation de l'indépendance en septembre 1973. A la faveur d'un changement de régime, elle effectuera même un court intérim de trois jours comme chef de l'Etat (14-16 mai 1984), avant d'occuper diverses fonctions ministérielles.

On peut aussi mentionner **Francisca Pereira Gomes**, autre figure marquante du PAIGC qui mena une carrière ministérielle après la guerre, ou **Alda do Espirito Santo** (1926-2010), écrivain et femme politique originaire de l'archipel de Sao Tomé-et-Principe, qui, après la guerre en 1975, occupa les fonctions de ministre de l'Information et de la Culture, exerça deux mandats parlementaires de 1980 à 1991, et fut présidente de l'Assemblée nationale. Issue de la classe moyenne, - sa mère était institutrice et son père fonctionnaire des postes - elle étudia à l'université au Portugal où sa route croisa d'autres étudiants nationalistes originaires de différentes colonies portugaises comme Amilcar Cabral, Mario Pinto de Andrade, Agostinho Neto, Marcelino dos Santos. N'ayant plus les moyens de rester au Portugal, mais aussi parce qu'elle se savait surveillée en tant qu'activiste politique, elle interrompit ses études et repartit enseigner à Sao-Tomé où elle s'impliqua dans la résistance. Faisant de sa poésie une arme militante pour traduire les aspirations de son peuple colonisé, **Alda do Espirito Santo** fut la première écrivaine africaine de langue portugaise.

Par ailleurs, si certains pays, à l'image de l'Angola, du Ghana, de l'Afrique du Sud, etc., entretiennent le souvenir de leurs héroïnes, d'autres les vouent à un relatif oubli, plaçant l'historien dans une situation difficile où mettre en lumière les figures les plus connues, peut conduire à en occulter d'autres qui mériteraient tout autant la reconnaissance publique. Nous pouvons ainsi saluer l'exemple de l'Angola, qui non seulement continue d'honorer sa célèbre reine

Njinga Mbandi, mais a, en outre, érigé un monument majestueux sur un rond-point fréquenté de Luanda, baptisé *Carrefour des Héroïnes*, en hommage à cinq combattantes qui symbolisent à elles seules l'abnégation et le courage de toutes les femmes qui ont pris part aux guerres de libération.

Deolinda Rodrigues de Almeida (1939-1967), intellectuelle, militante du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA), faisait partie d'une colonne de guérilleros exécutés le 2 mars 1967 après d'effroyables tortures dans un camp militaire du Congo Kinshasa sous contrôle de l'UPA (Union des populations de l'Angola), une faction du Front national de libération de l'Angola (FNLA) constituant l'un des trois mouvements rivaux de la guérilla nationaliste. Leur groupe fut capturé pour avoir imprudemment traversé une zone contrôlée par leurs adversaires. Quatre autres jeunes femmes se trouvaient aux côtés de Déolinda : **Irene Cohen de Brito Teixeira** (1939- 1967), **Engracia dos Santos** (1947-1967), **Teresa Afonso** (1946-1967) et **Lucrecia Paim** (1939-1967). Engagées dans la lutte contre le colonialisme portugais, elles furent les victimes collatérales des antagonismes fratricides qui érodaient l'unité de la résistance au colonialisme. Engracia, Teresa et Lucrecia faisaient partie des populations civiles paysannes qui fuyaient la guerre avec leurs familles, quand elles avaient décidé de rejoindre la résistance, devenant membres du mouvement féminin du MPLA, l'*Organisation des femmes angolaises*, créé en 1961 et dirigé à l'époque par Irene Cohen.

Cette dernière avait fréquenté le lycée de Luanda, mais n'avait pu terminer son cycle secondaire par manque de ressources. Pour subvenir aux besoins de sa famille, elle prit un emploi de bureau dans l'administration coloniale en 1958. Très vite, elle rejoignit un groupe de jeunes intellectuels qui militaient dans la clandestinité à Luanda. En 1964, elle se rendit au Portugal, puis à Paris – avec un faux passeport – pour rencontrer des militants de la résistance angolaise de l'extérieur ainsi que des membres des jeunesses communistes françaises afin de les sensibiliser à la lutte dans son pays. En mars 1966, elle représenta des jeunes de son pays au huitième Congrès de la jeunesse communiste qui se tenait à Bucarest en Roumanie. Par la suite, elle rejoignit Brazzaville qui abritait alors le Comité directeur du MPLA, dirigé par Agostinho

Neto, et y travailla comme secrétaire de l'organisation. Elle suivit également un entraînement militaire afin de s'aguerrir au combat.

Sans doute est-ce son parcours personnel qui explique pourquoi, au sein de ce petit groupe de jeunes femmes, c'est le nom Deolinda Rodrigues qui a le plus été retenu : elle avait tenu un journal intime relatant au jour le jour son cheminement dans la guerre, et publié d'émouvants poèmes ; elle avait aussi renoncé à un exil aux Etats-Unis où elle effectuait ses études grâce à une bourse de l'église méthodiste, pour revenir s'engager dans la lutte armée.

Winnie Mandela – Nomzamo Winifred Zanyiwe Madikizela –, une autre figure de proue de la lutte anti-apartheid est née en 1936 dans le village de Bizana dans la province du Cap en Afrique du Sud. Initialement formée comme travailleur social, elle obtint plus tard une licence de relations internationales de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg.

Elle entame son parcours professionnel dans l'administration du bantoustan du Transkei avant de s'établir définitivement à Johannesburg, où elle fut la première travailleuse sociale noire de l'Hôpital Baragwanath. Professionnelle consciencieuse, elle réalise alors par son travail de terrain les conditions de vie déplorables de ses patients.

Elle rencontre l'avocat Nelson Mandela, leader de l'ANC, au cours des années 50. Ils se marient en juin 1958. C'est alors qu'elle s'installe à Soweto (South West Township), résidence de son époux. Pendant l'incarcération de ce dernier (1962-1990), elle est consignée à résidence à Brandfort dans l'Etat libre d'Orange. Pendant toutes ces périodes, Winnie Mandela s'engagea à combattre l'apartheid jusqu'à sa fin et éleva toute seule leurs deux filles, envoyées dans un internat au Swaziland.

Surveillée par le gouvernement de l'Afrique du sud, elle fut arrêtée et incarcérée, pendant un an, en prison de haute sécurité où elle fut torturée. Libérée, elle continua son activisme politique et fut emprisonnée à plusieurs reprises. En 1985, sa maison fut incendiée, mais Winnie a continué sa lutte

après son retour à Soweto. Ses actions militantes lui ont valu le surnom de « Mère de la Nation ».

Elle était impliquée dans de multiples activités sociales dont la création du Mandela United Football Club. Les membres du Club ont quelque peu terni la réputation de cette militante par le meurtre de Stompie Moeketsi, jeune garçon de 14 ans en 1989. Sa carrière politique amorce un certain déclin. Elle divorce en 1996.

En dépit de cette regrettable tournure des événements, elle est élue présidente de la Ligue des femmes de l'ANC. Avec l'élection de Nelson Mandela à la présidence en 1994, elle est nommée vice-ministre des Arts, de la Culture, de la Science et des Technologies. En 1999, alors que le leadership de l'ANC prend ses distances, elle est réélue au Parlement mais démissionne en 2003 sous des accusations de fraudes qui ont été rejetées en appel.

Femme à très forte personnalité, adulée pour son rôle dans la chute du régime apartheid, son histoire est sujet d'opéras, livres et de films.

Les quelques profils ici évoqués ne doivent toutefois pas occulter le nombre considérable de femmes, de l'Afrique du Sud au Zimbabwe, en passant par la Namibie, le Mozambique ou autres terres traumatisées par l'apartheid colonial, qui fit front pour relever avec force et courage les défis de l'Histoire.

Une artiste contre l'apartheid

En Afrique du Sud, revenons vers une artiste qui avait mis son talent au service de la lutte contre la tyrannie d'un régime raciste : **Miriam Makéba** (1932-2008). Première chanteuse africaine à acquérir une notoriété internationale dans les années 60, bannie de son pays pour son engagement contre l'apartheid, ses chansons firent prendre conscience au monde extérieur du drame des Noirs sud-africains victimes de l'apartheid. Née d'un père instituteur et d'une mère domestique chez des blancs, la jeune Zensi grandit dans un township (bidonville) proche de Johannesburg. C'est la violence de

cette condition qu'elle exprimera dans ses textes, violence qui débuta pour elle à quelques jours seulement de sa naissance, lorsque sa mère dut effectuer une peine de six mois de prison pour avoir vendu clandestinement de la bière artisanale.

Scolarisée plus tard dans une école méthodiste, elle y apprit la musique et grâce à la qualité de sa voix, intégra le chœur de l'école. Elle eut même l'honneur de chanter en solo lors d'une cérémonie d'accueil du roi Georges VI en visite en Afrique du Sud. Adolescente, Zensi travailla aux côtés de sa mère comme servante chez des blancs, et elle mit au monde, à 17 ans, sa première fille, dont le père décèdera deux ans plus tard. Pour vivre, elle commença à chanter dans des mariages et des célébrations diverses, et intégra bientôt un groupe de musiciens professionnels de jazz et de variétés dont elle deviendra la chanteuse attitrée.

Le groupe donna des concerts dans des pays voisins et en 1956, avec sa plus célèbre chanson « Pata Pata » Miriam se retrouva propulsée au rang de vedette internationale. Même si elle chantait souvent dans sa langue natale, ses intonations qui traduisaient tout le désespoir exprimé dans ses paroles, touchèrent un public international. En 1960, au terme d'une tournée aux Etats-Unis et en Europe, elle se vit frappée de bannissement à cause de ses témoignages sur la condition des Noirs dans des interviews.

S'ensuivront trente et un ans d'exil, au cours duquel elle posera ses valises un peu partout dans le monde avant de s'installer en Guinée à l'invitation du Président Sékou Touré. Le combat de Miriam Makeba la conduira jusqu'à la tribune des Nations Unies où elle dénoncera le scandale de l'apartheid. En 1966, elle sera la première Africaine à être récompensée d'un Grammy Award pour un album enregistré avec le célèbre artiste afro-américain Harry Belafonte. Lors de ses tournées américaines, Miriam Makeba côtoiera les plus grandes des stars de l'époque, de Marilyn Monroe à Duke Ellington. Au terme de son long exil, elle retrouvera son pays en 1991, après la libération de Nelson Mandela. Elle créera en 1995 à Johannesburg une fondation caritative

pour venir en aide aux femmes et aux jeunes filles victimes des violences qui gangrènent l'Afrique du Sud d'aujourd'hui. Le 9 novembre 2008, c'est sur une scène italienne, près de Naples, qu'elle s'effondra, victime d'une crise cardiaque, après avoir chanté une dernière chanson. Une mort d'artiste digne de ce symbole qu'on surnommait *Mama Africa*.

Les défis pour la nouvelle génération des femmes africaines

Bien avant l'appel du Panafricanisme à une résistance des peuples noirs contre la domination blanche, l'Afrique avait connu des épisodes de résistances héroïques où les femmes eurent bien souvent des rôles de premier plan. Cependant, les femmes des générations récentes ont su tirer du Panafricanisme un enseignement efficace pour organiser leur participation à la lutte anticoloniale et antiraciste et structurer leurs revendications pour une amélioration de leur statut dans la société.

A travers leurs associations, elles se sont rassemblées par-delà les frontières de leurs pays respectifs pour peser sur les politiques de développement de l'Afrique indépendante et faire entendre leurs aspirations à des sociétés plus ouvertes à l'émancipation et à la promotion des femmes. Même si les situations restent encore inégales selon les pays, ces femmes africaines ont, par leur mobilisation et leurs initiatives, su s'imposer globalement et acquérir une certaine visibilité dans de nombreux rouages de décisions, que ce soit à l'échelon national ou international. Quelle énergie n'ont-elles pas dû déployer pour faire évoluer des mentalités et des coutumes parfois liberticides pour les femmes! Citoyennes ou acteurs économiques et sociaux, ces femmes se sont engagées pour la démocratie, l'éducation, la santé, un meilleur partage des ressources nationales. Elles se sont investies aussi dans des combats politiques contre des dictatures et des systèmes d'oppression. Elles ont sensibilisé les dirigeants à la prise en compte de leur poids économique et social.

L'accès au pouvoir

En janvier 2006, la Libérienne **Ellen Johnson-Sirleaf** provoqua, à soixante-sept ans, un véritable ouragan médiatique en devenant la première Africaine chef d'Etat. Docteur en Economie diplômée de Harvard, elle a à son actif une carrière de haut niveau dans des institutions internationales comme la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ainsi que dans l'une des plus grandes banques américaines, la Citibank, dont elle fut vice-présidente. Mariée à 17 ans, elle avait su mener des études supérieures, l'éducation de ses quatre garçons, une brillante carrière et fait face à un divorce. Dans son pays, où les femmes disposent du droit de vote depuis 1946, son élection est venue couronner trois décennies d'engagement politique où elle avait connu la prison et l'exil, après avoir échappé de peu au peloton d'exécution de l'ancienne dictature militaire. Elle servit aussi son pays en tant que première femme Secrétaire d'Etat (1972-73), puis ministre des Finances (1980-1985). Celle qu'on surnomme affectueusement la *Dame de fer* a réussi à redonner espoir à sa patrie minée par quatorze années de guerre civile, mais riche de promesses du fait de ses ressources en caoutchouc, diamant, fer et bois.

En démontrant qu'une femme africaine peut diriger son pays avec compétence, Ellen Johnson-Sirleaf a aussi eu un rôle d'émulation et ouvert la voie à une autre de ses pairs, **Joyce Banda**, qui a accédé à la présidence du Malawi en 2012. Ancienne fondatrice de l'Association des femmes d'affaires de son pays, elle a occupé les portefeuilles de ministre de la Famille et de l'Enfant, puis des Affaires étrangères avant de devenir Vice-Présidente du Malawi. Dès son premier mandat de député elle avait fait de l'émancipation des femmes et de l'éducation des filles son cheval de bataille. Plus récemment, en 2014, **Catherine Samba-Panza**, l'ancienne maire de Bangui, a accédé au rang de Chef d'Etat de transition de la République centrafricaine. Femme d'affaires militante pour l'égalité des genres, elle a été élue pour ramener la paix dans son Pays en crise.

On doit également mentionner le cas du Rwanda qui, après avoir vécu un génocide et une tragique guerre civile, se distingua en 2008 en présentant, pour la première fois dans le monde, une majorité de femmes au Parlement, avec 51 députées. Les Rwandaises qui détiennent aujourd'hui 63,8% des sièges dans leur parlement, ont été suivies par d'autres femmes combattives qui occupent plus de 40% des sièges de députés au Sénégal et en Afrique du Sud, et plus de 35% au Mozambique, en Angola et en Tanzanie.

Rappelons aussi ces pionnières qui accédèrent au rang de Premier ministre, avec pour certaines des destins funestes: la Centrafricaine **Elisabeth Domitien**, première femme à devenir Premier ministre en Afrique en 1975 et qui fut emprisonnée au bout de quinze mois pour s'être opposée au Président Bokassa; **Sylvie Kinigi**, économiste, nommée chef du gouvernement du Burundi en 1992 et Présidente de la République intérimaire de 1993 à 1994; la Rwandaise **Agathe Uwilingiyimana**, chimiste de formation, nommée en 1993 et assassinée pendant le génocide ; **Mame Madior Boye**, ancienne magistrate nommée en 2002 au Sénégal, **Maria das Neves Ceita Baptista de Sousa**, de São Tomé-et-Principe, économiste, nommée en 2002; l'économiste mozambicaine **Luísa Dias Diogo** nommée en 2004 et qui connut le plus long mandat (2010). Elle continua sa carrière à la Banque mondiale avant d'oeuvrer dans un réseau international de femmes dirigeantes pour un développement plus équitable en faveur des femmes.

Il y eut aussi **Maria do Carmo Silveira**, économiste, ancien gouverneur de la Banque centrale de son pays, nommée en 2005 à Sao Tomé-et-Principe ; la juriste et présidente du sénat **Rose Francine Rogombe**, qui en 2009 fit un intérim de cinq mois comme Premier ministre du Gabon et enfin **Ruth Perry** du Libéria qui fit également un an d'intérim en 1996 comme Présidente du Conseil d'Etat. La benjamine dans cette fonction est la Sénégalaise **Aminata Touré** nommée en 2013. Ancienne ministre de la Justice, elle a aussi servi neuf ans aux Fonds des Nations Unies pour la population où elle dirigea le Département des droits humains. Titulaire d'un doctorat en Management financier international, elle a fait ses études en France et aux Etats-Unis.

L'émergence d'un nouveau leadership féminin

Le fait qu'en Afrique, de plus en plus de femmes occupent des postes ministériels, diplomatiques ou des responsabilités entrepreneuriales, ne constitue plus une singularité. Certaines ont même investi des domaines inattendus. Comme cette figure emblématique qui porta haut l'image de la femme africaine en remportant en 2004 le Prix Nobel de la Paix pour ses trente ans de combat en faveur de l'émancipation des femmes, du développement durable et de la démocratie : l'universitaire et professeur de biologie animale **Wangari Muta Maathai** (1940 – 2011). On est frappé par le destin de cette Kikuyu née dans une famille de cultivateurs pauvres du Mont Kenya qui parvint à une telle reconnaissance internationale. Brillante élève, elle obtint une bourse pour entreprendre des études de biologie dans une université américaine, suit une formation doctorale en Allemagne et obtient son doctorat en 1971 à Nairobi University College. Elle devient professeur d'anatomie en médecine vétérinaire à Université de Nairobi. Elle fut cinq ans plus tard la première femme de son pays à occuper une chaire d'Université. L'association *Green Belt Movement* (mouvement de la ceinture verte), qu'elle créa en 1977, permit de reboiser plusieurs régions du Kenya où plus de 30 millions d'arbres furent replantés autour de villages, d'espaces cultivés et d'écoles. Ce projet environnemental d'envergure a procuré des milliers d'emplois à des femmes rurales regroupées en associations ayant en charge la gestion de 5000 pépinières. L'ambition de Wangari était de pousser les villageois à lutter contre la déforestation et à produire une énergie durable.

Au début, on douta du sérieux de l'entreprise de cette universitaire qui prétendait bouleverser les traditions locales en misant sur l'action des femmes. Mais à force de persuasion, allant à la rencontre des femmes, elle réussit à les convaincre de combattre la fatalité en s'investissant dans un travail productif aux bénéfices multiples. Devant ces premiers succès, l'initiative fit des émules ailleurs dans le monde et en 1986, le *Green Belt Movement* s'élargit en un réseau panafricain.

Tout en s'occupant de ses trois enfants, Wangari Maathai s'impliqua également dans la mise sur pied d'un *Conseil national des femmes du Kenya*

dont elle devint la Présidente en 1981. Son mari, appréciant peu cet activisme, demanda le divorce. Wangari décida alors d'investir l'arène politique. Lorsqu'en 1989 le gouvernement voulut raser un parc de la capitale pour y construire le siège du parti au pouvoir, Wangari prit la tête de la contestation du projet, appuyée par des sympathisants qui se relayaient nuit et jour dans un *Freedom Corner* au coeur du parc. Ils furent bientôt rejoints par un mouvement de mères et soeurs de détenus politiques en grève de la faim. Cette agitation lui vaudra la colère du pouvoir. Elle fut bastonnée par la police et emprisonnée, mais le projet de construction dut être abandonné.

Dix ans plus tard, elle subit de nouvelles violences policières pour avoir dénoncé des tentatives illégales de démembrement de la forêt kenyane au profit de promoteurs. Une fois de plus, l'ampleur de la mobilisation fera reculer le pouvoir. Wangari Mathai deviendra alors une véritable icône dont les plaidoyers pour les droits de l'Homme, la justice sociale et la préservation de l'environnement gagneront les tribunes internationales. En 1997, elle entreprit même de se présenter à l'élection présidentielle, et loin de se laisser décourager par son échec à celle-ci, elle deviendra ensuite chef de file de la campagne *Jubilee 2000* pour l'annulation de la dette en Afrique.

En 2002, élue au Parlement kenyan à la faveur d'un changement de régime, elle fut nommée Secrétaire d'Etat à l'Environnement. Le Prix Nobel de la Paix reçu en octobre 2004 lui apportera une notoriété mondiale. Réclamée sur différentes scènes internationales, Wangari reçut de nombreuses distinctions honorifiques et continua avec modestie à plaider pour des dispositifs de développement en faveur des plus humbles en Afrique. En 2005, la presse américaine la désigna comme l'une des 100 personnalités les plus influentes du monde. Elle devait décéder d'un cancer en 2011.

En 2011, sept ans après la désignation de la première Nobel du continent, deux nouvelles femmes africaines reçurent conjointement le Prix Nobel de la Paix : la présidente **Ellen Johnson Sirleaf**, sa compatriote libérienne **Leymah Gbowee**, dirigeante d'un mouvement pacifiste de femmes pour effacer les séquelles de la guerre civile, « Women of Liberia Mass Action for Peace», conjointement avec une jeune militante yéménite, **Tawakkul Karman**,

diplômée en gestion, journaliste et activiste politique, fondatrice en 2005 de l'association « Femmes journalistes sans chaînes » pour la liberté d'expression.

Dans un autre domaine, grâce à leurs combats multiples et multiformes, les femmes africaines sont aujourd'hui reconnues comme agents économiques à part entière dans nombre d'institutions qui naguère les classaient avec dédain dans une économie *souterraine* ou *informelle*. Or qu'elles soient chirurgiens, ingénieurs, experts comptables, professeurs, agricultrices ou artisans, toutes contribuent à l'essor de leur pays. L'exemple de ces audacieuses commerçantes le démontre aisément, qui, même non scolarisées, affichent une étonnante maîtrise des places financières internationales où elles font fructifier les bénéfices des containers de marchandises qu'elles importent du Brésil, d'Inde ou de Chine. Des femmes qui assument souvent seules les études de leurs enfants dans les meilleures universités occidentales. Autre exemple, ces paysannes qui, négligées par leurs Etats et par les systèmes bancaires traditionnels, se débrouillent à l'aide de micro-crédits ou en gérant leur modeste épargne dans des tontines administrées avec rigueur. Elles représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole du continent, et tentent de s'adapter aux contraintes des marchés extérieurs en développant des activités de transformation et de commercialisation de leurs produits ou en se regroupant en coopératives pour optimiser leurs activités. Les réussites ne sont pas rares, lorsqu'elles s'orientent par exemple vers des exportations alternatives comme le commerce solidaire dont elles peuvent tirer une certaine autonomie financière.

Et que dire de ces mères de famille qui, confrontées à une économie de survie dans les villes africaines, tentent de joindre les deux bouts grâce à de multiples activités informelles pour soigner leurs enfants et les envoyer à l'école. Même lorsqu'elles se retrouvent en situation de vulnérabilité et de violence du fait de guerres et de maladies telles que le VIH sida, – dont elles sont souvent, avec leurs enfants, les premières victimes innocentes – elles n'arrêtent pas de se battre pour que le monde ne les oublie pas. Toutes ces femmes portent elles aussi le continent à bout de bras. Des Etats, des organisations interafricaines comme l'Union africaine et la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), des pays industrialisés, des organismes et agences de

coopération, qui institutionnalisent désormais des stratégies d'intégration des femmes dans leurs programmes contre la pauvreté, l'ont maintenant compris.

Cette immense contribution des femmes africaines à la marche du monde, est encore peu visible, car elles sont insuffisamment valorisées, tant dans leur propre pays qu'à travers le monde, notamment dans les médias. Or le fait qu'on ne les montre presque jamais en exemple ne signifie pas qu'elles ne peuvent pas être crédibles. Même si accéder à la notoriété reste pour elles un parcours du combattant, il n'en demeure pas moins qu'un nombre croissant d'Africaines acquièrent de hauts niveaux de connaissances, participent à une féminisation de métiers variés, s'approprient des technologies complexes et détiennent une part significative de la valeur ajoutée de multiples compétences nationales.

Ainsi, d'autres femmes que celles mentionnées précédemment font aussi la fierté de l'Afrique : la nigériane **Ngozi Okonjo-Iweala**, économiste diplômée de Harvard et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), qui devint en 2007 directrice générale de la Banque mondiale et est aujourd'hui Ministre des Finances de son pays ; **Nkosazana Dlamini-Zuma**, docteur en médecine, militante de l'ANC en lutte contre l'apartheid, qui fut associée aux négociations sur l'accession de la majorité noire au pouvoir, et devint Ministre de la Santé du premier Gouvernement noir sud-africain dirigé par Nelson Mandela. Cette femme de combat fut désignée en juillet 2012 Présidente de la Commission de l'Union africaine.

Sa compatriote **Phumzile Mlambo Ngcuka** a aussi porté haut ce flambeau de la femme africaine. Vice-présidente de la République Sud-africaine en 2005, l'ancienne enseignante, membre de l'ANC, devenue chef d'entreprise puis députée, et qui occupa différents postes ministériels dont celui de l'Energie et des Mines, a été nommée en juillet 2013 Directrice exécutive d'ONU Femmes, succédant à l'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet.

L'Afrique peut être aussi fière de la physicienne nigériane **Francisca Nneka Okeke**, doyenne du département de physique de l'Université de Nsukka au Nigeria, et lauréate 2013 du *Prix L'Oréal/ UNESCO pour les femmes et la Science*. L'Afrique peut être fière enfin de **Cécile Kyenge**, médecin

ophtalmologue de 49 ans, originaire de la République démocratique du Congo, première femme noire élue députée en Italie où elle a été nommée en avril 2013 Ministre de l'Intégration, et qui fait courageusement front à des attaques racistes d'une frange de la population qui n'admet pas un Noir à une telle représentation. C'est en réaction à ce même comportement haineux que naquit au 19^e siècle le mouvement panafricaniste.

Il y a lieu de saluer toutes ces femmes de courage qui osent aller au bout de leurs combats et de leurs convictions, malgré les barrières, les violences, les difficultés, les doutes, et d'observer avec confiance la jeune génération d'Africaines, femmes d'entreprises, ingénieurs, chercheurs, militantes associatives, dont certaines ont été récemment désignées par le magazine américain Forbes, comme des jeunes femmes d'influence qui pèseront dans l'Afrique de demain.

Partie II

Cinquante ans de lutte pour l'égalité (1962-2012)⁶

6 Le texte a été réalisé avec la contribution de Ravaomalala Rasoanaivo-Randriamamonjy, consultante du Département Afrique de l'UNESCO.



L'Organisation panafricaine des femmes, emblème de la lutte des femmes pour l'égalité

L'un des points d'orgue de la lutte des femmes africaines pour la reconnaissance de leurs droits et de leurs capacités est la création de l'Organisation panafricaine des femmes (OPF) en 1962, un an avant la fondation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Rassemblées lors d'une conférence tenue au Tanganyika, un groupe de pionnières se mobilisa pour apporter un soutien marqué aux efforts engagés par Julius Nyerere Kambarage, premier président de la Tanzanie, contre le colonialisme en Afrique et l'apartheid en Afrique du Sud. Dans un élan de conscience politique inédit, les femmes réunies à cette conférence sentirent la nécessité de fédérer leurs luttes pour l'égalité sous l'oriflamme du Panafricanisme. Elles créèrent ainsi l'Organisation des femmes africaines, qui devint par la suite l'Organisation panafricaine des femmes lors du Congrès de Dakar en juillet 1974.

L'OPF tient une place très particulière dans l'histoire de l'Afrique tant elle démontre la capacité des mères et filles d'Afrique d'être à la pointe de la libération non seulement d'elles-mêmes mais d'un continent tout entier. L'histoire de l'Afrique est certes riche de ces nombreux exemples de femmes qui se sont soulevées et mobilisées pour lutter contre les injustices à travers le continent africain. La création de l'OPF exprima pourtant quelque chose de plus profond encore en démontrant la capacité chez les femmes africaines à innover dans les formes de la lutte collective.

Aujourd'hui, un quart de siècle après la fin de la Guerre froide et de l'Apartheid, les luttes du continent n'ont plus le caractère d'une confrontation géopolitique généralisée. Les combats se sont déplacés. Ils sont devenus plus intérieurs aux sociétés, à l'intérieur desquelles trop de femmes et de filles peinent à accéder aux mêmes opportunités que les hommes. L'OPF s'est désormais donné pour mission d'offrir une plate-forme pour échanger des vues, pour diriger et soutenir l'action contre la violation des droits de l'homme, ceux des

femmes en particulier, et pour renforcer la paix dans le monde entier et sur le continent. Enfin, l'OPF ambitionne de favoriser l'amitié et la coopération entre les femmes et les femmes africaines partout dans le monde.

L'OPF poursuit ainsi une action dont le cinquantenaire devait souligner l'importance et la pertinence ainsi que des perspectives d'avenir. Dans l'ambition d'affirmer la priorité stratégique globale qu'elle accorde à l'Afrique ainsi qu'à l'égalité des genres et au renforcement des capacités des femmes, l'UNESCO a choisi de donner toute sa résonance à cet anniversaire en organisant à son Siège, les 14 et 15 novembre 2012, une manifestation pour mettre en avant l'OPF et ses fondatrices ainsi que, de manière plus générale, les situations et les actions des femmes africaines. Cette célébration s'est effectuée en deux temps. Dans un premier temps, deux manifestations culturelles : une exposition sur le militantisme des femmes en Afrique et une représentation théâtrale intitulée « A Woman in Waiting », réalisée par Yael Farber et Thembi Mtshali-Jones. Dans un second temps, le jour suivant, les débats et une table ronde sur le thème « Le rôle des femmes africaines : hier, aujourd'hui, et demain ».

« Le rôle des femmes africaines : hier, aujourd'hui et demain »



Fig. 14. Mme N'Kosazana Dlamini Zuma et Mme Irina Bokova (Paris, UNESCO, le 15 nov. 2012).

© UNESCO 2012

La conférence a réuni plusieurs experts et débattu des actions politiques et sociales de femmes africaines dans le passé, le présent et le futur⁷. La journée a été structurée en trois parties : une séance d'ouverture, des témoignages de hautes personnalités et une table ronde.

7 Voir Annexe 1.

La séance d'ouverture, sous la présidence de Mme Dolana Msimang, Ambassadeur, Déléguée permanente de la République d'Afrique du Sud, a commencé par une allocution de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. Elle a exprimé un accueil chaleureux aux Délégués et aux participants et a souhaité une belle réussite à la conférence. M. Maurice Cukierman a ensuite rendu hommage à feu Dulcie September et autres héroïnes qui ont payé le prix suprême pour la libération du continent. M. Olabiyi Babalola Joseph Yai, Ambassadeur, Délégué permanent de la République du Bénin, a présenté une brève biographie de la Présidente de l'Union Africaine, Mme Nkosazana Dlamini Zuma, qui a ensuite donné le discours inaugural.

La séance des témoignages de hautes personnalités sous la présidence de Mme Antoinette Batumubwira de la Banque Africaine de Développement, a compté trois interventions : Mme Lulama Xingwana, Ministre des femmes, des enfants et des personnes handicapés de la République d'Afrique du Sud, a fait part de l'expérience de son pays. Elle a été suivie par Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, Présidente de la Cours constitutionnelle de la République du Gabon. Et enfin, Mme Susan Lyimo, membre du Parlement de la République Unie de Tanzanie a clôturé les débats de cette séance.

La table ronde de l'après-midi a été le point d'orgue de la journée. Plusieurs intervenants ont pris la parole sous la présidence de Mme Elizabeth Paula Napeyok, Ambassadeur, Déléguée permanente de la République d'Ouganda, Présidente du Groupe Africain de l'UNESCO. Notamment et par ordre de présentation, Mme Zohour Alaoui, Ambassadeur, Déléguée permanente du Royaume du Maroc, Mme Catherine Vidrovitch, historienne et professeur émérite de l'Université Paris Diderot, Mme Sylvia Serbin, journaliste et historienne, M. Ali Moussa Iye, Chef de Section Histoire et Mémoire pour le Dialogue, Secteur de la Culture, UNESCO, Mme Sacha Rubel, Spécialiste du programme du Secteur de la Communication et Information de l'UNESCO, Mme Jane Freedman, Spécialiste du programme de la Division de l'UNESCO pour l'Égalité des genres, Mme Litha Musyimi-Ogana, Directrice chargée des questions relatives aux femmes, à la parité et au développement de l'Union Africaine, Mme Elisabeth Ilboudo, économiste, experte chez BNP-Paribas

et représentante des femmes de la Diaspora africaine, Mme Sire Danfakha, Présidente de l'Association Kedougou.

Les débats très animés se sont enchaînés sur plus de trois heures et la journée s'est terminée avec une séance de conclusion et discours de remerciements de Mme Begum Taj, Ambassadeur, Déléguée permanente de la République de Tanzanie.

Les participants ont fortement affirmé la nécessité de poursuivre l'action des mères fondatrices. L'objectif prioritaire de cette action a été pendant longtemps l'indépendance politique des peuples d'Afrique, l'unité du continent et la lutte contre le colonialisme. Une autre préoccupation demeure aujourd'hui au cœur de cette mission : assurer aux femmes africaines leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels.

Les débats ont porté sur l'hommage à l'héritage des fondatrices de l'organisation, la promotion et le développement des acquis, l'évaluation des actions accomplies et les défis futurs.

Les pionnières de la lutte pour l'indépendance : les fondatrices de l'OPF

Comme l'a souligné **Mme N'Kosazana Dlamini Zuma**, l'existence et l'action de l'Organisation panafricaine des femmes, créée un an avant l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) témoignent du rôle précurseur des femmes africaines. Ce fait marquant illustre bien le rôle pionnier des femmes africaines dans le mouvement panafricain. Les mères de l'Afrique ont eu cette intuition du potentiel de réflexion et d'action d'un mouvement à l'échelle du continent. Dans l'esprit du Panafricanisme qui trouvera son expression politique avec la création de l'OUA, elles ont mis à la disposition des femmes du continent une plate-forme d'échange, de dialogue et de coopération, non seulement entre elles mais aussi avec les femmes du monde entier. Elles ont développé dès lors, comme l'a souligné Mme N'Kosazana Dlamini Zuma, une vision pour le continent, ont reconnu l'importance de l'inclusion des femmes dans les

décisions économiques politiques, sociales et culturelles pour l'émancipation totale du continent. Les objectifs de l'OPF démontrent également leur préoccupation non seulement pour leur libération mais aussi pour celle de leur pays, pour la situation de leurs enfants et des droits de l'homme.

L'histoire de la création de l'OPF est étroitement liée à l'histoire personnelle et professionnelle de ses fondatrices et de personnalités fortes sur tout le continent. Elles avaient réalisé à travers leur parcours personnel et le quotidien de leur communauté l'importance de la consolidation des efforts mis en œuvre au plan national par le développement d'un mouvement panafricain, et ont mis en avant le Panafricanisme comme vision pour le continent. Les conditions de la naissance de l'OPF dans la période des premiers bouleversements des indépendances ont été influencées par la situation politique des pays, d'une part, et la situation des femmes subissant une double oppression, celle du genre, et celle de la race, d'autre part. **Mme Catherine Coquery-Vidovich** constate aussi cette violence accrue dans la double contrainte sur la condition des femmes exercée par les colonisateurs, et par le conformisme social des chefs coutumiers. La lutte des femmes pour l'amélioration de leurs conditions de vie devient très importante au moment des mouvements de libération. Il en est ainsi des révoltes des femmes de Lomé contre les impôts et taxes ou celle des femmes d'Abidjan lors de leur marche sur le tribunal de Grand Bassam pour la libération de leurs frères et époux emprisonnés pour leurs opinions politiques, les actions de Funmilayo Ransome Kuti. En effet, elles se sont alors intéressées aux liens entre leur situation et la situation de leur pays.

Mme N'Kosazana Dlamini Zuma l'a souligné en rappelant que l'OPF a émergé dans ce contexte de mobilisation des femmes « pour des questions de la vie quotidienne mais aussi des objectifs aussi vastes que la libération de l'Afrique, dans une unité de buts pour tirer le continent des griffes du colonialisme ». Leur engagement s'est accentué dans ces années de lutte. Leur implication politique en a fait parfois des leaders au sein des organisations, de hauts responsables dans leur pays. Elles se sont distinguées comme militantes dans les partis nationalistes, pour les droits civiques et les luttes de libération. Elles participaient aux discussions politiques, à l'élaboration de programmes et à la préparation d'élections.

Jeanne Martin Cissé, la première Secrétaire générale de l'OPF avait commencé son activité politique dans son pays, la Guinée, au sein du Rassemblement démocratique africain - RDA. Elle s'est installée avec son époux au Sénégal et s'est impliquée au sein de l'Union démocratique sénégalaise, section territoriale sénégalaise du RDA, prolongeant son engagement politique et ses débuts de militante en Guinée. Elle a cependant conservé des liens avec le Président Sékou Touré qui l'a désignée comme représentante du RDA au Congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes tenu à Asnières en 1954.

Comme nombre de ses compagnes politiques, elle a réinvestit son énergie dans son pays d'affectation. Elles ont mis à profit le caractère interterritorial et volontiers fédéraliste de mouvements ou partis qui mettaient l'accent sur l'unité africaine, élargissant naturellement l'espace politique de leur action.

Funmilayo Ransome-Kuti (Nigéria), la Lionne de Lisabi, syndicaliste et militante passionnée de la lutte anticoloniale, est connue pour son leadership des femmes egba contre une taxation arbitraire, qui a abouti à l'abdication du roi Ademola II en 1949. Elle fonda la Fédération des femmes nigérianes qui, par la suite, s'allia avec la Fédération internationale démocratique des femmes. Elle s'illustra aussi sur la scène internationale, notamment à travers une riche correspondance et des articles, déployant une véritable stratégie de pression. Ses écrits mettent en lumière un vaste réseau de relations à travers tout le continent africain et au-delà. Elle a assisté à de nombreuses conférences sur les femmes en Afrique, mais aussi sur tous les autres continents. Elle entretenait des liens étroits avec le Mouvement des femmes de la Sierra Leone.

Pour sa part, Aoua Keita, militante syndicaliste et pionnière de la lutte pour l'indépendance du Mali, très politiquement engagée et fine stratège acquise à la cause d'une union de toutes les femmes d'Afrique, a mené une tournée de sensibilisation des chefs d'États à travers le continent afin qu'ils adhèrent à la création de l'OPF en préparation.

Le développement de ce vaste réseau de femmes militant pour l'union était animé par des individualités fortes, mais aussi des mouvements féminins dans tout le continent. Une première convergence des leurs actions pour une union au niveau du continent trouva son expression dans la création de l'Union des femmes de l'ouest africain (UFOA) en 1959. Son congrès fondateur rassembla des représentantes de mouvements de femmes de Guinée, du Sénégal, du Soudan français (actuel Mali) et du Dahomey (actuel Bénin). Ces assises furent le lieu de rencontre de nombreuses militantes. Jeanne Martin Cissé fit partie de la délégation guinéenne, Aoua Keita y participa au nom du Mali.

Bien que son existence fût extrêmement brève, l'UFOA favorisa le rapprochement entre les femmes des pays francophones et anglophones. L'Union des femmes de Guinée – Ghana, créée en novembre 1958 dans le cadre de la première Conférence des Peuples africains tenue à Accra, s'élargit au Mali en 1961 et établit des contacts avec le Nigeria. La même année se tint à Conakry une première Conférence rassemblant les représentantes de l'UFOA, de la Sierra Leone, du Nigeria et du Libéria, ainsi que du Maroc et de Tunisie.

À l'est du continent, une série de séminaires de femmes africaines tenus à Nairobi au début des années 1960, avec le soutien de Margaret Kenyatta, ont été le lieu de premières discussions au sujet des préoccupations de femmes. Initiés comme des séminaires nationaux au Kenya en 1962-1963, leur champ fut étendu à l'Afrique de l'Est en 1964, avec la participation de représentantes du Tanganyika et de l'Ouganda. Certaines des femmes impliquées dans ces séminaires ont poursuivi leurs activités au sein de la Conférence des femmes africaines, qui deviendra l'OPF.

Ayant tissé des relations approfondies à l'occasion de ces conférences et différentes autres rencontres, les militantes de toute l'Afrique viennent peu à peu à l'idée de concrétiser l'union des femmes africaines à l'échelle du continent. Un comité préparatoire fut convoqué à Bamako, du 08 au 10 juin 1962. Il décida de donner le nom de « Conférence des femmes africaines » à cette association. À l'invitation du Président Nyerere elle tiendra son

assemblée générale constitutive à Dar-Es-Salam au Tanganyika, actuelle Tanzanie, du 27 au 31 juillet 1962. Cette conférence réunit les représentantes de 14 pays et de 10 mouvements de libération nationale, tels que l'ANC en exil et le MPLA (**voir en annexe**). Des militantes sud-africaines renommées telles que Gertrude Shope, Adelaide Tambo et Winnie Madikizela-Mandela ont participé activement à la formation de la Conférence. Le 31 juillet sera désormais célébré comme la journée panafricaine des femmes.

Cette Conférence des femmes africaines prendra par la suite le nom d'Organisation panafricaine des femmes (OPF) lors de son Congrès de Dakar en 1974. Son rôle fut essentiel dans la construction de l'unité et la solidarité entre les femmes africaines au cours d'une période cruciale de la lutte pour l'émancipation politique.

Il est important de rappeler à nouveau que les femmes africaines ont devancé, par une coordination continentale de leurs actions, une démarche politique d'envergure que sera la fondation de l'OUA. La création de l'OPF a précédé celle de l'OUA, peut-être de la même manière que la Charte des femmes d'Afrique du Sud a précédé la Charte des libertés, comme l'a si justement relevé **Mme Lulama Xingwana**, Ministre des femmes, des enfants et de personnes handicapées d'Afrique du Sud.

Ce rôle précurseur des mouvements féminins en Afrique, que portera désormais l'OPF à l'échelle continentale, et qui a privilégié un esprit panafricaniste dans la mobilisation pour la libération de l'Afrique, est à présent unanimement reconnu. Ainsi que l'a déclaré **Mme Irina Bokova**, Directrice générale de l'UNESCO, « l'Organisation panafricaine des femmes a accompagné l'essor de l'indépendance. Elle a lutté contre toutes les formes de discrimination et d'injustice. Elle a hissé le drapeau de la liberté dans toutes les parties du continent ».

A cette époque agitée des luttes pour les indépendances, les objectifs prioritaires de l'OPF étaient tout naturellement la libération totale du continent africain, l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une justice commune qui défend les droits de l'Homme en tant qu'être humain. L'action infatigable

de ces combattantes de la liberté et les sacrifices que nombre d'entre elles ont consentis, notamment dans la lutte armée pour la libération nationale, témoignent de leur engagement total envers cette cause prioritaire. Même si on ne peut nier que le rôle des femmes africaines n'est pas toujours reconnu, la force de l'espérance que nombre d'entre elles ont incarnée dans la défense de cette cause, a conforté leurs héritières dans leur volonté de poursuivre cette œuvre. Comme en a témoigné **M. Maurice Cuckierman**, ce fut le cas de Dulcie September, « symbole de l'Afrique contre l'apartheid, le racisme, le colonialisme, pour la lutte de libération des autres continents, le développement, digne héritière des mères fondatrices, de leur dynamisme sur le plan international, qui a porté haut et fort la voix des combattants contre l'apartheid en France ».

Fidèle à cet engagement, l'OPF a porté la voix, non seulement des femmes africaines, mais de l'ensemble des peuples africains luttant pour leur indépendance et la justice. Elle a fait prendre conscience des discriminations et des injustices dans les sociétés emprisonnés sous le joug colonial dans les débats menés sur le continent africain et dans nombre d'instances internationales, y compris celles du système des Nations unies. Elle a démontré que les mouvements de femmes africaines ont été au premier plan des combats et à l'initiative de nombreuses idées et des pratiques, adoptées par la suite de mouvements internationaux de femmes.

L'OPF face au développement socioéconomique et culturel

Au lendemain de l'accession des pays africains à la souveraineté, la tâche de renforcer le statut et le rôle des femmes en vue de la suppression des inégalités diverses demeurerait immense. L'OPF a relevé à nouveau le défi de mobiliser autour des problématiques plus intimement liées à la femme et à son autonomisation. Elle a intensifié ses efforts dans d'autres domaines majeurs au cœur de sa mission. Elle aura à cœur notamment de poursuivre la lutte initiée lors de la période des indépendances, pour l'application des droits politiques, économiques et culturels de la femme africaine, pour sa participation effective

et responsable au développement socioéconomique et culturel de l'Afrique, y compris aux prises de décisions relatives à la vie politique, sociale et culturelle, nationale et internationale.

Grâce à cette solidarité et cet engagement des femmes, une évolution certaine de leur situation a pu être constatée durant les 50 ans d'existence de l'OPF. Mais les progrès restent incertains et inégaux.

Dans le domaine de l'éducation, par exemple, malgré ces avancées, les disparités entre les sexes s'accroissent significativement avec le niveau d'études. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de 2013/4, au niveau du primaire, l'Afrique subsaharienne, avec un indice de parité entre les sexes (IPS) se situant à 0,93, n'a pas encore atteint la parité. Elle a néanmoins enregistré d'importants progrès, l'IPS y équivalant à 0,85 en 1999. S'agissant du secondaire, sur 137 pays disposant de données pour 1999 et 2010, le nombre de ceux où l'on comptait moins de 90 filles scolarisées pour 100 garçons en 1999 était de 28, dont 16 en Afrique subsaharienne. En 2010, sur les 30 pays affichant moins de 90 filles pour 100 garçons, 18 étaient situés en Afrique subsaharienne. Dans l'enseignement supérieur, on compte six étudiantes pour dix étudiants en Afrique subsaharienne contre environ huit étudiants pour dix étudiantes en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest.

Bien que les disparités entre les sexes dans la scolarisation et l'alphabétisation diminuent dans les pays, il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'égalité entre les sexes dans ce domaine. Dans nombre d'entre eux, le taux d'analphabétisme chez les femmes demeure élevé. Des efforts encourageants ont été accomplis dans le développement de programmes scolaires, de matériel didactique et des manuels pour améliorer l'image de soi, la vie et les opportunités de travail pour les filles.

La solution aux défis actuels et futurs du développement durable de l'Afrique dépend de la mobilisation de toutes ses ressources humaines, en particulier des femmes. À cette fin, le continent doit, entre autres, pleinement utiliser le potentiel scientifique de la moitié de la population que représentent les

femmes. Cette utilisation est aujourd'hui insuffisante puisque selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, la proportion de femmes par rapport au nombre total de chercheurs s'élevait en 2010 à 34.5%. Et comme dans d'autres régions du monde, elles sont trop souvent confinées à des filières « féminines » et tiennent peu de postes de haute responsabilité.

La mesure des progrès réalisés par les femmes pour sortir de la pauvreté, dont elles sont les premières victimes, est difficile à déterminer. Mais l'on sait à quel point elles réussissent quand elles prennent leur destinée et celle de leurs familles et communautés en mains, notamment à travers les projets financés par les micro-crédits et des projets communautaires à petite échelle. A ce sujet, **Mme Irina Bokova** a aussi rendu hommage à ces femmes qui mènent le changement dans les petites choses qui importent pour leurs sociétés et communautés – dans la promotion de l'éducation de qualité et l'accès aux soins de santé, la lutte pour les droits, la lutte pour la pleine participation, la promotion de la paix, la réconciliation et le développement.

Au niveau national, de nombreux pays africains s'orientent vers une meilleure protection des femmes, notamment dans le domaine des droits et de l'égalité. **Mme Marie-Madeleine Mborantsuo**, Présidente de la Cour constitutionnelle du Gabon, a ainsi confirmé que les femmes étaient présentes dans la construction de leur nation avec des tâches traditionnelles, mais aussi modernes. Elle a rappelé qu'aujourd'hui cette amélioration a pu être inscrite dans la loi. Dans un certain nombre de pays la loi fondamentale reconnaît l'égalité des genres.

Plusieurs pays ont lancé des processus de programmation pour intégrer le genre dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté et mettre en place des mécanismes pour mesurer l'égalité des sexes dans les projets et activités. Ils redistribuent les dépenses publiques en faveur de programmes visant à l'autonomisation des femmes. Dans certains pays, les systèmes de protection et sécurité sociales sont en expansion, couvrant les programmes spéciaux pour les femmes sans emploi, les systèmes de micro-finance et les régimes de retraite pour les femmes âgées. Des progrès manifestes ont été enregistrés dans l'éducation des femmes. L'éducation représente l'un des succès dans le

domaine des Objectifs du Millénaire pour le Développement en Afrique. Succès en grande partie attribuable à l'instauration par de nombreux gouvernements de l'enseignement élémentaire gratuit et obligatoire.

Malgré les avancées enregistrées, les obstacles sur la voie de l'amélioration de la condition des femmes demeurent nombreux. Ces dernières années, plus du tiers des conflits armés dans le monde ont eu lieu en Afrique. Les guerres ont détruit les infrastructures, freiné le développement et rendu les femmes plus vulnérables, notamment au viol et aux abus. En matière de santé, les pays africains ont convenu d'y investir 15% de leurs budgets. Elle demeure cependant un sujet de préoccupation particulièrement sensible pour les mouvements de femmes. Il en est ainsi notamment de l'impact du VIH/sida, de la mortalité maternelle et de la violence envers les femmes, notamment dans les zones de combat

En revanche, les progrès en matière d'égalité dans la représentation politique des femmes ont été parmi les plus spectaculaires, même s'il convient de dépasser le simple stade d'encourager la participation des femmes au parlement en renforçant leurs capacités à contribuer plus activement aux débats et aux décisions.

En Afrique du Sud et en Ouganda, 30 % des sièges au parlement sont désormais réservés aux femmes. **Mme Susan Lyimo**, parlementaire tanzanienne, a mentionné l'exemple de son pays. En 1985, les femmes y occupaient 9% des sièges au Parlement et aujourd'hui 36,7%, et 25% des postes ministériels. Au Rwanda la représentation féminine atteint 64 %, la plus élevées au monde. Des femmes président les parlements ou une des chambres des parlements du Botswana, du Gabon, du Mozambique, de l'Ouganda, du Rwanda, du Swaziland, de la Tanzanie, et du Zimbabwe. Dans des pays comme le Nigeria, des femmes ont occupé des postes ministériels importants, comme la défense et les finances. Au Maroc, comme témoigne **S. Exc. Mme Zouhour Alaoui**, Ambassadeur, Déléguée permanente auprès de l'UNESCO, les femmes sont passées « du pouvoir d'influence au pouvoir d'action ». En 2007, la représentation de la femme au sein du gouvernement marocain avait atteint un record historique : 7 des postes ministériels clés.

Aujourd'hui 10 femmes sont ambassadeurs, 60 parlementaires, 39 agents d'autorité et 2 gouverneurs et une femme est à la tête du patronat marocain.

L'OPF et l'Union africaine

Le niveau continental n'est pas en reste, puisqu'à la veille du cinquantième de l'OUA, l'Union africaine a élu à la présidence de la Commission, une femme en la personne de Mme N'Kosazana Dlamini Zuma. Comme l'a démontré **Mme Litha Musyimi-Ogana**, Directrice chargée des questions des femmes, du développement et du genre de l'UA, l'organisation avait auparavant déjà accompli des progrès notables dans le domaine de l'autonomisation des femmes en mettant en place un cadre politique sur le genre, comprenant notamment le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, la Politique en matière de genre, la Décennie de la femme africaine (2010-2020), la Déclaration solennelle pour l'égalité des genres en Afrique (DSEGA), un mécanisme de financement à travers le Fonds pour les femmes africaines.

Ce cadre général a permis la mise en œuvre des activités concrètes touchant notamment la réalisation, en collaboration avec le Département Paix et sécurité de l'UA, du programme d'élimination des violences liées au genre à travers un manuel destiné aux forces de stabilisation, des codes de conduite, des manuels de formateurs avant et après déploiement. Une coopération avec le Département Paix et sécurité des Nations unies et l'AMISOM a permis la mise en place d'un projet sur les nouveaux parlementaires femmes en Somalie. Dans le cadre de la Décennie de la femme africaine, qui a prévu un thème par an, l'UA s'est engagée dans une mobilisation des ressources pour financer des initiatives de base. À cet égard, l'année 2012 était consacrée à l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Perspectives et défis

Ces quelques exemples, loin d'être exhaustifs, montrent à quel point le plaidoyer des femmes à travers des mouvements et des organisations comme l'OPF demeure essentiel, face à l'importance des défis et la persistance des obstacles. Ainsi que l'a exprimé fortement **Mme Lulama Xingwana**, Ministre des femmes, des enfants et de personnes handicapées d'Afrique du Sud, les mères fondatrices ont ouvert les portes, et il est temps pour la génération actuelle de prendre le relais. Elle a attiré l'attention sur l'importance cruciale de l'éducation pour relever les défis qui se posent aujourd'hui à l'Afrique. Là encore, l'engagement ferme des femmes africaines, notamment à travers des mouvements de solidarité continentale, et leur rôle précurseur apparaîtra primordial pour l'avancement de leur cause.

Comme l'a souligné **Mme Irina Bokova**, il n'y a pas d'obstacle insurmontable à l'autonomisation des femmes, qui est un combat pour les droits de l'homme. Elle est convaincue que les femmes, trop souvent, paient le prix le plus lourd de la pauvreté, de l'exclusion, des violences – et pourtant ce sont elles qui peuvent y mettre un terme, si les moyens leur sont donnés. Et pour que la croissance de l'Afrique soit durable, il est primordial d'inclure les femmes et de libérer leur potentiel.

Une priorité : l'éducation

Dans cette perspective, seule l'éducation permet de lutter contre les préjugés culturels et sociaux et la violence à l'égard des femmes, de favoriser leur émancipation politique, de combattre la culture patriarcale et l'inégalité au sein de la famille. **Mme Zouhour Alaoui** assure à ce sujet, qu'elle contribue à véhiculer la culture, démanteler les barrières religieuses, idéologiques et économiques. Elle a ajouté que l'émergence et la consolidation de la démocratie reposent sur l'accès de tous à une éducation de qualité.

Mme Sittou Rashadat Mohamed, première femme députée des Comores et ancienne Ministre des affaires sociales et du travail, citant son expérience personnelle, a témoigné avoir délivré son message sur les conditions de la femme comorienne grâce à la prise de parole en tant qu'enseignante.

Cette éducation, clé de l'émancipation des femmes, doit permettre le développement des compétences, mais également inculquer depuis la plus tendre enfance les valeurs de l'amour, de l'égalité et du respect mutuel. Elle devrait aussi aider à transmettre l'héritage des mères fondatrices de l'OPF aux jeunes générations pour que celles-ci puissent disposer de modèles puissants susceptibles de renforcer leur confiance en elles-mêmes. En effet, il est essentiel de maintenir le courage des fondatrices pour aider les jeunes filles à poursuivre leur œuvre. La recherche et la diffusion des résultats de recherches sur les femmes en Afrique sont à cet égard primordiales. Dans cet esprit, **Mme Sylvia Serbin** a appelé à encourager et faciliter ces recherches, notamment au plan local, afin de sauvegarder le patrimoine historique féminin et garder ainsi l'empreinte de ces femmes.

C'est aussi sur l'éducation que repose le renforcement de la capacité des femmes à participer au développement de leur pays et du continent dans son ensemble. Mais ce développement ne peut être durable sans l'instauration et le maintien de la paix dans l'ensemble de l'Afrique. Les mouvements de femmes doivent alors se saisir des questions sur l'édification d'une Afrique plus pacifique. Dans cette optique **Mme N'Kosazana Dlamini Zuma** estime qu'il est essentiel d'assurer que les voix des femmes soient entendues dans les zones de conflits, dans la réconciliation, la résolution des conflits et la reconstruction post-conflit. **Mme Lulama Xingwana** a exprimé à cet égard le vœu que l'Afrique, avec les femmes à sa tête, soit à même de vaincre les conflits et les guerres, ainsi que les abus et viols qui continuent d'être utilisés comme armes de guerre.

Pour une Afrique intégrée, prospère et en paix

L'édification d'une Afrique pacifique et le bien-être de ses populations exigent une participation active des femmes dans l'agenda continental d'intégration prôné par l'Union africaine. **Mme N'Kosazana Dlamini Zuma** a indiqué à cet égard que l'UA s'efforçait d'assurer que les femmes jouent un rôle dans les domaines essentiels tels que l'innovation, les infrastructures, la révolution dans les technologies de l'information et de la communication.

Le genre est aujourd'hui l'une des 8 priorités de la Commission. Il constitue le pilier n° 2 de Plan stratégique 2014-2017 de l'Union et est également intégré dans les autres piliers. La stratégie dans ce domaine veille aussi à la prise en compte de la dimension genre dans ses communautés économiques régionales. Ces efforts visent notamment à permettre aux peuples africains de vivre une mondialisation qui ne marginalise pas davantage l'Afrique en général et les femmes en particulier.

La transformation des sociétés et des économies africaines exige la participation des femmes, qui représentent la moitié du continent, dans la politique, l'économie et le développement social de leurs pays. C'est l'une des conditions de la durabilité de la croissance dont jouit actuellement l'Afrique. Les réflexions en cours sur la « Vision 2063 de l'Union africaine » qui met en avant, la nécessité, d'une plus grande équité et l'inclusion des jeunes et des femmes en vue de cette transformation vers une Afrique prospère et en paix avec elle-même, et acteur majeur dans les affaires mondiales.

Les peuples sont au centre du changement et d'un développement économique et social inclusif, crucial pour une Afrique prospère dont l'ambition n'est pas d'être moins pauvre, mais de ne pas l'être du tout. Les femmes, ressources humaines essentielles à ces mutations et à la croissance du continent, y seront

non seulement des travailleuses mais également des propriétaires des moyens de production. Par ailleurs, la politique décidant de leur vie, elles devront aussi s'y impliquer en participant aux gouvernements, aux activités et à la direction des partis politiques.

Ces objectifs font l'objet de débats intenses sur le plan international, y compris dans le système des Nations unies le cadre des réflexions sur l'après 2015. La nouvelle Directrice exécutive de l'ONU Femmes, **Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka** a récemment réitéré avec force la volonté de cette entité de militer pour un objectif distinct et global sur l'égalité des sexes, de même que l'intégration de l'égalité des sexes dans tous les domaines de ce nouveau cadre de travail. Elle défendait déjà cette vision en déclarant au Neuvième congrès de l'OPF, tenu en 2008 en Afrique du Sud, que « si nous étions en mesure de répondre aux défis auxquels les femmes font face, la plupart des Objectifs de développement du millénaire (ODM) seraient atteints et l'Afrique pourrait même les surpasser. Si nous sommes capables de vaincre la pauvreté des femmes, nous vaincrons la pauvreté des enfants et la pauvreté intergénérationnelle ».

Mme Susan Lyimo, en s'appuyant sur son expérience personnelle insiste, quant à elle sur la nécessité de promouvoir une réelle participation des femmes à la vie politique, vitale pour l'évolution de leur rôle dans la société et la prise en compte de leurs intérêts. Elle estime que sans cette participation, les objectifs d'égalité de paix et de développement ne peuvent être atteints.

Pour une solidarité et une coopération renouvelées

Le rôle que jouera l'OPF pour mobiliser les femmes dans le combat quotidien pour leur autonomisation et une vie meilleure continuera à être d'importance. Elle devra avant tout perpétuer la tradition de solidarité entre les femmes et entre les générations. À ce propos, **Mme N'Kosazana Dlamini Zuma** considère que les fondatrices de l'OPF nous ayant légué une Afrique meilleure qu'elles n'ont trouvée, nous devons, à notre tour, léguer une Afrique meilleure et être sûres de défendre leurs victoires et d'en acquérir d'autres.

L'OPF redynamisée et unie continuera de porter la voix des femmes africaines pour les aider à dépasser les contraintes sur la voie de l'autonomisation. À ce sujet, **Mme Lulama Xingwana** a souhaité que l'organisation accompagne les femmes dans leur action solidaire et les aide à parler d'une seule voix, afin que leurs priorités soient traitées collectivement. Elle fut rejointe en cela par **S. Exc. Mme Dolana Msimang**, Ambassadeur, Déléguée permanente d'Afrique du Sud, qui a exprimé l'espoir que des mouvements féminins comme l'OPF puissent défendre les causes des femmes telles que celles évoquée durant la conférences comme une représentation à 50% des femmes dans le comité scientifique pour de l'Histoire générale de l'Afrique, ou l'élaboration d'une législation sur l'égalité des genres, l'instauration de quotas de 50% pour la présentation par les partis de candidats aux élections, ou les nominations dans les conseil d'administration des compagnies.

Les participants à la conférence ont appelé de leurs vœux un renforcement de l'OPF afin qu'elle puisse accomplir ses missions dans l'environnement complexe des activités aujourd'hui. Ainsi **Mme Sire Dafanka** a appelé à faire connaître l'organisation pour qu'elle constitue un modèle pour tous et offre l'opportunité à des générations de jeunes africaines, y compris de la diaspora, d'avoir envie de persévérer, d'agir et de s'imposer pour que l'histoire de l'Afrique noire ne soit plus écrite sans la participation massive des femmes. **Mme Elisabeth Ilboudo**, pour sa part a indiqué que cet anniversaire de l'OPF devrait être mis à profit pour faire progresser des projets tels que celui qu'elle a présenté sur la lutte contre la mortalité maternelle et périnatale.

L'OPF pourra compter dans ses actions futures sur une coopération active de l'UNESCO à travers un grand nombre de projets. À cet égard, il convient de rappeler la priorité que l'Organisation accorde à l'éducation dans cette collaboration, afin d'intégrer l'égalité des genres dans les politiques éducatives et la formation des professeurs. Un rôle particulier pourrait être attribué dans ce contexte au Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, ciblant l'accès à l'enseignement secondaire et l'alphabétisation des femmes, et que la Directrice générale a lancé en mai 2011.

La Division pour l'égalité des genres de l'UNESCO, pour sa part, travaille d'ores et déjà avec les femmes d'Afrique dans le domaine du renforcement du rôle de la femme comme agent de changement, de transformation positive et de progrès. Elle les accompagne dans leur lutte contre l'exclusion des décisions politiques, la discrimination et la violence. Elle met en œuvre, notamment des activités de développement des capacités de recherche sur l'égalité des genres avec le Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs basé à Kinshasa. Elle prépare actuellement le lancement d'un futur centre contre les mutilations génitales féminines et programme des activités liées au renforcement des capacités régionales pour la recherche sur les fondements des mutilations et coupures génitales au développement des politiques en vue de les éliminer.

L'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique (HGA), présentée à la conférence par **M. Ali Moussa Iye**, du Secteur de la Culture de l'UNESCO, est un autre projet d'envergure de l'UNESCO qui contribue à la construction de l'identité et de la citoyenneté africaine, pour comprendre l'apport des civilisations africaines au progrès de l'humanité mais aussi et surtout pour contribuer à la prise en main par les Africains de l'initiative de leur présent et de leur futur. Les questions de genre avaient été faiblement abordées. Des mesures seront prises pour améliorer la représentation des femmes au Comité scientifique, chez les auteurs et contributeurs. Un 9^{ème} volume de l'Histoire générale de l'Afrique a été lancé lors d'une réunion d'experts à Addis Abeba en mai 2013, à l'occasion de la célébration du 50ème anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Ce volume aura pour objectif d'actualiser l'HGA sur les nouveaux défis, et la question du rôle de la femme y sera abordée.

L'UNESCO met en œuvre un autre projet de l'Organisation extrêmement prometteur et de nature transversale, « Femmes dans l'histoire de l'Afrique, une plate-forme de e-formation », en lien avec la phase II de l'HGA. Présenté par **Mme Sasha Rubel**, Spécialiste du programme du Secteur de la Communication et de l'information de l'UNESCO, ce projet propose des

bandes dessinées numériques, des dossiers pédagogiques et des contenus multimédias téléchargeables. Lié aux deux priorités globales de l'Organisation : l'Afrique et l'égalité des genres, cet outil accompagnera la promotion de l'éducation sur l'HGA. Il répond aux besoins de promouvoir l'égalité des genres en mettant en lumière des figures féminines de l'histoire de l'Afrique et de sa diaspora.

Il évoquera la vie de 25 figures historiques féminines de l'antiquité à nos jours ayant contribué de manière significative à l'histoire de l'Afrique dans tous les domaines : politique, art, protection de l'environnement, économie sociale et solidaire, sciences, droits de la femme et de l'homme. Le lancement a été effectué en novembre 2013, lors de la 37^e session de la Conférence générale de l'UNESCO.

Afin que tous ces projets et d'autres aient l'impact voulu sur l'amélioration de la condition de la femme africaine et contribuent efficacement à l'œuvre de l'OPF et d'autres organisations féminines africaines de la diaspora, l'UNESCO s'emploie à développer une interaction dynamique avec l'Union africaine. L'Organisation se réjouit de pouvoir compter sur une coopération et un dialogue constants avec l'UA. Elle est rejointe en ce message porteur d'espérance par l'organisation continentale, qui appelle de ses vœux le renforcement de cette coopération pour les 50 années à venir.



Annexes



Annexe 1

Programme du Cinquantenaire de l'Organisation panafricaine des femmes (Paris, 14-15 novembre 2012)

Mercredi 14 novembre 2012

17h30 - 18h00

Inauguration de l'exposition sur le militantisme des femmes en Afrique par la Présidente du Groupe Africain (Foyer Room I)

18h05 - 19h30

Représentation théâtrale intitulée "A Woman in Waiting" (Salle I)

Jeudi 15 novembre 2012

10h00 – 11h40

● **SEANCE D'OUVERTURE** (Salle XI)

Présidente :

Mme Dolana Msimang, Ambassadeur, Déléguée permanente de l'Afrique du Sud

Discours d'ouverture de **Mme Irina Bokova**, Directrice Générale de l'UNESCO

Hommage à Dulcie September et aux autres héroïnes ayant sacrifié leur vie pour la libération du continent, **M. Maurice Cukierman**

Courte biographie de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine par **M. Olabiyi Babalola Joseph Yai**, Ambassadeur, Déléguée permanente du Bénin

Discours de **Mme Nkosazana Dlamini-Zuma**, Présidente de la Commission de l'Union Africaine

11h45 – 13h00

● **DEBAT DU GROUPE DE TRAVAIL DE HAUT NIVEAU**

Thème “Le role des femmes: hier, aujourd’hui et demain”
(Partie I)

Animatrice :

Mme Antoinette Batumubwira, Banque Africaine de Développement

Participant :

Mme Lulama Xingwana, Ministre des femmes, des enfants et des personnes handicapées de la République d’Afrique du Sud

Mme Susan Lyimo, Membre du Parlement de la République Unie de Tanzanie

Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, Présidente de la Cours Constitutionnelle de la République du Gabon

13h00 – 14h30

● **PAUSE DEJEUNER** (7^{eme} étage)

14h30 – 18h00

● **TABLE RONDE**

Présentation sur le thème : “Le role des femmes: hier, aujourd’hui et demain” (Partie II)

Animatrice :

Mme Elizabeth Paula Napeyok, Ambassadeur, Déléguée permanente de l’Ouganda, Présidente Groupe Africain de l’UNESCO

Participants :

Mme Zohour Alaoui, Ambassadeur, Déléguée permanente du Royaume du Maroc

Mme Catherine Vidrovitch, historienne et professeur émérite de l'Université Paris Diderot

Mme Sylvia Serbin, journaliste et historienne

M. Ali Moussa Iye, Chef de Section Histoire et Mémoire pour le Dialogue, Secteur de la Culture, UNESCO, **Mme Sacha Rubel**, Spécialiste du programme du Secteur de la Communication et Information de l'UNESCO

Mme Jane Freedman, Spécialiste du programme de la Division de l'UNESCO pour l'Égalité des genres

Mme Litha Musyimi-Ogana, Directrice chargée des questions relatives aux femmes, à la parité et au développement de l'Union Africaine

Mme Elisabeth Ilboudo, économiste, experte chez BNP-Paribas et représentante des femmes de la Diaspora africaine

Mme Sire Danfakha, Présidente de l'Association Kedougou

● **DEBAT**

● **CONCLUSION ET DISCOURS DE REMERCIEMENTS**

de **Madame Begum Taj**, Ambassadeur, Déléguée permanente de la République Unie de Tanzanie

Annexe 2

Discours de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, le 15 novembre 2012

Votre excellence Dr Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs les Ministres, vos Excellences, Mesdames et Messieurs les Délégués Permanents, Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de célébrer en votre compagnie le 50^{ième} anniversaire de *l'Organisation Panafricaine des Femmes*. Il m'est particulièrement agréable de célébrer cet évènement au siège de l'UNESCO.

Permettez-moi tout d'abord de remercier les Délégués Permanents et Ambassadeurs de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie. Cela reflète non seulement la décision prise par les États Membres à la Conférence Générale de l'UNESCO mais je dirais, plus fondamentalement, que cela reflète les valeurs inscrites dans l'ADN de l'UNESCO. L'Égalité des Genres et l'Afrique sont les deux priorités globales de l'UNESCO. Les deux sont étroitement liées. L'élévation des femmes représente l'élévation de l'Afrique. Il s'agit là de ma détermination personnelle et cela constitue l'engagement de l'UNESCO.

Il m'est particulièrement agréable d'accueillir Dr Nkosazana Dlamini-Zuma. Madame, lors de votre discours d'acceptation en juillet dernier, vous disiez : « Mon éléction n'est pas une victoire personnelle, mais une victoire pour le continent africain en générale et pour les femmes en particulier. »

J'estime que nous partageons tous cet avis sans réticence. Vous disiez également, « L'avenir de l'Afrique est étroitement lié à celui du reste de l'humanité – il revient à l'Afrique de prendre sa place légitime parmi les nations du monde en tant que partenaire égal et fiable, et un membre à part entière de la communauté internationale. »

Ce but a guidé l'Organisation Pan-Africaine des Femmes depuis sa création en 1962, un an avant celle de l'Organisation pour l'Unité Africaine. L'Organisation Pan-Africaine des Femmes a accompagné l'éclosion de l'indépendance. Cette organisation s'est battue contre toutes formes de discrimination et d'injustice. Elle a brandi la bannière de la liberté sur tous les territoires du continent. L'Afrique, depuis 1962, a changé et elle a contribué à changer le monde. Avec le recul, nous constatons qu'il n'existe aucune barrière insurmontable à l'émancipation des femmes.

Nous reconnaissons l'importance des pionnières qui ont ouvert la voie. Dr. Dlamini Zuma est une de ces pionnières. La Présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria en est une autre. Ainsi que sa compatriote, la militante pacifiste Leymah Gbowee, avec qui elle reçut le Prix Nobel de la Paix en 2011, ainsi qu'avec Tawakkol Karman du Yémen. Le 25 septembre 2011, le monde a déploré la perte de Wangari Maathai – la première femme africaine à gagner le Prix Nobel de la Paix, une célèbre scientifique kenyane. De nombreux hommes africains remarquables ont gagné le Prix – mais Wangari Maathai lui a prêté un éclat particulier qui était très évocateur pour les filles et les femmes où qu'elles soient.

À présent je pense à ses grandes figures féminines et je pense aussi aux pionnières de par le continent africain. Les femmes mènent à petit pas le changement qui compte pour leur société et leur communauté – en améliorant la qualité de l'enseignement et l'accès aux soins de santé, en défendant les droits, en combattant pour obtenir une pleine participation, et en promouvant la paix, la réconciliation et le développement.

Aujourd'hui nous célébrons ces femmes. L'Union Africaine a déclaré les années 2010-2020 la *Décennie de la Femme Africaine* (2010-2020). Ainsi est reconnue l'importance de l'Égalité des Genres pour le plein épanouissement du continent. L'émancipation des femmes constitue une lutte pour les droits humains, mais c'est également une lutte pour les sociétés qui doivent faire appel à tous leurs citoyens à bon escient.

Mesdames et Messieurs,

Depuis 50 ans, l'Organisation panafricaine des femmes a permis une avancée considérable du droit des femmes. Il y a aujourd'hui en Afrique davantage de filles sur les bancs de l'école – davantage de femmes chefs d'entreprises – davantage de femmes dans les instances de décision.

Nous avons besoin de cette inspiration, car la route vers l'égalité réelle est encore longue. Les femmes, trop souvent, paient le prix le plus lourd de la pauvreté, de l'exclusion, des violences – et pourtant ce sont elles qui peuvent y mettre un terme, si nous leur en donnons les moyens. Partout où l'on veut trouver les moyens de mieux gérer les ressources en eau, d'améliorer la santé des enfants, de faire la paix entre communautés rivales, les premiers interlocuteurs, ce sont les mères, les épouses, ce sont les femmes.

L'égalité des genres profite à tout le monde. C'est la base de sociétés plus justes et plus fortes face aux mutations considérables qui traversent le continent. Aujourd'hui l'Afrique est en croissance, et pour que cette croissance soit durable, elle doit inclure les femmes, et libérer leur potentiel.

Ce travail commence par l'éducation. C'est pourquoi l'UNESCO travaille avec les gouvernements, avec la société civile, pour intégrer l'égalité des genres dans les politiques éducatives et la formation des professeurs.

En mai 2011, j'ai lancé le Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, en ciblant l'accès à l'enseignement secondaire et l'alphabétisation des femmes. Au Sénégal, par exemple, l'UNESCO travaille avec Procter & Gamble en direction de 10.000 jeunes filles et femmes dans 7 régions, dans des centres d'apprentissage communautaires.

Au Kenya, nous formons des groupes de femmes à la gestion de l'eau dans les zones arides et semi-arides. En Tanzanie, nous aidons les femmes journalistes à diffuser des contenus sur les droits des femmes par la radio. Nous devons agir en même temps au cœur des communautés, et auprès des Etats, dans la formulation des politiques, pour créer les conditions du changement.

Pour réussir, nous pouvons compter sur une coopération constante avec l'Union africaine et l'UNESCO se réjouit du dialogue constant que nous avons créé. Pour réussir, nous pouvons, surtout, compter sur le courage et l'engagement de toutes les femmes africaines et de la diaspora africaine. Nous pouvons les accompagner de mille manières, leur donner confiance, en commençant par montrer leur rôle dans l'histoire, et c'est un axe majeur de notre travail pour l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique.

Je tiens d'ailleurs à saluer le soutien du Brésil, de l'Angola et de la Bulgarie dans le développement des ressources pédagogiques et dans ce cas précis, de ressources pédagogiques en ligne sur le rôle des femmes dans le développement économique, social, politique et culturel de l'Afrique.

Et je pense au très beau texte de la poétesse costaricaine d'ascendance africaine, Shirley Campbell, qui est un hymne à toutes les femmes noires :

*« Quand je regarde mon visage
Dans le miroir ...
ma peau courageusement noire...
Je me sens moi
Absolument libre
Absolument noire
Absolument magnifique. »*

Je vous remercie toutes et tous de porter si haut la voix des femmes africaines, et je salue votre combat – qui est aussi le mien, et celui de toutes les femmes du monde.

Annexe 3

Discours de Mme Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, le 15 novembre 2012

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer mes chaleureuses félicitations à vous mes sœurs, amies, et camarades lors de cette grande occasion de célébrer le 50^{ème} anniversaire de notre organisation, l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF). Je souhaite remercier notre chère sœur Lala Ben Barka et par elle l'UNESCO, ainsi que les Délégations Permanentes de la République Unie de la Tanzanie et de la République de l'Afrique du Sud pour avoir œuvré ensemble pour faire de cet anniversaire une réalité.

Au Comité Exécutif et aux membres de l'OPF, je souhaite un joyeux 50^{ème} anniversaire et je formule mes vœux les meilleurs pour les cinquante prochaines années !

L'OPF a été créée un an avant l'Organisation de l'Union Africaine en 1962 en tant que témoignage de l'esprit de pionnier des femmes africaines qui ont pris conscience de l'importance de consolider leurs efforts nationaux en faveur de la liberté pour construire un mouvement de femmes panafricain.

Ces pionnières du Panafricanisme sur notre continent ont formulé leurs objectifs fondamentaux de la manière suivante

« ... la lutte pour la reconnaissance et le droit des femmes africaines à participer aux prises de décisions dans les domaines de la vie politique, économique, culturelle et sociale ;

de contribuer à l'amélioration de la situation des femmes africaines ... et de leurs enfants ;

eliminer le viol flagrant des droits humains;

la protection de l'Afrique sous tous les aspects;

l'unité effective parmi les états africains par l'amitié et la coopération ;

des relations continues d'amitié et de coopération entre l'Afrique et des femmes de par le monde ;

et (la participation) dans toute action en faveur du désarmement et du renforcement de la paix à l'échelle mondiale.”

C'est ainsi qu'un an avant que les “pères fondateurs” de l'OUA se soient réunis à Addis Ababa en 1963, les « mères fondatrices » avaient déjà planté leur fanion dans le glaive et dessiné les traits d'un Panafricanisme inclusif en tant que leur perspective pour le continent africain. Si nous nous penchons donc sur les objectifs fondateurs de l'OPF, il faut reconnaître l'importance de l'inclusion des femmes dans la prise de décisions économiques, politiques, sociales et culturelles pour parvenir à l'émancipation totale du continent. Ces objectifs ont également démontré les soucis du mouvement des femmes africaines, non seulement à l'égard de leur propre libération, mais également en tant que patriotes, pour la libération de leur pays, leur inquiétude quant à la situation de leurs enfants et des questions de droit humain.

Par leur Panafricanisme, elles reconnaissaient l'importance de protéger la souveraineté de l'Afrique et ont appelé à « l'unité effective » du continent par l'amitié et la coopération. Qui plus est, leur mouvement voyait en Afrique une partie d'un village global et reconnaissait donc de la solidarité avec les femmes du monde et d'un engagement pour le désarmement et la paix.

Quand nos sœurs ont formé l'OPF en 1962, elles s'appuyaient sur une histoire séculaire des femmes de notre continent depuis le Nord au Sud, de l'Est en Ouest jusqu'en Afrique centrale. Parmi elles figurent des femmes dirigeantes depuis les époques primitives des civilisations humaines et provenant de différentes sphères – politiques, sociales, militaires, économiques, religieuses et culturelles. Parmi elles figurent la reine Kahina Berber du Maghreb au

septième siècle, les Magajiyas de Daura au neuvième siècle, la légendaire reine Nehanda du Zimbabwe au seizième siècle, sans oublier Makeda, reine de Sheba en Ethiopie, la reine Ahmose-Nefertiti d'Egypte, Yaa Asantewa de l'Empire Ashanti, Dahia Al-Kahina de Mauritanie et Buktu du Mali.

À part ces grands personnages, les femmes ont fait intégralement partie du grand courant des communautés et des sociétés, non seulement dans la reproduction de ces sociétés mais également en tant que commerçantes, agricultrices et artisanes. À travers le continent africain, pour ainsi dire dans toutes les sociétés, au cours des siècles, les femmes se sont organisées en groupes de parenté, en associations marchandes et commerçantes et en différentes formations sociales et culturelles, sur la base de leurs rôles reproductifs et productifs. Elles ont pris conscience de l'importance de la coopération et c'est là que réside la force dans une organisation efficace.

Les malédictions de l'esclavage et du colonialisme, exploitant la main d'œuvre productive et reproductrice des hommes africains et les ressources naturelles du continent ont beaucoup modifié le cours de l'histoire de nos populations. Pareille malédiction comportait une dimension spécifiquement basée sur le genre, amenant des universitaires à souligner comment, d'une part, « les femmes africaines ont perdu le pouvoir et l'autonomie économique avec l'arrivée des cultures de rapport et leur exclusion du marché mondiale » et, d'autre part, comment l'esclavage et les administrations coloniales ont non seulement renforcé les relations patriarcales mais ont imposé un système de double pression sur les femmes africaines, sur la base de la race et du genre.

Là encore, les femmes n'ont pas été des victimes passives mais ont pris leur place dans le combat contre l'esclavage et le colonialisme en Afrique et dans la diaspora. Les mouvements nationaux des femmes qui ont participé à ces combats étaient issus des associations traditionnelles et des groupes divers, qu'ils soient sociaux, solidaires, religieux ou culturelles. C'est ainsi que les femmes africaines ont pris leur place dans les mouvements de libération nationale et anticoloniale et dans les combats politiques et armés. Les femmes sont également devenues victimes d'assassinats, tel Dulcie September qui représentait le Congrès National Africain ici à Paris. Elle a été abattue alors

qu'elle entrait dans son bureau un matin. Ses assassins courtent encore. Ruth First, quant à elle, a été tuée par un colis piégé à Maputo.

Ce qui est ressorti de ces combats, partout en Afrique, a amené les femmes à se mobiliser, soit seules sur les questions de besoins immédiats, soit ensemble avec leurs compagnons masculins sur des questions plus vastes de la libération. Dans le déroulement de ces combats, une perspective proprement féminine a vu le jour, en réussissant à des degrés divers à faire entrer la question de l'émancipation des femmes dans les combats de libération.

L'Organisation Panafricaine des Femmes est née dans le contexte de ces luttes et a fourni l'unité d'effort pour les générations fondatrices en mobilisant les femmes à participer à ces luttes de manière à débarrasser le continent du fléau du colonialisme.

Nous pouvons affirmer sans ambages que les fondatrices de l'OPF et de l'OUA ont pleinement rempli cette tâche.

En quoi alors consiste notre mission à présent, alors que nous célébrons les cinquante premières années de l'Organisation Panafricain de Femmes, et pour les cinquante prochaines années de l'OPF et de l'Union Africaine (UA) ?

Lors de son sommet en juillet en 2012, l'Union Africaine s'est accordé pour reconnaître que le continent a besoin de définir un agenda de développement à l'échelle même du continent, ce qui permettra aux États Membres, aux Communautés Économiques Régionales, et à la société civile, y compris le mouvement des femmes, de développer un agenda accéléré par lequel nous pouvons nous approcher de la vision établie dans l'Acte Constitutif de l'UA pour une Afrique paisible, intégrée, soucieuse de ses populations, et prospère.

Cet agenda à l'échelle de l'Afrique est vitale pour nous tous car si nous n'embrassons pas ce processus, un agenda sera défini pour nous et nous ne serons que de simples passagers au lieu d'être les conducteurs de notre propre développement. Pour les questions de genre et le mouvement des femmes, il incombe d'aborder des questions telles que :

- (a) *Créer une Afrique et un monde en paix* : le mouvement des femmes en Afrique et dans la diaspora a constitué un pilier dans la création d'un mouvement de paix mondiale. Quelles sont les leçons que nous pouvons tirer de cela qui nous permettraient de s'assurer de la participation des femmes dans la création d'un monde plus paisible ? Comment nous assurer que les femmes et les jeunes dans les zones de conflit en Afrique peuvent se faire entendre, à la fois dans la résolution des conflits et dans la reconstruction après les conflits ? Que faut-il que les hommes et les femmes fassent de plus pour aborder la violence fondée sur le genre, dans tous nos pays, qu'ils soient en paix ou en conflit ? Comment devons-nous élever nos garçons et filles dès la naissance, pour qu'ils comprennent l'amour, l'égalité et le respect mutuel dès le plus jeune âge ? Les adultes ne peuvent apporter à la société seulement ce que la société leur a enseigné quand ils étaient enfants.

- (b) L'intégration de l'Afrique : nos protocoles et nos mécanismes en matière de genre exigent l'équité des genres dans toutes les structures de l'UA et de ses organes, y compris les communautés économiques régionales. Les défis de l'intégration auxquels nous sommes toujours confrontés sont liés à l'infrastructure, à l'interaction entre les personnes, et le mouvement du commerce intra-africain, notre réseau de communication et le développement de nos ressources et capacité »s humaines. Dans ces domaines intégrés, nous devons assurer que les femmes jouent un rôle. Quels sont les problèmes, par exemple, en ce qui concerne l'infrastructure et est-ce que nous nous assurons que les filles et les jeunes femmes participent également à la révolution de l'information et

de la communication ? Est-ce que nous assurons que dans chacune des communautés économiques régionales nous veillons à assurer une convergence des genres ? Par ailleurs, comment s'assurer que la mondialisation ne contribue pas à davantage marginaliser l'Afrique en générale et les femmes en particulier, et que nous parvenions à construire un ordre mondial plus équitable ?

- (c) Un agenda centré sur les populations : nos populations doivent être au centre du développement et du changement. Cela implique que les femmes, qui représentent la moitié de la population africaine, devraient être au cœur du développement et du changement. Nous devons donc préconiser le développement humain comme le facteur clé du développement à la fois social et économique. À cet égard, l'éducation et la santé sont d'importance primordiale, y compris les questions de mortalité maternelle et infantile, ainsi que l'extension des opportunités pour l'éducation et l'apprentissage pour les femmes et les jeunes.

- (d) Une Afrique prospère : Objectifs du Millénaire pour le développement (OMDs) sont d'importants repères et indicateurs à court terme, et nous devons réfléchir au cours des prochaines années à comment accélérer le processus de satisfaction de ses objectifs à tous les niveaux. Cependant, les OMDs ne sont qu'un point de départ minimal. Notre tâche n'est pas de devenir moins pauvre, mais d'être prospère. Notre agenda à l'échelle de l'Afrique pour les cinquante prochaines années doit donc porter sur le développement et la croissance économique et social inclusifs, l'innovation, le développement de la science et de la technologie, ainsi que le développement des ressources humaines.
 - L'Afrique est dotée de ressources naturelles au point où 30% des ressources minérales mondiales se trouvent sur notre continent. En sommes-nous véritablement propriétaires de ces ressources naturelles, ou sont-elles situées physiquement sur notre espace géographique mais au profit principalement des autres continents ? En tant que femmes, avons-nous un intérêt particulier dans ces

ressources naturelles ? Sommes-nous propriétaires des compagnies minières ou pétrolières ?

- Nous ressources naturelles sont transportées à travers les océans. Sommes-nous propriétaires des navires ? Il m'est arrivé de rencontrer (un groupe) des femmes qui travaillent dans le commerce maritime qui ont exprimé leurs rêves qu'un jour elles deviendraient propriétaires de navires. Comment est-ce que nous pouvons nous assurer que pareils rêves deviennent réalité au cours des cinquante prochaines années ?
- Les femmes dans l'agriculture : comment s'assurer que les femmes produisent véritablement assez de récoltes pour les besoins locaux et pour l'exportation ? Comment peuvent-elles être impliquées dans l'industrie agro-alimentaire de manière à exporter des produits à valeur ajoutée ?
- Au fur et à mesure que le tourisme se développe, les femmes doivent jouer leur rôle dans ce secteur, non seulement en tant que travailleuses peu qualifiées, mais également en tant que gestionnaires et propriétaires.
- Alors que nous avançons vers les énergies renouvelables, est-ce que les femmes participeront à la révolution verte ou est-ce que nous serons de simples spectatrices ? Les femmes ne devraient pas continuer à être de simples travailleuses mais devraient être propriétaires des moyens de production.
- Les femmes ont également besoin de jouer un rôle efficace dans les partis politiques. C'est là que l'on décide des politiques qui ont un effet sur la vie des femmes à présent et à l'avenir. Nous ne devrions pas être simplement des partisans ou des électeurs, mais devrions être au sein de la direction des partis politiques et du gouvernement. Nous devrions être au cœur du développement. Dans les pays scandinaves, les femmes sont nombreuses dans les instances de

prise de décisions. Parfois, elles pensent qu'elles ne devraient pas participer à la politique mais c'est la politique qui décide ou non si leur village est équipé en électricité, eau courante, routes, écoles, cliniques ou hôpitaux.

- Les politiques industrielles et commerciales. Nous devons nous impliquer dans les pays où il existe un développement inclusif et une distribution des richesses équitables. Nous devons nous assurer que ce vingt-et-unième siècle est bien celui de l'Afrique en faisant en sorte que ce siècle est également celui des femmes. Les cinquante prochaines années promettent de plus grandes possibilités que celles dont disposaient les fondatrices de l'OPF, mais ces femmes nous ont néanmoins légué une Afrique en meilleur état que celle qu'elles avaient trouvée.

Utilisons les opportunités dont nous disposons pour léguer aux générations futures une Afrique encore meilleure que celle que nous avons connue au départ. L'avenir de l'Afrique n'a jamais été aussi encourageant, si bien que nous ne devrions pas devenir la génération des occasions manquées.

Nous devons, une fois encore, exprimer notre gratitude à l'UNESCO pour la célébration de cet anniversaire et nous espérons consolider ce partenariat au cours des cinquante prochaines années.

Annexe 4

Rapport final du Cinquantenaire de l'OPF

La célébration du 50^e anniversaire de l'Organisation Panafricaine des Femmes s'est tenue le 14 et 15 novembre au siège de l'UNESCO à Paris, sur le thème de « le rôle des femmes africaines: Passé, Présent et Futur.». Cette cérémonie a été organisée conjointement par les Délégués Permanents de l'Afrique du Sud et de la République Unie de la Tanzanie en collaboration avec UNESCO. En complément des Ambassadeurs des pays organisateurs, la séance d'ouverture a bénéficié de la participation de la Directrice Général de l'UNESCO, Madame Irina Bokova, la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, la Présidente de la Cours Constitutionnelle de la République du Gabon, Madame Marie-Madeleine Morantsuo, le Ministre des Femmes, Enfants et Handicapés de la République de l'Afrique du Sud, Madame Luluma Xingwana et l'Honorable Susan Lyimo, membre du Parlement de la République Unie de Tanzanie.

Son Excellence l'Ambassadeur du Bénin, Professeur Olabiyi Babalola Joseph Yai, Son Excellence l'Ambassadrice du Maroc, Madame Zohour Alaoui et Son Excellence l'Ambassadrice d'Uganda, Madame Elizabeth Paula Napeyok figuraient également parmi les participants et ont été rejointes par Madame Antoinette Batumubwira, de la Banque Africaine du Développement, Madame Catherine Vidrovitch, historienne, Madame Sylvia Serbin, journaliste et historienne, Madame Elisabeth Ilboudo, économiste et expert auprès de la Banque BNP, Madame Litha Musyimi-Ogana, Directrice des Femmes, des Genres et du Développement à l'Union Africaine, Madame Sire Danfakha, présidente de l'Association Kedougou, Madame Jane Freedman, spécialiste programme à la Division pour l'Égalité des Genres à l'UNESCO, M. Ali Moussa, Chef de Section au secteur culture de l'UNESCO, qui fut assisté par Madame Sacha Rubel du Secteur communication et information, responsable d'une étude sur un outil de e-formation sur les Figures Féminines dans l'Histoire de l'Afrique.

L'œuvre des femmes africaines, obtenue au prix de divers combats dans l'histoire du continent a été soulignée et applaudie. Néanmoins, la discussion est les recommandations ont porté sur les défis auxquels les femmes africaines actuelles ont encore à faire face, à la fois sur le continent même et dans la diaspora. Les principaux défis et recommandations figurent ci-dessous.

Préambule

1. Nous sommes redevables aux femmes qui se sont sacrifiées pour continuer à mener sans cesse une lutte contre la pauvreté, la famine, l'analphabétisme, le chômage, les inégalités de genres et la maladie.
2. Seule l'éducation peut mettre fin à la violence contre les femmes et démonter les barrières économiques et religieuses tout en assurant la promotion de l'émancipation politique des femmes.
3. L'OPF doit mener des programmes pour donner aux femmes le pouvoir de parvenir à la sécurité alimentaire et de combattre la famine et la pauvreté et de faire avancer la Déclaration de Nairobi sur les femmes.
4. Nous devons nous approprier le processus de créer un Agenda à l'échelle de l'Afrique pour s'approcher de la vision de l'UA d'une Afrique paisible, intégrée, centrée sur ses populations et prospère.
5. Nous avons besoin d'une législation de politique affirmative, à laquelle on peut parvenir grâce à des mouvements féministes forts et l'OPF a un rôle à jouer dans ce domaine.
6. L'élévation de la femme signifie l'élévation de l'Afrique.

Recommandations et Propositions

1. ***Nous avons une dette envers les femmes qui se sont sacrifiées pour poursuivre une lutte sans répit contre la pauvreté, la famine, l'analphabétisme, le chômage, les inégalités de genres et les maladies.***

- L'OPF doit mener des programmes pour donner davantage d'autorité aux femmes et de faire progresser la Déclaration de Nairobi sur les femmes.
- Les domaines prioritaires sont la lutte contre :
 - La maladie telle que le VIH et sa transmission aux enfants ;
 - L'insécurité alimentaire ;
 - La violence sur la base de genres ;
 - La pauvreté et l'analphabétisme ;
 - Et pour le développement des femmes en milieu rural.
 - La santé maternelle est encore loin d'être satisfaisante alors que la mortalité infantile n'a pas reculé autant qu'espéré. Il faut s'appuyer tout initiative pour améliorer la santé maternelle et réduire la mortalité infantile afin d'inverser les statistiques.
- Il est important d'enseigner l'histoire aux jeunes générations ; un projet d'histoire générale pour le développement des valeurs et d'identité panafricaine est actuellement à l'étude.
- Les femmes ont besoin d'aider d'autres femmes à parvenir à des postes importants de manière à agir pour des changements positifs.

2. ***Seule l'éducation peut supprimer la violence contre les femmes et démonter les barrières économiques et religieuses tout en favorisant l'émancipation politique des femmes.***

- Nous devons éduquer les enfants dès la naissance pour comprendre les notions d'amour, d'égalité et de respect mutuel de manière qu'ils puissent apporter les bonnes valeurs à la société.
- L'importe beaucoup d'éduquer les filles et les femmes dans l'enseignement de l'histoire et le rôle les femmes ont joués dans l'histoire.
- Utiliser le partenariat avec UNESCO pour faire avancer la mission éducative et bénéficier ainsi de ses nombreuses outils pédagogiques tels que la plateforme multi-langues e-apprentissage que l'UNESCO est actuellement en train de mettre au point de manière à enseigner l'histoire générale de l'Afrique et plus particulièrement l'histoire de certaines des femmes de plus grandes figures féminines africaines, y compris celles de la Diaspora. Cet outil doit être lancé prochainement sur le plan international.
- Tirer profit des initiatives telles que l'initiative « Enseignement d'Abord » des Nations Unis pour s'assurer que tout enfant reçoit une éducation.

3. ***Nous devons nous emparer du processus de créer un Agenda à l'échelle de l'Afrique pour s'approcher de la vision de l'UA d'une Afrique paisible, intégrée, orientée vers les peuples et prospère.***

- Pour un continent paisible, les aspects suivants doivent être abordés :
- Nous devons trouver les moyens d'assurer que les femmes et les jeunes gens dans des zones de conflit peuvent se faire entendre ;

- Davantage d'efforts doivent être dirigé pour faire face à la violence fondé sur le genre dans les divers territoires du continents ;
- Nous devons considérer les facteurs suivant pour un continent intégré :
 - Nous devons nous assurer que les femmes jouent un rôle dans des domaines où des défis en matière d'intégration se posent encore tels que l'infrastructure, les relations entre les peuples, le commerce intra-africain, et le développement de ressources et des capacités humaines, parmi d'autres :
 - Nous devons nous assurer que la mondialisation ne contribue pas à marginaliser davantage l'Afrique en général et les femmes en particulier et s'avère plus équitable ;
- En ce qui concerne une Afrique prospère :
 - Atteindre les OMDs constitue le minimum car notre but doit être d'atteindre un développement et une croissance économique et sociale inclusifs tout en développant la science, la technologie, les ressources humaines et l'innovation :
 - Prendre possession de nos ressources minérales et s'assurer que les femmes jouissent d'une véritable participation dans ces mêmes ressources ;
 - Posséder des entreprises telles que le commerce maritime, l'exploitation minière et pétrolière.
 - S'assurer que les femmes travaillent dans tous les secteurs, surtout ceux qui ont très à l'industrie agro-alimentaire où elles peuvent exporter des produits à valeur ajoutée.
 - S'assurer d'une distribution équitable de richesse en s'assurant de la présence des femmes dans tous les domaines de l'économie.

4. ***Nous avons besoin de législation de politique affirmative à laquelle nous pouvons parvenir grâce à des mouvements féministes forts et l'OPF a un rôle à jouer dans ce domaine.***

- Par exemple en Tanzanie, les politiques de discrimination positive et de législation affirmative ont élevé le nombre de femmes au gouvernement et dans l'administration comme suit :
- 50% dans le système judiciaire
- 50% commissaires de districts
- 25% Ministres
- 35% Vice-Ministres
- Un gouvernement véritablement démocratique et représentatif ne peut pas être établi sans la participation des femmes dans tous les processus politiques.
- Les femmes devraient occuper des fonctions où elles peuvent participer à la création des politiques qui les concernent et entament une incidence sur leur avenir.
- Une volonté politique au niveau le plus élevé et la participation de tous acteurs politiques et sociaux, consolidées à des textes législatifs, sont des facteurs indispensables pour l'évolution des statuts de la femme et son inclusion comme un des participants au développement de son pays.

5. ***L'élévation de la femme implique l'élévation de l'Afrique***

- Des femmes occupant des positions importantes (gouvernement, parlement, etc.) ont besoin d'aider d'autres femmes afin qu'elles s'élèvent à des fonctions importantes par le biais des initiatives telles que la discrimination positive.
- Les femmes sont souvent celles qui souffrent le plus de la pauvreté, l'exclusion et la violence et pourtant elles sont également celles qui peuvent mettre fin à ces injustices si on leur donne les moyens.

- Les femmes devraient faire partie du cœur du développement et dans des positions de direction ; l'expérience a montré que les sociétés les plus équitables sont celles où les femmes participent activement au processus de décision et où elles occupent des fonctions de direction.

Conclusion

Le partenariat de l'OPF avec l'UNESCO est non seulement apprécié mais il faut espérer qu'il sera consolidé de manière à faire avancer l'agenda de l'émancipation des femmes et à s'assurer que les femmes et les filles prennent toutes leur place dans la société. Les discussions ont produit des points forts qui doivent être exploités davantage afin d'améliorer les politiques actuelles en matière d'émancipation des femmes ou la mise en œuvre des politiques existantes. Un prochain symposium pour faire avancer certains de ces points qui ont été évoqués et pour fournir une plateforme d'échange des meilleurs pratiques serait hautement désirable. Les États Membres ont été encouragés à se mettre en rapport avec les historiens afin de coopérer avec eux pour réunir un fond de données historiques.

Annexe 5

Les mères fondatrices de l'OPF

- a. Liste des délégations ayant participé à la Conférence des Femmes Africaines (CFA), à Dar es Salam au Tanganika actuelle Tanzanie, en juillet 1962
(par ordre alphabétique)

Congo Brazaville : Mme Ida Vitorine Ngampolo, Mme Romaine Ekouya Poaty, Mme Antoinette Badila Makaya, Mme Okotaka-Ebalé ;

Côte d'Ivoire : Mme Jeanne Gervais, Mme Delphine Yaye ;

Éthiopie : Mme Judith Imru, Mme Almaz Eshete, Mme Yeshi Tadesse ;

Ghana : Mme Emilia Aryec, Mme Sophia Deku, Mme Emily Senalor, Mme Pauline Clark ;

Guinée Conakry : Mme Jeanne Martin Cisse, Mme Fatou Condé, Mme Sow Nima, Mme Camara Snoba ;

Kenya : Mme Margaret Kenyatta, Mme Alice Mbenya Kivuvani, Mme Ludia Langat, Mme Christina Wagari ;

Libéria : Mme Etta Wright, Mme Mary Mc Critty-Fisko, Mme Angie Brooks ;

Mali : Mme Aoua Keita, Mme Attaher Jeannette Haidara, Mme Sow Aissata Coulibaly, Mme Traore Aissata Berthe ;

Niger : Mme Dante Aminata, Mme Barkire Salmon ;

Sénégal : Mme Caroline Diop, Mme Virginie Camara, Mme Sane Thérèse Cavalho, Mme Ba Aminata ;

Tanganyka : Mme Bibi Titi, Mme (Bibi) Dorothy Kashajja, Mme Bernadette Kunambi, Mme Khadija Suedi, Mme Zubedeza Addi, Mme Mary Mdee, Mme Kijakasy Feruzi, Mme Anna Gwasa, Mme Kaya Omari, Mme Mgeni Saidi, Mme Zaituni Maola, Mme Lucy Lameck ;

Togo : Mme Trenou Marguerite Thompson, Mme Confort A. Wilson ;

Tunisie : Mme Radhia Haddad, Mme Aicha Bellagha ;

Zanzibar : Mme Martam Mohamed, Mme Aipe Mzee, Mme Khadija Jabir, Mme Msim Abarahamani, Mme Amina Msafiri Ali, Mme Arafa Ame ;

African National Congress (ANC), Afrique du Sud : Mme Adélaïde Tambo, Mme Kay Xabanisa, Mme Edith Nowana, Mme Edna Mgabaza

Front de Libération Nationale (FLN), Algérie : Mme Khadija Khadija, Mme Aicha Aicha;

Front National de Libération de l'Angola (FNLA), Angola ;

Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), Mozambique : Mme Pricilia Nguman, Mme Uria Simango ;

Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), Angola : Mme Maria Judith Santos, Mme Maria dos Anjos Nelumba ;

Pan Africain Congress (PAC), Afrique du Sud : Sœur Gertrude Mathutha, Mme Tandi Mayisela, Mme Martha Mayisela ;

Parti de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), Guinée Bissau et Cap-Vert : Mme Kamara Da Costa, Mme Catherine Turpin ;

South West Africa People's Organization (SWAPO), South West Africa (aujourd'hui Namibie) : Mme Putuse Apollus, Mme Pashukeni Shoombe ;

Zimbabwe African National Union (ZANU) et Zimbabwe African People Union (ZAPU), Rhodésie du Sud (aujourd'hui Zimbabwe) : Mme Lesabe Tengewe Virginia.

b. Présidentes successives de la CFA et de l'OPF

- Mme Jeanne Martin Cissé (Guinée Conakry) de 1962 à 1974 ;
- Mme Ftiha Betahar (Algérie) de 1974 à 1986 ;
- Mme Ruth Neto (Angola) de 1986 à 1997 ;
- Mme Assetou Koité (Sénégal), Secrétaire générale en poste depuis 1997.

Pour en savoir plus

- Ajaiy, J.F. & Crowder, M.**, 1974, *History of West Africa*, Londres, Longman.
- Araia, G.**, 2006, « Emeye Menelik Abba Dagneu: Emperor of Ethiopia ». Disponible sur <http://www.africanidea.org/Emeye.pdf>
- Baum, R. B.**, 2015, *West Africa's Women of God: Alinesitoué and the Diola Prophetic Tradition*, Bloomington, Indiana University Press.
- Boahen, A. Adu (dir.)**, 1987, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 7 : *L'Afrique sous domination coloniale 1880-1935*, Paris, Editions UNESCO/NEA.
- Cherif Diallo, M. D.**, 2005, *Répression et enfermement en Guinée: Le pénitencier de Fotoba et la prison centrale de Conakry de 1900 à 1958*, Paris, L'Harmattan.
- Cooper, A.;-J.**, 1990, *A Voice from the South*, Oxford, Oxford University Press. Disponible sur <http://docsouth.unc.edu/church/cooper/cooper.html>
- Cooper, F.**, 2002. *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot.
- Coquery-Vidrovitch, C.**, 1994. *Les Africaines : Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e au XX^e siècle*, Paris, Desjonquères.
- Crane, L.**, 1973. *Ms. Africa: Profiles of Modern African Women*, Philadelphia, Lippincott.
- Diouf, M. & Bosma U.**, 2004, *Histoires et identités dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Editions Karthala.

Goerg O., 1997, « Femmes africaines et politique : les colonisées au féminin en Afrique occidentale », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 6 | 1997, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 24 août 2015. URL : <http://clio.revues.org/378> ; DOI : 10.4000/clio.378.

Guyotat R., « La colonne infernale de Voulet Chanoine » suivi de Elia M'Bokolo, « La terreur, élément constitutif du système colonial », articles publiés dans le Monde du 25 septembre 1999, repris sur le site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon.

Hine, D.C. (Ed.), 2005, *Black Women in America*, vol. I, II, III, seconde édition, Oxford University Press.

Jiménez Rodriguez, L., 2010, *Heroínas de Angola*. Luanda, Mayamba.

Johnson C., 1982, Grass Roots Organizing : Women in anti-colonial activity in Southwestern Nigeria, *African Studies Review*, Vol. 25 – N° 2/3, Jun-Sep. 1982, p. 137-157.

Johnson-Odim, C. & Mba E., 1997, *For Women and the Nation: Funmilayo Ransome-Kuti of Nigeria*, Champaign, University of Illinois Press.

Johnson Sirleaf, E., 2009, *This child will be great*, New York, HarperCollins Publishers.

Jonas, R., 2011, *The Battle of Adwa - African Victory in the Age of Empire*, Cambridge, Harvard University Press.

Kandimba A., 2013, *Titina silà : uma heroína africana*. Disponible sur <http://kandimbafilms.blogspot.fr/2013/08/titina-sila-uma-heroina-africana.html>

Keita, A., 1975, *Femme d'Afrique*, Paris, Présence Africaine.

Ki-Zerbo, J., 1972, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier.

Koffi Agorsah, E. & Tucker Childs, G., 2006, *Africa and the African Diaspora, Cultural adaptation and Resistance*. Bloomington/Indiana, Author House.

Ledwidge M., *Du Bois and Garvey: Foreign Affairs and Two Roads to Pan-Africanism*. Disponible sur <http://www.socialsciences.manchester.ac.uk/disciplines/politics/about/themes/cjp/publications/documents/LedwidgeCIPPaper.pdf>

Maathai, W., 2007, *Celle qui plante les arbres*, Paris, Héroïse d'Ormesson.

—————, 2012, *Réparons la terre : Réutilisons, réduisons, recyclons*, Paris, Héroïse d'Ormesson.

Makeba, M., Hall, J., 1988. *Une voix pour l'Afrique*. Abidjan, NEA.

Mallik, A., *Les femmes présidentes de l'Assemblée générale*, ONU. Disponible sur <http://www.un.org/french/pubs/chronique/2006/numero3/0306p06.htm>

Martin, T., 2007, *Amy Ashwood Garvey: Pan-Africanist, Feminist, and Mrs. Marcus Garvey N° 1, or A Tale of Two Amies*, Dover, Majority Press.

Martin Cissé, J., 2009, *La fille du Milo*. Paris, Présence Africaine.

Mason, M., 2006, "Women and Historical Pan-Africanism: Anna J. Haywood Cooper (1858-1964), Organizer and Peace Activist", *Pan African News Wire*, Nov. 2006. Disponible sur http://panafricannews.blogspot.fr/2006/11/women-and-historical-pan-africanism_1729.html

Mazrui, A. et Wondji, C. (Eds.), 1987, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 8 : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, Editions UNESCO.

- M'bokolo, E.**, 1992, *Afrique noire : Histoire et Civilisations*, tome 2, Paris, Hatier/AUPELF.
- Mcalpin, M.**, 2012, "Women on the Left: Funmilayo Anikulapo-Kuti", International Socialist Group. Disponible sur <http://internationalsocialist.org.uk/index.php/2012/06/women-on-the-left-funmilayo-anikulapo-kuti/>
- McCaskie T. C.**, 2007, "The Life and Afterlife of Yaa Asantewaa", *Africa*, Journal of the International African Institute, Cambridge University Press, vol. 77, n°2, p. 151-179.
- Moulin, N., Boubé, N., Roy, M.-F., Zamo B.**, 2007, *Lougou et Saraouniya*, Rennes, Association Tarbiyya Tatali, Collection Arewa.
- National Archives of the UK**, 1929, *Nigeria, Report of the Commission of inquiry appointed to inquire into the disturbances in the Calabar and Owerri Provinces*, December, 1929. Disponible sur <http://fr.scribd.com/doc/127394385/Nigeria-1930-Report-of-the-Commission-of-Inquiry-Appointed-to-Inquire-Into-the-Disturbances-in-the-Calabar-and-Owerri-Provinces-December-1929>
- Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)**, *Le mouvement panafricaniste au 20^e siècle. Recueil de textes*, Paris, OIF.
- Oruno D., L.**, 2000, *La naissance du Panafricanisme*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- Rabesahala G.**, 2006, *Que vienne la liberté ! Ho tonga anie ny fahafahana !*, La Réunion, Océan Editions.
- Rivière, C.**, 1968, « La promotion de la femme guinéenne », Paris, *Cahiers d'études africaines*, vol 8, n°31, p. 406-427.

- Rousse, E.**, 2011, *La vie militante de Gisèle Rabesahala, Témoignages*, Journal de La Réunion, paru le 2 juillet 2011. Disponible sur <http://www.temoignages.re/la-vie-militante-de-gisele-rabesahala,50706.html>
- Sarr, F.**, 2007, « De Ndaté Yalla à Aline Sitoé : un siècle de résistance », extrait d'une communication présentée au Musée de la femme de Gorée le 3 février 2007. Disponible sur <http://genre-parite.org/senggenre-ucad/index.php/laboratoire-genre/laboratoire-genre-lancement/58-de-ndate-yalla-a-aline-sitoe>
- Serbin, S.**, 2004, *Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire*, Saint-Maur-des-Fossés, Sepia.
- Swaby, N.**, 2010, "Amy Ashwood Garvey: A Revolutionary Pan-African Feminist". Disponible sur <https://slcwhblog.wordpress.com/2010/04/01/amy-ashwood-garvey-a-revolutionary-pan-african-feminist/>

Liste des illustrations

Fig.1. Portrait de Taitu Betul (source : *Le Petit Journal*, 29 mars 1896).
Domaine public

Fig.2. Portrait imaginaire de la reine Njinga réalisé en 1830 par le peintre français Achille Devéria. Domaine public

Fig.3. Croquis sur Kimpa Vita réalisé par un prêtre capucin en 1706.
Domaine public

Fig.4. Ndete Yalla, lithographie réalisée Jacques François Llanta au 19^e siècle. Illustrations de *Esquisses sénégalaises, Physionomie du pays, Peuplades, Commerce, Religions, Passé et avenir, Récits et légendes* par l'Abbé Boilat. Domaine public

Fig.5. Yaa Asantewaa en tenue d'apparat de guerre *batakarikese* (dans une photo non datée). Domaine public

Fig.6. Anna Julia Cooper (source : *A Voice from the South*, 1892).
Domaine public

Fig.7. Portrait de Charlotte Manye Maxeke. Domaine public

Fig.8. Femmes Aba au Nigéria en lutte contre les colonialistes britanniques.
Domaine public

Fig.9. Aline Sitoé Diatta. Domaine public

Fig.10. Amy Aswood Garvey. Domaine public

Fig.11. Portrait de Gisèle Rabasehala photographiée dans les années 1970.
© Fonds photographique Rabesahala

Fig.12. Aoua Keita. © Sylvia Serbin

Fig.13. Funmilayo Ransome-Kuti lors de son 70^e anniversaire (le 24 octobre 1970). © Fonds photographique Ransome-Kuti.

Fig.14. Mme N'Kosazana Dlamini Zuma et Mme Irina Bokova (Paris, UNESCO, le 15 nov. 2012). © UNESCO 2012

Femmes africaines, Panafricanisme et Renaissance africaine

Le présent ouvrage fait suite à la célébration du 50^{ème} anniversaire de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF), organisé en novembre 2012 au Siège de l'UNESCO à Paris, à l'initiative de la Délégation permanente de la Tanzanie, pays de naissance de l'OPF et de la Délégation permanente d'Afrique du Sud, pays hôte de l'organisation depuis 2008.

Fort du succès de cette célébration et des recommandations des participants, l'UNESCO a donc entrepris la publication d'un ouvrage mettant en lumière la lutte des femmes africaines pour libérer le continent du joug colonial et pour affirmer les valeurs du Panafricanisme. L'action de ces femmes, nombreuses et souvent peu connues, témoigne de l'engagement des femmes à assumer leurs rôles et responsabilités dans l'avenir du continent.

Conçu sous la coordination générale du Département Afrique de l'UNESCO, la présente publication a pour vocation de contribuer à l'information du plus grand nombre, notamment des jeunes, sur le rôle des femmes africaines dans la libération et le développement du continent. Elle se propose aussi, dans une démarche pédagogique, de livrer quelques repères sur les composantes et l'imprégnation du Panafricanisme et son enrichissement par l'apport des femmes du continent à la liberté – la leur et celle de tous les africains.

« La célébration en 2012 au siège de l'UNESCO du cinquantenaire de l'Organisation Panafricaine des femmes (OPF) organisée conjointement par l'UNESCO et la Commission de l'Union africaine, rappelle la profondeur des valeurs qui nous unissent. Cette publication est une belle occasion d'approfondir, et de réaffirmer notre engagement commun pour les femmes et pour l'Afrique. »

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO



Département Afrique

